



# Rapport de gestion

*Exercice 2011 clos le 31 mars 2011 – document daté du 17 mai 2011.*

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2011 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Financière Canaccord Inc. et « Canaccord » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne la division internationale des marchés des capitaux de la Société au cours de l'exercice 2011. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2011, à partir de la page 67 du présent rapport. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2011 sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

## MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure du rendement. La Société utilise également comme mesure du rendement la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre dilué d'actions en circulation.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion de patrimoine du secteur des services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CC* et *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne comprennent pas les éléments de la charge liée aux acquisitions et les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR. Les éléments de la charge liée aux acquisitions de l'exercice clos le 31 mars 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$, l'amortissement des actifs incorporels de 5,1 millions \$ relatifs à l'acquisition de Marché des capitaux Genuity et des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de The Balloch Group Limited. Les éléments de la charge liée aux acquisitions de l'exercice clos le 31 mars 2010 comprennent des frais de 5,0 millions \$ liés à l'acquisition de Genuity.

Les éléments importants engagés à l'exercice 2009 comprennent l'ajustement à la juste valeur des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) de 6,7 millions \$, les charges des programmes de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA achetés par la Société en vertu d'un programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$, la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de Canaccord Genuity Inc. (anciennement Canaccord Adams Inc.) et d'Emermarket de 31,5 millions \$, ainsi que les frais de restructuration de 7,7 millions \$.

La direction estime que les mesures non conformes aux PCGR présentées compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions et des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Cependant, il existe une limite inhérente à l'utilisation de ces mesures non conformes aux PCGR. En effet, les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions et des éléments importants selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR doivent être parallèlement prises en compte.

## VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 46 bureaux à l'échelle mondiale, dont 32 bureaux de Gestion de patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Genuity, division internationale des marchés des capitaux, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres.

### Activités de Canaccord

Les activités de Canaccord sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits bancaires de placements complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

#### *Canaccord Genuity*

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine et à la Barbade.

#### *Gestion de patrimoine Canaccord*

Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Gestion de patrimoine Canaccord offre aux particuliers des solutions et des services complets de gestion de patrimoine. Les équipes de conseillers chevronnés de Gestion de patrimoine Canaccord offrent des services financiers personnalisés qui répondent aux besoins en planification financière et en placement de leurs clients.

#### *Non sectoriel et autres*

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

### Activités commerciales

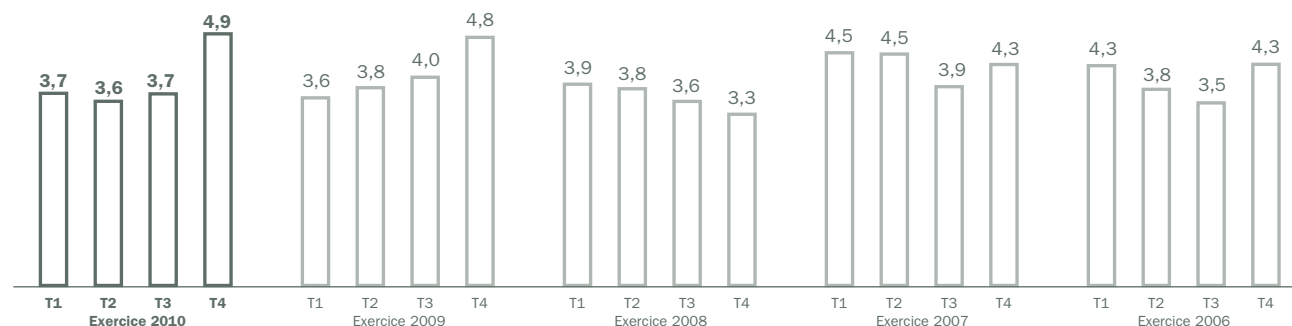
Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs au cours de la première moitié de l'exercice de Canaccord, période au cours de laquelle nous générons habituellement moins de 50 % de nos produits annuels. Les produits de Canaccord ont suivi cette tendance au second semestre de l'exercice 2011 et ont représenté 62,5 % des produits annuels pour l'exercice.

La date de constatation des produits peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. Les produits tirés des opérations de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

Le tableau ci-dessous illustre les variations saisonnières des produits dans le secteur du courtage au Canada au cours des cinq dernières années.

#### PRODUITS TOTAUX DU SECTEUR CANADIEN DES COURTIER EN VALEURS

(en milliards \$ CA, trimestres civils)



Source : Association canadienne du commerce des valeurs mobilières. Statistiques trimestrielles sur les valeurs mobilières du secteur publiées par l'ACVM. 30 mars 2011.

Canaccord vise à réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et les économies locales en diversifiant non seulement sa répartition à l'échelle sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions.

#### DONNÉES SUR LE MARCHÉ

##### VALEUR TOTALE DU FINANCEMENT PAR BOURSE

	T1/11	T2/11	T3/11	T4/11	Exercice 2011	Exercice 2010	Variation 2011/2010
Bourse de Toronto et							
Bourse de croissance TSX							
(en milliards \$ CA)	14,5	8,1	20,4	14,4	<b>57,4</b>	61,9	(7,3) %
AIM (en milliards £)	1,5	1,3	3,1	1,6	<b>7,5</b>	5,9	27,1 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	9,0	8,0	12,5	16,5	<b>46,0</b>	61,1	(24,7) %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

##### VALEUR DU FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS SUR L'AIM

(en millions £, sauf les pourcentages)

	T1/11	T2/11	T3/11	T4/11	Exercice 2011	Exercice 2010	Variation 2011/2010
Pétrole et gaz	472,3	348,2	1 052,1	375,9	<b>2 248,5</b>	1 387,2	62,1 %
Mines	584,5	134,9	837,2	609,3	<b>2 165,9</b>	910,8	137,8 %
Soins de santé	23,3	3,3	63,2	35,5	<b>125,3</b>	159,3	(21,3) %
Médias	5,0	3,5	22,7	26,9	<b>58,1</b>	102,9	(43,5) %
Technologie	27,7	31,9	97,8	65,2	<b>222,6</b>	235,0	(5,3) %

Source : Statistiques LSE AIM

##### VALEUR DU FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS À LA BOURSE DE TORONTO ET À LA BOURSE DE CROISSANCE TSX

(en millions \$, sauf les pourcentages)

	T1/11	T2/11	T3/11	T4/11	Exercice 2011	Exercice 2010	Variation 2011/2010
Pétrole et gaz	3 707,9	2 126,3	4 055,8	3 618,7	<b>13 508,7</b>	11 342,3	19,1 %
Mines	1 662,0	1 546,9	5 730,1	2 149,2	<b>11 088,2</b>	13 687,3	(19,0) %
Biotechnologie	53,1	49,4	91,3	105,1	<b>298,9</b>	152,4	96,1 %
Médias	22,0	200,0	31,5	9,3	<b>262,8</b>	57,5	357,0 %
Technologie	187,7	691,5	78,2	9,7	<b>967,1</b>	506,0	91,1 %

Source : FP Infomart

### Données sur le marché

Le total de la valeur du financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX a légèrement diminué par rapport à l'exercice précédent; cependant, les valeurs de financement dans la plupart des secteurs cibles de Canaccord ont augmenté. En regard de l'exercice 2010, les valeurs de financement à l'AIM ont affiché une progression notable, qui découle en grande partie des hausses dans les secteurs axés sur les ressources. Les valeurs de financement ont reculé de près de 25 % sur le NASDAQ, ce qui s'explique par la hausse des niveaux de financement qui avait été enregistrée à l'exercice 2010 alors que les sociétés ont restructuré leur capital après la crise financière mondiale.

### INCIDENCE DES SOUBRESAITS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, Canaccord tire ses produits surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, surtout en Amérique du Nord et en Europe. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Canaccord menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits.

Grâce à son excellent capital, Canaccord demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constant mouvement et peut poursuivre sa croissance en maintenant des normes élevées en matière de services clients, en améliorant ses relations, en recrutant continuellement des professionnels chevronnés et en faisant des acquisitions stratégiques lorsque les occasions se présentent.

Au cours de l'exercice 2011, les activités sur les marchés des capitaux de Canaccord ont été axées sur les 16 secteurs cibles, notamment : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation, papier et produits forestiers, immobilier, infrastructures, transport et produits industriels, développement durable et produits structurés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

### ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS AU COURS DE L'EXERCICE 2011

#### Non sectoriel et autres

- Le 22 avril 2010, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé l'émission d'actions visant à réaliser l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity).
- Le 23 avril 2010, Canaccord a conclu l'acquisition de Genuity.
- Le 10 mai 2010, l'intégration de Genuity dans les activités de Canaccord a été réalisée. La division des marchés des capitaux de Canaccord a été renommée Canaccord Genuity.
- Le 22 novembre 2010, Canaccord a annoncé la conclusion d'une entente stratégique avec l'Export-Import Bank of China, qui améliorera la capacité des clients en Chine d'étendre leurs activités à l'échelle internationale et facilitera l'accès au financement par emprunts en Chine des clients internationaux.
- Le 17 janvier 2011, Canaccord a réalisé l'acquisition de The Balloch Group Limited (TBG), société indépendante de premier plan offrant des services de financement de sociétés en Chine. Les activités de Canaccord en Chine ont été lancées sous la bannière Canaccord Genuity Asia.

#### Canaccord Genuity

- Les produits et le bénéfice net avant impôts sur les bénéfices de Canaccord Genuity ont atteint un sommet, s'établissant à respectivement 538,6 millions \$ et 134,3 millions \$ pour l'exercice 2011.
  - Au cours de l'exercice 2011, Canaccord Genuity a comptabilisé des produits record tirés des commissions, du financement de sociétés, des services de consultation et des activités de négociation à titre de contrepartiste.
- Canaccord Genuity a dirigé 138 opérations à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, pour mobiliser un produit total de 5,3 milliards \$ au cours de l'exercice 2011. Sur ces opérations :
  - le secteur du Canada a été chef de file pour 104 opérations qui ont mobilisé 3,0 milliards \$;
  - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 9 opérations qui ont mobilisé 700 millions \$;
  - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 25 opérations qui ont mobilisé 1,6 milliard \$.
- Au cours de l'exercice 2011, Canaccord Genuity a participé à un total de 426 opérations dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un montant brut de 11,1 milliards \$. Sur ces opérations :
  - le secteur du Canada a participé à 352 opérations qui ont mobilisé 3,4 milliards \$;
  - le secteur du Royaume-Uni a participé à 13 opérations qui ont mobilisé 1,7 milliard \$;
  - le secteur des États-Unis a participé à 61 opérations qui ont mobilisé 6,0 milliards \$.

- Au cours de l'exercice 2011, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour les opérations sur actions suivantes :
  - une opération de 382,8 millions \$ CA pour Tahoe Resources Inc. à la Bourse de Toronto
  - quatre opérations distinctes totalisant 375,5 millions \$ CA pour Artis Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
  - une opération de 347,6 millions \$ CA pour Eastern Platinum Limited à la Bourse de Toronto
  - une opération de 308,2 millions \$ CA pour Primero Mining Corp. à la Bourse de croissance TSX
  - deux opérations distinctes totalisant 294,7 millions \$ US pour Northern Oil & Gas Inc. à l'AMEX
  - une opération de 213,0 millions \$ CA pour Keegan Resources Inc. à la Bourse de Toronto
  - une opération de 206,3 millions £ pour Rockhopper Exploration Plc. à l'AIM
  - une opération de 205,0 millions £ pour Petra Diamonds à l'AIM
  - une opération de 184,1 millions \$ CA pour Baja Mining Corp. à la Bourse de Toronto
  - une opération de 181,1 millions \$ CA pour Canaco Resources Inc. à la Bourse de Toronto
  - une opération de 172,5 millions \$ CA pour Griffiths Energy International (non inscrite en Bourse)
  - une opération de 162,8 millions \$ CA pour Air Canada à la Bourse de Toronto
  - une opération de 145,0 millions \$ CA pour Eacom Timber Corporation à la Bourse de croissance TSX
  - deux opérations distinctes totalisant 115,1 millions \$ pour Canacol Energy Ltd. à la Bourse de croissance TSX
  - une opération de 133,0 millions £ pour Bellzone Mining Plc. à l'AIM
  - une opération de 130,0 millions \$ CA pour Canadian Overseas Petroleum Ltd. à la Bourse de croissance TSX
  - deux opérations distinctes totalisant 183,2 millions \$ US pour Triangle Petroleum Corporation à l'AMEX
  - une opération de 92,0 millions \$ US pour Alphatec Holdings sur le NASDAQ
  - une opération de 91,2 millions \$ US pour Amarin Corp. au NASDAQ
  - une opération de 90,9 millions \$ US pour Rubicon Technologies, Inc. sur le NASDAQ
  - une opération de 90,2 millions \$ US pour Abraxas Petroleum sur le NASDAQ
  - une opération de 86,3 millions \$ CA pour Pinecrest Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX
  - une opération de 86,3 millions \$ US pour Golden Minerals Company à la Bourse de Toronto
  - une opération de 86,2 millions \$ CA pour Valeura Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX
  - une opération de 80,0 millions \$ CA pour Alliance Grain Traders Inc. à la Bourse de Toronto
  - une opération de 76,0 millions \$ US pour NxStage Medical Inc. sur le NASDAQ
  - une opération de 75,0 millions \$ CA pour Petromanas Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX
  - une opération de 74,8 millions \$ CA pour International Tower Hill Mines Ltd. à la Bourse de Toronto
  - une opération de 58,2 millions \$ CA pour GLG Life Tech Corporation à la Bourse de Toronto
  - une opération de 56,9 millions \$ US pour NPS Pharmaceuticals sur le NASDAQ
  - une opération de 55,0 millions \$ US pour IMRIS Inc. sur le NASDAQ
  - une opération de 53,9 millions \$ CA pour Orezone Gold Corporation à la Bourse de Toronto
  - une opération de 52,0 millions £ pour Aberdeen Latin American Income Fund Limited à la Bourse de Londres
  - une opération de 50,0 millions \$ CA pour Exeter Resources Corporation à la Bourse de Toronto
  - une opération de 50,0 millions \$ US pour Voyager Oil & Gas à l'AMEX
  - une opération de 50,0 millions \$ CA pour Zodiak Exploration Corp. à la Bourse de croissance TSX
- Canaccord Genuity s'est classée au 17<sup>e</sup> rang des 20 meilleures banques d'investissement à l'échelle mondiale, selon la valeur totale des honoraires de prise ferme de titres de participation réalisée au cours de l'année civile 2010, selon *Bloomberg Markets*, en hausse de 15 places par rapport à l'exercice précédent.
- Au cours de l'exercice 2011, Canaccord Genuity a réalisé 15 opérations de placement privé d'actions (PPA) aux États-Unis et y a mobilisé un produit de 647,4 millions \$ US.

- Au cours de l'exercice 2011, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des opérations de fusions et acquisitions suivantes :
  - conseiller de Levon Resources Ltd. dans le cadre de l'acquisition de Valley High Ventures Ltd.
  - conseiller de ArPetrol Inc. dans le cadre de son regroupement avec ArPetrol Ltd.
  - conseiller de Dalsa Corporation dans le cadre de son acquisition par Teledyne Technologies Inc.
  - conseiller de Pediment Gold Corp. dans le cadre de sa fusion avec Argonaut Gold Inc.
  - conseiller de CyDex Pharmaceuticals, Inc. dans le cadre de son acquisition par Ligand Pharmaceuticals Inc.
  - conseiller de Innovectra Corporation dans le cadre de son acquisition par ImmersiFind Inc.
  - conseiller de Rivermine, Inc. dans le cadre de son acquisition par Emptoris, Inc.
  - conseiller de Curamik Electronics GmbH dans le cadre de son acquisition par Rogers Corporation
  - conseiller de Nellix, Inc. dans le cadre de son acquisition par Endologix Inc.
  - conseiller de Skana Capital Corp. dans le cadre de sa fusion avec MENA Hydrocarbons Inc.
  - conseiller d'Avenir Diversified Income Trust dans le cadre de l'acquisition de Great Plains Exploration Inc.
  - conseiller de Pacific Equity Partners dans le cadre de l'acquisition des activités de services aux émetteurs de CIBC Mellon
  - conseiller de Dragonwave Inc. dans le cadre de l'acquisition d'Axerra Networks Inc.
  - conseiller de Francisco Partners LP dans le cadre de l'acquisition de Source Photonics Inc.
  - conseiller de Parkbridge Lifestyle Communities Inc. dans le cadre de son acquisition par British Columbia Investment Management Corporation
  - conseiller de SunOpta Inc. dans le cadre de la vente de SunOpta Bioprocess Inc. à Mascoma Corporation
  - conseiller de Pure Technologies Ltd. dans la cadre de l'acquisition de Pressure Pipe Inspection Co.
  - conseiller de Brett Resources Inc. dans le cadre de sa vente à Osisko Mining Corporation
  - conseiller de Primero Mining Corp. dans le cadre de l'acquisition de la mine d'or et d'argent de Goldcorp située à San Dimas
  - conseiller de Corriente Resources Inc. dans le cadre de sa vente à Tongling Nonferrous Metals Group Holdings Co., Ltd. et à China Railway Construction Corporation Limited
  - conseiller de Goldcorp Inc. dans le cadre de la vente de son projet Escobal à Tahoe Resources Inc.
- Au cours de l'exercice 2011, Canaccord Genuity a été conseiller auprès :
  - du comité *ad hoc* des porteurs de billets non garantis d'Abitibi-Consolidated Inc. et al. dans le cadre de la restructuration d'une dette de 4,0 milliards \$ en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada);
  - de Newport Income Fund dans le cadre de la restructuration de son capital.

#### **Gestion de patrimoine Canaccord**

- Gestion de patrimoine Canaccord a généré des produits de 233,0 millions \$ et un bénéfice net avant impôts sur les bénéfices de 12,4 millions \$ à l'exercice 2011.
- Au cours de l'exercice 2011, Canaccord a ouvert cinq nouvelles succursales de Gestion de patrimoine Canaccord utilisant la plateforme de gestion de patrimoine indépendante et en a fermé une.
- Quatre succursales ont été converties à la plateforme de GPI au cours de l'exercice 2011.
- Au 31 mars 2011, Gestion de patrimoine Canaccord comptait 32 bureaux situés partout au Canada, y compris 18 succursales de GPI.
- Au 31 mars 2011, Canaccord avait 271 équipes de conseillers<sup>1</sup>, en baisse de 32 par rapport à 303 équipes de conseillers au 31 mars 2010.
  - Cette baisse est en grande partie attribuable à la conversion de succursales de la Société à la plateforme de gestion de patrimoine indépendante, faisant en sorte que chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers en placement, et à un examen stratégique continu de notre division Gestion de patrimoine.

#### **Événements importants survenus après le 31 mars 2011**

- Le 15 avril 2011, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé les modifications apportées aux statuts constitutifs de la Société afin de clarifier les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions se rattachant aux actions de la Société et de modifier le capital autorisé de la Société en créant une catégorie additionnelle d'actions privilégiées. Les modifications procurent à la Société un plus grand choix d'options de financement.

<sup>1</sup> Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

## CONJONCTURE DU MARCHÉ POUR L'EXERCICE 2011

Au cours de l'exercice 2011, il est clairement apparu que la reprise économique mondiale pourrait être soutenue par des politiques de relance et entrer dans une phase d'autonomie après la crise du crédit mondiale de 2008 et 2009. La récession mondiale n'a pas été une récession ordinaire et, même aujourd'hui, nous assistons encore à une reprise qui n'a rien d'habituel.

Au début de l'exercice, de nombreuses économies développées ont continué de ressentir les effets des mesures extraordinaires qui ont été prises pour éviter la crise financière mondiale, notamment une stimulation artificielle et un recours sans précédent à des politiques de relance. À l'amorce de l'exercice 2011, les marchés des capitaux étaient centrés sur des « stratégies d'abandon » de ces mesures, mais l'optimisme a rapidement fait place à l'inquiétude et aux craintes relatives à une rechute des marchés. Le rythme de la reprise économique et la croissance des emplois étaient déjà décevants étant donné l'ampleur des mesures de relance monétaire et budgétaire mises de l'avant à l'échelle mondiale par les décideurs. Malgré tous les efforts, au début de l'été 2010, il a fallu admettre que la croissance mondiale ralentissait et que les risques de baisse des marchés s'étaient considérablement accrus.

De nombreux facteurs ont semblé mettre en péril la tiède reprise, notamment l'incidence de l'échéance des programmes de relance budgétaire aux États-Unis, une crise bancaire et financière se dessinant dans les régions périphériques de la zone Euro, ainsi que des préoccupations relatives à un atterrissage brutal du secteur immobilier en Chine. Les marchés d'actifs ont eu une réaction classique d'aversion pour le risque; les marchés boursiers se sont nettement corrigés; les obligations du Trésor américain ont affiché une hausse marquée qui a cependant poussé les taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas, et, contrairement à la tendance, le dollar américain a poursuivi son importante montée. En août 2010, le président de la Réserve fédérale américaine, M. Bernanke, a signalé dans un discours que la Fed procéderait, au besoin, à d'autres achats d'actifs afin d'élargir son bilan. Ces mesures, appelées « mesures d'assouplissement quantitatif », avaient déjà été mises en œuvre avant le plus fort de la crise, et le marché les avait rapidement surnommées QE2. Cette forme extrême de mesures de relance monétaire visait à encourager la prise de risque sur les marchés et à pousser à la hausse les prix des actifs.

En conséquence des mesures QE2 et d'autres programmes de relance financière à l'échelle mondiale, l'aversion pour le risque des participants aux marchés a commencé à s'atténuer, ce qui a entraîné une hausse des actions et des produits de base. Aux États-Unis, la confiance des entreprises a enregistré un regain, notamment grâce à un accord survenu à la fin de l'année visant la prolongation des réductions des impôts et des cotisations sociales des entreprises. Le taux de chômage aux États-Unis a commencé à baisser et la confiance des consommateurs s'est stabilisée. Ce contexte positif a prévalu jusqu'à la fin de l'exercice 2011, se traduisant par la reprise des marchés boursiers et l'accroissement des volumes de négociation. L'activité sur les marchés des capitaux a enregistré une recrudescence et, au second semestre de l'exercice 2011, les nouvelles émissions de titres et les émissions additionnelles ont enregistré une nette augmentation. Les importants avoirs en espèces de nombreuses sociétés se sont traduits par des niveaux quasi record d'activités de fusions et acquisitions, dopant ainsi les activités de consultation de la plupart des entreprises de financement de sociétés. L'exercice 2011 s'est clos sur un optimisme hésitant, les marchés affichant une stabilité relative et la plupart des principales préoccupations économiques semblant s'être estompées.



## PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2012

Pour l'avenir, l'amélioration de l'environnement pour les actifs à risque et les activités sur les marchés des capitaux devrait se maintenir au cours de l'exercice 2012. Des périodes de plus grande volatilité sont toutefois probablement à prévoir. Bien que le taux de croissance risque de demeurer au ralenti à moyen terme, la reprise économique mondiale semble avoir pris sa vitesse de croisière, mais pourrait connaître des reculs intermittents comme la période de flottement qu'elle a traversée au cours de l'exercice 2011. Ces reculs intermittents, qui ne suffiront probablement pas à faire dévier la reprise économique, peuvent être provoqués par l'inquiétude découlant de soubresauts de la crise financière mondiale comme le lent dénouement de la crise de la dette bancaire et européenne, l'instabilité politique au Moyen-Orient et les conséquences fâcheuses des tentatives prématurées d'assainissement des finances publiques dans certaines nations développées. Même s'il est probable que les taux directeurs des marchés développés resteront souples tout au long de l'exercice 2012, nous constatons déjà un resserrement des politiques dans les nations en développement, plus particulièrement en Chine, qui vise à juguler les forces inflationnistes et les excès spéculatifs. Par conséquent, la volatilité des devises et des marchés des produits de base devrait persister.

Comme la confiance dans la reprise économique renaît, il est probable que les sociétés disposant d'une solide trésorerie augmenteront leurs dépenses en capital. Les activités mondiales de fusions et acquisitions en particulier devraient continuer de se multiplier. Ces investissements tendront à se concentrer surtout sur les possibilités de croissance supérieure des économies en voie de développement. Peu importe les fluctuations cycliques à court terme de l'industrialisation en Chine, son rythme et sa durée actuels continueront d'avoir une grande incidence sur l'économie mondiale. Au cours des dernières années, la dynamique de la demande sur les marchés des produits de base en a donné la preuve. Cependant, nous constatons de plus en plus l'influence de l'expansion chinoise sur les marchés des capitaux par l'entremise des placements directs dans des sociétés et des projets.

Dans ce contexte très positif, nous croyons que le niveau stable actuel des activités sur le marché des capitaux se maintiendra, bien qu'à un rythme moins soutenu qu'au cours des derniers trimestres. Le besoin mondial d'investissement dans les infrastructures demeure un thème continu et dominant. En particulier, le financement et les activités de fusions et acquisitions des sociétés axées sur les ressources devraient se poursuivre tout au long de l'exercice 2012. Nous avons de bonnes raisons d'être confiants quant à la vigueur que reprendront bientôt les activités d'investissement des entreprises industrielles diversifiées. À moins d'erreurs de la part des responsables des politiques budgétaires, nous faisons preuve d'un optimisme prudent en considérant que les perspectives de l'économie mondiale demeureront favorables pour l'exercice 2012.

## APERÇU DES EXERCICES PRÉCÉDENTS – EXERCICE 2010 PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2009

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010 (exercice 2010), les produits ont totalisé 577,5 millions \$, soit 99,8 millions \$, ou 21 %, de plus qu'à l'exercice 2009. Cette augmentation est principalement le fait de l'amélioration de la conjoncture économique et du contexte commercial ainsi que de l'accroissement de la demande de sociétés voulant restructurer leur capital. La plupart des indices importants ont également mieux fait à l'exercice 2010, la Bourse de Toronto ayant monté de 38 %; la Bourse de croissance TSX, de 65 %; le NASDAQ, de 12 %; et la Bourse de Londres, de 47 %.

Canaccord a présenté un bénéfice net de 38,5 millions \$ à l'exercice 2010, lequel comprenait des charges de 5,0 millions \$ liées à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Compte non tenu de ces éléments liés aux acquisitions, le bénéfice net de l'exercice 2010 s'est inscrit à 42,0 millions \$. À l'exercice 2010, le rendement de Canaccord s'est considérablement amélioré par rapport à l'exercice 2009, alors que la Société avait comptabilisé une perte nette de 47,7 millions \$, ou 1,4 million \$ compte non tenu des éléments importants, au plus fort de la crise financière.

## Aperçu financier

### PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES <sup>1,2</sup>

Exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)

	2011	2010	2009	Variation 2011/2010	
<b>FINANCIÈRE CANACCORD INC.</b>					
Produits					
Commissions	<b>294 650 \$</b>	235 606 \$	233 104 \$	59 044 \$	25,1 %
Financement de sociétés	<b>327 499</b>	215 237	117 916	112 262	52,2 %
Honoraires de consultation	<b>84 914</b>	39 200	51 453	45 714	116,6 %
Négociation à titre de contrepartiste	<b>43 644</b>	45 982	18 319	(2 338)	(5,1) %
Intérêts	<b>24 040</b>	12 965	38 287	11 075	85,4 %
Divers	<b>28 884</b>	28 547	18 642	337	1,2 %
<b>Total des produits</b>	<b>803 631</b>	577 537	477 721	226 094	39,1 %
Charges					
Rémunération au rendement	<b>391 050</b>	299 084	222 006	91 966	30,7 %
Charges de personnel	<b>64 420</b>	59 415	56 771	5 005	8,4 %
Autres charges indirectes <sup>3</sup>	<b>194 975</b>	162 397	194 910	32 578	20,1 %
Coûts liés aux acquisitions	<b>12 740</b>	5 000	—	7 740	154,8 %
Charges liées au programme de secours à l'intention des clients et au papier commercial adossé à des actifs (PCAA) <sup>4</sup>	—	—	12 047	—	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels <sup>5</sup>	—	—	31 524	—	—
Frais de restructuration <sup>6</sup>	—	—	7 662	—	—
<b>Total des charges</b>	<b>663 185</b>	525 896	524 920	137 289	26,1 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	<b>140 446</b>	51 641	(47 199)	88 805	172,0 %
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>98 234 \$</b>	38 497 \$	(47 651) \$	59 737 \$	155,2 %
Résultat par action – de base	<b>1,35 \$</b>	0,79 \$	(0,97) \$	0,56 \$	70,9 %
Résultat par action – dilué	<b>1,20 \$</b>	0,69 \$	(0,97) \$	0,51 \$	73,9 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	<b>14,0 %</b>	9,8 %	(12,4) %	4,2 p.p.	
Dividendes par action	<b>0,275 \$</b>	0,15 \$	0,125 \$	0,125 \$	83,3 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée, à la fin de l'exercice	<b>8,79 \$</b>	6,96 \$	6,51 \$	1,83 \$	26,3 %
<b>Compte non tenu des éléments importants et des éléments liés aux acquisitions <sup>7</sup></b>					
Total des charges	<b>645 319 \$</b>	520 896 \$	473 687 \$	124 423 \$	23,9 %
Bénéfice net (perte nette)	<b>112 617 \$</b>	42 043 \$	(1 417) \$	70 574 \$	167,9 %
Résultat par action (RPA) – de base	<b>1,54 \$</b>	0,86 \$	(0,03) \$	0,68 \$	79,1 %
Résultat par action (RPA) – dilué	<b>1,38 \$</b>	0,76 \$	(0,03) \$	0,62 \$	81,6 %
<b>Données tirées du bilan</b>					
Total de l'actif	<b>5 110 372 \$</b>	3 123 848 \$	2 022 099 \$	1 986 524 \$	63,6 %
Total du passif	<b>4 353 849</b>	2 722 103	1 649 395	1 631 746	59,9 %
Total des capitaux propres	<b>756 523</b>	401 745	372 704	354 778	88,3 %
Nombre d'employés	<b>1 684</b>	1 549	1 530	135	8,7 %

<sup>1)</sup> Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et des éléments liés aux acquisitions, et le nombre d'employés.

<sup>2)</sup> Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

<sup>3)</sup> Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des actifs corporels et incorporels et les frais de développement.

<sup>4)</sup> Comprend un ajustement de la juste valeur du PCAA de 6,7 millions \$, une provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$ et un ajustement de la juste valeur du programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$.

<sup>5)</sup> A trait à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de Canaccord Genuity Inc. (anciennement Canaccord Adams Inc.) et d'Enermarket.

<sup>6)</sup> Composés des frais de restructuration du personnel.

<sup>7)</sup> Renvoie au tableau Principales informations financières compte non tenu des éléments importants et des éléments liés aux acquisitions ci-après.

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS ET DES ÉLÉMENTS LIÉS AUX ACQUISITIONS <sup>1, 2</sup>

Exercices clos les 31 mars					
<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les montants en pourcentage)</i>	2011	2010	2009	Variation 2011/2010	
Total des produits selon les PCGR	<b>803 631 \$</b>	577 537 \$	477 721 \$	226 094 \$	39,1 %
Total des charges selon les PCGR	<b>663 185</b>	525 896	524 920	137 289	26,1 %
Éléments liés aux acquisitions – Genuity <sup>3</sup>	<b>(16 116)</b>	(5 000)	—	(11 116)	222,3 %
Coûts liés aux acquisitions – TBG	<b>(1 750)</b>	—	—	(1 750)	négl.
Charges liées au programme de secours à l'intention des clients et au papier commercial adossé à des actifs (PCAA) <sup>4</sup>	—	—	(12 047)	—	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels <sup>5</sup>	—	—	(31 524)	—	—
Frais de restructuration <sup>6</sup>	—	—	(7 662)	—	—
Total des éléments importants et des éléments liés aux acquisitions	<b>(17 866)</b>	(5 000)	(51 233)	(12 866)	257,3 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants et des éléments liés aux acquisitions	<b>645 319</b>	520 896	473 687	124 423	23,9 %
Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices – rajusté	<b>158 312</b>	56 641	4 034	101 671	179,5 %
Bénéfice net (perte nette) – rajusté	<b>112 617 \$</b>	42 043 \$	(1 417) \$	70 574 \$	167,9 %
Résultat par action (RPA) – de base – rajusté	<b>1,54 \$</b>	0,86 \$	(0,03) \$	0,68 \$	79,1 %
Résultat par action (RPA) – dilué – rajusté	<b>1,38 \$</b>	0,76 \$	(0,03) \$	0,62 \$	81,6 %

<sup>1)</sup> Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants et des éléments liés aux acquisitions ne sont pas des mesures conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 23.

<sup>2)</sup> Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

<sup>3)</sup> Les éléments liés aux acquisitions pour l'exercice 2011 comprennent des coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 5,1 millions \$. Les éléments liés aux acquisitions pour l'exercice 2010 comprennent des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$. L'amortissement des actifs incorporels est classé dans les autres charges indirectes.

<sup>4)</sup> Comprend un ajustement de la juste valeur du PCAA de 6,7 millions \$, une provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$ et un ajustement de la juste valeur du programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$.

<sup>5)</sup> A trait à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de Canaccord Genuity Inc. (anciennement Canaccord Adams Inc.) et d'Enermarket.

<sup>6)</sup> Composés des frais de restructuration du personnel.

négl. : négligeable

## Produits

Sur une base consolidée, les produits sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources.

Les produits de l'exercice 2011 ont atteint un montant record de 803,6 millions \$, soit une hausse de 39,1 % ou 226,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2010. Dans l'ensemble, l'augmentation des produits pour l'exercice clos le 31 mars 2011 s'explique surtout par la hausse des produits tirés de notre secteur Canaccord Genuity attribuable aux tendances positives du marché et à l'accroissement du rendement de nos secteurs cibles.

Les produits tirés des commissions proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et négociations auprès des clients institutionnels. Les produits tirés des commissions se sont accrus de 59,0 millions \$, ou 25,1 %, par rapport à l'exercice 2010. L'apport de Gestion de patrimoine Canaccord s'est élevé à 28,1 millions \$ et celui de notre secteur Canaccord Genuity, à 30,6 millions \$.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 327,5 millions \$, en hausse de 112,3 millions \$, ou 52,2 %, et les honoraires tirés des services de consultation se sont accrus de 45,7 millions \$ par rapport à l'exercice 2010 pour atteindre 84,9 millions \$ à l'exercice 2011. Les produits tirés du financement de sociétés et les honoraires tirés des services de consultation ont atteint des sommets inégalés en raison de l'amélioration du contexte économique, du rendement accru de nos secteurs cibles et des produits additionnels découlant de l'acquisition de Genuity.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont été de 43,6 millions \$, en baisse de 5,1 % ou 2,3 millions \$, du fait de la baisse des gains de négociation de notre groupe Revenu fixe et du secteur Gestion de patrimoine Canaccord, compensée par l'amélioration du rendement des activités au Royaume-Uni.

Les intérêts créditeurs correspondent aux intérêts réalisés sur les instruments financiers et les titres à revenu fixe détenus par Canaccord, aux intérêts gagnés sur les soldes de trésorerie détenus en banque, de même qu'aux intérêts payés par les clients sur les comptes sur marge. Des taux d'intérêt plus élevés et des intérêts créditeurs additionnels gagnés par le groupe Revenu fixe ont donné lieu à une augmentation des intérêts créditeurs de 11,1 millions \$, ou 85,4 %, par rapport à l'exercice 2010, pour atteindre 24,0 millions \$ à l'exercice 2011.

Les produits divers de 28,9 millions \$ sont restés relativement stables par rapport à l'exercice 2010, ayant légèrement augmenté de 0,3 million \$, ou 1,2 %.

**POURCENTAGE DES CHARGES PAR RAPPORT AUX PRODUITS <sup>1</sup>**

	Exercices clos les 31 mars		
	2011	2010	Variation 2011/2010
Rémunération au rendement	48,7 %	51,8 %	(3,1) p.p.
Charges de personnel	8,0 %	10,3 %	(2,3) p.p.
Autres charges indirectes <sup>2</sup>	24,3 %	28,1 %	(3,8) p.p.
Coûts liés aux acquisitions <sup>3</sup>	1,5 %	0,9 %	0,6 p.p.
<b>Total</b>	<b>82,5 %</b>	<b>91,1 %</b>	<b>(8,6) p.p.</b>

<sup>1</sup> Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

<sup>2</sup> Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des actifs corporels et incorporels et les frais de développement.

<sup>3</sup> Comprend les honoraires professionnels et de consultation et les frais de restructuration liés au personnel dans le cadre de l'acquisition de Genuity et de TBG.

p.p. : points de pourcentage

Les charges pour l'exercice 2011 ont totalisé 663,2 millions \$, en hausse de 26,1 % ou 137,3 millions \$ en regard de l'exercice précédent. Bien que le total des charges ait augmenté au rythme des activités de l'entreprise, le total des charges exprimé en pourcentage des produits a reculé de 8,6 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

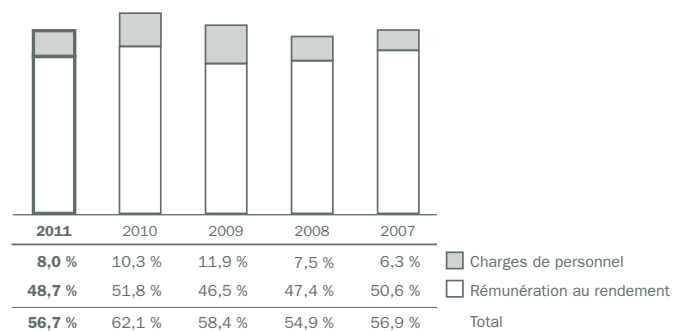
Au cours de l'exercice 2011, la Société a comptabilisé 17,9 millions \$ d'éléments liés aux acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions de l'exercice clos le 31 mars 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 5,1 millions \$ relatifs à l'acquisition de Genuity. Ils comprennent aussi 1,8 million \$ de frais engagés dans le but d'acquérir TBG.

**Charge de rémunération**

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 391,1 millions \$, en hausse de 92,0 millions \$ ou 30,7 %, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits a été de 48,7 %, soit une baisse de 3,1 points de pourcentage qui tient surtout à la surveillance continue du ratio de rémunération au rendement par la Société et au reclassement de recouvrements de charges dans les comptes de rémunération. Les charges de personnel ont atteint 64,4 millions \$, en hausse de 8,4 % par rapport à l'exercice précédent, en raison des variations de l'effectif ainsi que du classement de certains frais dans les charges de personnel au cours de l'exercice considéré plutôt que dans les frais de développement. En pourcentage des produits, les charges de personnel ont baissé, passant de 10,3 % à l'exercice 2010 à 8,0 % à l'exercice 2011.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges de personnel) en pourcentage des produits consolidés a atteint 56,7 %, soit 5,4 points de pourcentage de moins qu'à l'exercice 2010, alors qu'elle représentait 62,1 %. Comme il est indiqué ci-dessus, cette baisse est principalement attribuable aux efforts déployés par la Société pour gérer sa structure de rémunération en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires.

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS**



**AUTRES CHARGES INDIRECTES**

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Exercices clos les 31 mars		
	2011	2010	Variation 2011/2010
Frais de négociation	<b>31 507 \$</b>	28 884 \$	9,1 %
Locaux et matériel	<b>27 158</b>	24 402	11,3 %
Communications et technologie	<b>25 466</b>	21 868	16,5 %
Intérêts	<b>7 811</b>	2 581	202,6 %
Frais d'administration	<b>67 882</b>	52 153	30,2 %
Amortissement <sup>1</sup>	<b>12 742</b>	7 609	67,5 %
Frais de développement	<b>22 409</b>	24 900	(10,0) %
<b>Total des autres charges indirectes</b>	<b>194 975 \$</b>	162 397 \$	20,1 %

<sup>1)</sup> Comprend 5,1 millions \$ au titre de l'amortissement des actifs incorporels pour l'exercice clos le 31 mars 2011 lié à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 32,6 millions \$ pour l'exercice 2011, ce qui représente une baisse de 3,8 points de pourcentage, lorsque exprimées en pourcentage des produits, par rapport à l'exercice 2010.

La Société recouvre certaines charges des comptes de rémunération qui avaient été déduites des frais connexes aux périodes précédentes. À compter du T1/11, ces recouvrements se sont reflétés dans la charge de rémunération au rendement, donnant lieu à une diminution de celle-ci et à une augmentation des frais de promotion et de déplacement ainsi que des frais liés aux communications et à la technologie.

Les frais d'administration ont grimpé d'un total de 15,7 millions \$, ou 30,2 %, essentiellement en raison de la hausse des frais de promotion et de déplacement de 8,9 millions \$ résultant du reclassement susmentionné. La provision pour pertes sur créances a augmenté de 3,5 millions \$ en vertu de la politique de la Société de constituer une réserve à l'égard des soldes non garantis. En outre, les frais de bureau se sont accrus de 2,0 millions \$, du fait surtout de l'impression de nouveaux documents marketing dans le cadre du changement de nom de la Société au cours de l'exercice.

Les intérêts débiteurs se sont accrus de 5,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent en raison des activités du groupe Revenu fixe. Le reclassement des recouvrements mentionné ci-dessus a aussi donné lieu à un accroissement des frais liés aux communications et à la technologie de 3,6 millions \$. Les frais de négociation ont connu une augmentation de 2,6 millions \$, ou 9,1 %, directement attribuable à la hausse des volumes de négociation pendant l'exercice.

La Société a engagé un montant supplémentaire de 2,8 millions \$ de frais liés aux locaux et au matériel en raison des contrats de location additionnels pris en charge par suite de l'acquisition de Genuity. La dotation aux amortissements s'est accrue du fait de l'amortissement de 5,1 millions \$ des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

L'augmentation susmentionnée des charges indirectes a été en partie contrebalancée par une diminution des frais de développement de 2,5 millions \$ visant surtout à réduire les dépenses liées au développement de systèmes et les primes à l'embauche.

Les charges autres que de rémunération, y compris les éléments liés aux acquisitions, exprimées en pourcentage des produits ont atteint 25,8 % pour l'exercice 2011, en baisse de 3,2 points de pourcentage sur 12 mois. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, les charges autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits ont reculé de 4,5 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 23,6 %.

**Bénéfice net**

Le bénéfice net de l'exercice 2011 s'est élevé à 98,2 millions \$ par rapport à un bénéfice net de 38,5 millions \$ pour l'exercice 2010. Le résultat dilué par action s'est établi à 1,20 \$ à l'exercice 2011 en regard d'un résultat dilué par action de 0,69 \$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice 2011, le RCP a atteint 14,0 % comparativement à 9,8 % pour l'exercice 2010. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le bénéfice net pour l'exercice 2011 s'est établi à 112,6 millions \$ contre un bénéfice net de 42,0 millions \$ à l'exercice 2010, et le résultat dilué par action s'est élevé à 1,38 \$ par rapport à un résultat dilué par action de 0,76 \$ à l'exercice 2010.

Les impôts sur les bénéfices se sont élevés à 42,2 millions \$ pour l'exercice 2011, en hausse de 29,1 millions \$ au cours de l'exercice. Le taux d'imposition effectif a augmenté pour s'établir à 30,1 % en regard de 25,5 % un an plus tôt. La diminution des reports de pertes en avant utilisés, exprimés en pourcentage du bénéfice net consolidé, a entraîné l'augmentation de notre taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice précédent. La rubrique « Estimations comptables critiques », à la page 54 du présent rapport de gestion, contient une analyse plus détaillée de nos impôts.

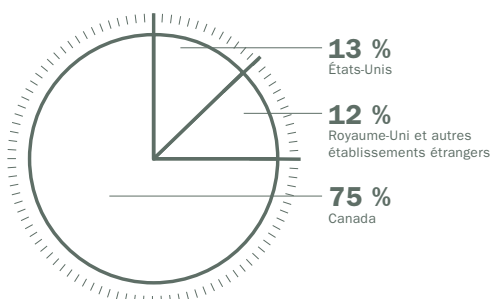
## RÉSULTATS PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Cette section est une analyse des résultats de Canaccord par région géographique. Les activités commerciales de Canaccord sont divisées en trois régions géographiques : le Canada, le Royaume-Uni et autres établissements étrangers, et les États-Unis (É.-U.). Les produits provenant du Royaume-Uni et des autres établissements étrangers sont entièrement tirés des activités de Canaccord Genuity, tandis que les produits au Canada et aux États-Unis proviennent de Canaccord Genuity, de Gestion de patrimoine Canaccord et du secteur Non sectoriel et autres.

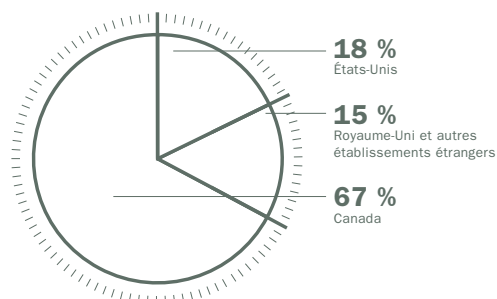
### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS <sup>1</sup>

(Exercices clos les 31 mars)

2011



2010



Exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)

	2011				2010				Variation 2011/ 2010
	Canada <sup>2</sup>	Royaume-Uni et autres établissements étrangers <sup>2, 3</sup>	États-Unis	Total	Canada	Royaume-Uni et autres établissements étrangers <sup>3</sup>	États-Unis	Total	
Produits	598 556 \$	93 905 \$	111 170 \$	803 631 \$	388 772 \$	88 348 \$	100 417 \$	577 537 \$	39,1 %
Charges	487 760	80 093	95 332	663 185	358 736	75 374	91 786	525 896	26,1 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	110 796 \$	13 812 \$	15 838 \$	140 446 \$	30 036 \$	12 974 \$	8 631 \$	51 641 \$	172,0 %
<b>Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions <sup>4</sup></b>									
Total des charges	469 894	80 093	95 332	645 319	353 736	75 374	91 786	520 896	23,9 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	128 662 \$	13 812 \$	15 838 \$	158 312 \$	35 036 \$	12 974 \$	8 631 \$	56 641 \$	179,5 %
Nombre d'employés	1 325	184	175	1 684	1 247	139	163	1 549	8,7 %

<sup>1</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des éléments liés aux acquisitions et du nombre d'employés.

<sup>2</sup> Les données du Canada incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les données du Royaume-Uni et des autres établissements étrangers comprennent les résultats de TBG depuis la date de l'acquisition le 17 janvier 2011.

<sup>3</sup> Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Genuity Limited, qui œuvre sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés au poste Autres établissements étrangers, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd. et de Canaccord Genuity Asia.

<sup>4</sup> Les données de l'exercice 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$, l'amortissement des actifs incorporels de 5,1 millions \$ relatifs à l'acquisition de Genuity et des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de TBG. Les données de l'exercice 2010 tiennent compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les produits provenant du Canada se sont élevés à 598,6 millions \$, en hausse de 209,8 millions \$, ou 54,0 %. Pour le secteur du Royaume-Uni et autres établissement étrangers, les produits ont atteint 93,9 millions \$, ce qui représente un bond de 5,6 millions \$, ou 6,3 %, et les produits provenant des États-Unis se sont établis à 111,2 millions \$, en croissance de 10,8 millions \$, ou 10,7 %, en regard de l'exercice précédent. L'augmentation globale des produits dans tous les secteurs géographiques est liée à l'expansion de nos activités sur les marchés des capitaux ainsi qu'à une confiance accrue dans la conjoncture économique mondiale au cours de l'exercice 2011.

*Charges liées aux activités au Canada*

Les charges de l'exercice 2011 au Canada ont augmenté de 129,0 millions \$, ou 36,0 %, surtout en raison de la hausse de la rémunération au rendement, laquelle est conforme à la croissance des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 5,2 millions \$ en raison de l'accroissement des effectifs et du classement de certaines charges à titre de charge de personnel au cours de l'exercice plutôt que de frais de développement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits a diminué de 6,6 points de pourcentage, passant de 62,9 % au cours de l'exercice 2010 à 56,3 % au cours de l'exercice 2011 en raison des efforts de la Société pour surveiller le ratio de rémunération afin de maximiser la valeur pour les actionnaires.

Les frais de négociation ont été plus élevés de 27,2 % ou 5,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent en raison de l'accroissement des volumes de négociation. Les intérêts débiteurs se sont accrus de 6,9 millions \$ par rapport à l'exercice 2010, stimulés par les activités du groupe Revenu fixe. Les contrats de location additionnels pris en charge par suite de l'acquisition de Genuity ont donné lieu à un accroissement de 3,4 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel. La dotation aux amortissements au Canada a augmenté de 5,6 millions \$, ou 114,4 %, par rapport à l'exercice précédent du fait de l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de Genuity.

La hausse de 11,2 millions \$, ou 30,1 %, des frais d'administration se compose principalement des charges additionnelles engagées à l'égard des frais de promotion et de déplacement et de la provision pour pertes sur créances. Les frais de promotion et de déplacement ont augmenté par suite du reclassement des recouvrements de charges liées aux frais de promotion et de déplacement dans la rémunération au rendement et les initiatives de vente et de commercialisation de la Société. La politique de la Société en matière de constitution de provision à l'égard des soldes non garantis a entraîné une augmentation de la provision pour pertes sur créances comparativement à l'exercice précédent. Le changement de nom de la Société a également entraîné une hausse des frais de bureau au cours de l'exercice 2011.

L'augmentation globale des charges a été contrebalancée par la baisse des frais de développement. La diminution des dépenses liées au développement de systèmes et aux primes à l'embauche a donné lieu à une baisse des frais de développement de 4,1 millions \$, ou 23,3 %.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a comptabilisé des coûts liés aux acquisitions de 12,7 millions \$ liés aux charges engagées au cours de l'exercice pour l'acquisition de Genuity et de TBG. La Société avait comptabilisé des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ au cours de l'exercice précédent liés aux charges engagées pour l'acquisition de Genuity. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le total des charges au Canada s'est élevé à 469,9 millions \$ en regard de 353,7 millions \$ à l'exercice précédent, cette hausse s'expliquant par la croissance des produits. Le total des charges autres que de rémunération en pourcentage des produits compte non tenu des éléments liés aux acquisitions a reculé de 28,1 % au cours de l'exercice 2010 à 22,2 % en 2011, traduisant les initiatives de la Société pour améliorer l'efficacité opérationnelle au cours de l'exercice.

*Produits tirés des activités du Royaume-Uni et des autres établissements étrangers*

Les charges au Royaume-Uni et dans les autres établissements étrangers se sont établies à 80,1 millions \$, en hausse de 4,7 millions \$, ou 6,3 %, par rapport à l'exercice précédent. En pourcentage des produits, la charge de rémunération totale a baissé, passant de 61,9 % à l'exercice 2010 à 57,2 % à l'exercice 2011. Les frais liés aux communications et à la technologie ont également grimpé de 2,7 millions \$, ou 112,2 %, en grande partie du fait du reclassement des recouvrements des comptes de rémunération mentionné plus haut.

Les frais d'administration ont augmenté de 1,8 million \$ en regard de l'exercice précédent. Les frais de promotion et de déplacement ont augmenté de 1,9 million \$, par suite du reclassement des comptes de rémunération. Une augmentation des primes de recrutement dans le cadre des activités au Royaume-Uni a entraîné une hausse des frais de développement de 1,8 million \$ pour l'exercice 2011 par rapport à l'exercice précédent.

*Charges liées aux activités aux États-Unis*

Les charges aux États-Unis se sont élevées à 95,3 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 3,5 millions \$, surtout du fait d'une augmentation de 4,6 millions \$ de la charge de rémunération au rendement, et d'un accroissement de 2,7 millions \$ des frais d'administration, le tout contrebalancé par une diminution de 2,5 millions \$ des frais de négociation. La charge de rémunération au rendement a progressé de 4,6 millions \$, ou 8,3 %, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage des produits, la charge de rémunération totale a baissé de 1,1 % pour s'établir à 58,1 % à l'exercice 2011. Les frais d'administration ont également augmenté de 2,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, en partie du fait du reclassement des recouvrements des charges des frais de promotion et de déplacement à la charge de rémunération au rendement. Par suite de nos efforts de réduction des coûts pour les activités aux États-Unis, les frais de négociation ont diminué de 2,5 millions \$, ou 37,3 %.

**PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES**<sup>1,2</sup>

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2011. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2011				Exercice 2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Produits</b>								
Commissions	81 959 \$	87 433 \$	63 002 \$	62 256 \$	62 826 \$	60 696 \$	56 628 \$	55 456 \$
Financement de sociétés	103 646	116 716	51 236	55 901	54 191	82 089	32 366	46 590
Honoraires de consultation	25 702	25 276	13 215	20 721	8 323	6 328	15 254	9 296
Négociation à titre de contrepartiste	17 431	10 658	9 597	5 958	7 278	15 645	11 589	11 470
Intérêts	7 707	7 753	5 436	3 144	3 269	3 099	3 121	3 476
Divers	11 150	6 998	6 799	3 937	7 246	5 340	4 786	11 175
<b>Total des produits</b>	<b>247 595</b>	<b>254 834</b>	<b>149 285</b>	<b>151 917</b>	143 133	173 197	123 744	137 463
<b>Total des charges</b>	<b>189 817</b>	<b>193 338</b>	<b>135 346</b>	<b>144 684</b>	137 658	150 887	115 883	121 468
<b>Bénéfice net avant impôts</b> sur les bénéfices	<b>57 778</b>	<b>61 496</b>	<b>13 939</b>	<b>7 233</b>	5 475	22 310	7 861	15 995
<b>Bénéfice net</b>	<b>40 944 \$</b>	<b>42 704 \$</b>	<b>9 711 \$</b>	<b>4 875 \$</b>	7 526 \$	15 113 \$	6 746 \$	9 112 \$
RPA – de base	0,54 \$	0,57 \$	0,13 \$	0,07 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$
RPA – dilué	0,48 \$	0,51 \$	0,12 \$	0,06 \$	0,14 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$
<b>Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions</b> <sup>3</sup>								
Bénéfice net	41 874 \$	45 311 \$	11 538 \$	13 894 \$	11 072 \$	15 113 \$	6 746 \$	9 112 \$
RPA – de base	0,56 \$	0,61 \$	0,16 \$	0,20 \$	0,22 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$
RPA – dilué	0,50 \$	0,54 \$	0,14 \$	0,18 \$	0,21 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$

<sup>1)</sup> Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments liés aux acquisitions.

<sup>2)</sup> Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

<sup>3)</sup> Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments liés aux acquisitions ne sont pas des mesures conformes aux PCGR. Se reporter au tableau Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments liés aux acquisitions ci-dessous.

**INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS LIÉS AUX ACQUISITIONS**<sup>1,2</sup>

<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2011				Exercice 2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Total des produits</b>								
selon les PCGR	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$
<b>Total des charges</b>								
selon les PCGR	189 817	193 338	135 346	144 684	137 658	150 887	115 883	121 468
Éléments liés aux acquisitions – Genuity <sup>3</sup>	(930)	(930)	(1 827)	(12 429)	(5 000)	—	—	—
Éléments liés aux acquisitions – TBG	—	(1 750)	—	—	—	—	—	—
<b>Total des charges compte non tenu des éléments liés aux acquisitions</b>	<b>188 887</b>	<b>190 658</b>	<b>133 519</b>	<b>132 255</b>	132 658	150 887	115 883	121 468
<b>Bénéfice net avant impôts</b> sur les bénéfices – rajusté	<b>58 708</b>	<b>64 176</b>	<b>15 766</b>	<b>19 662</b>	10 475	22 310	7 861	15 995
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>41 874 \$</b>	<b>45 311 \$</b>	<b>11 538 \$</b>	<b>13 894 \$</b>	11 072 \$	15 113 \$	6 746 \$	9 112 \$
RPA – de base – rajusté	0,56 \$	0,61 \$	0,16 \$	0,20 \$	0,22 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$
RPA – dilué – rajusté	0,50 \$	0,54 \$	0,14 \$	0,18 \$	0,21 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$

<sup>1)</sup> Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments liés aux acquisitions ne sont pas des mesures conformes aux PCGR.

<sup>2)</sup> Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

<sup>3)</sup> Comprend les coûts liés aux acquisitions et l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de Genuity.



### Tendances et risques du trimestre

Les activités de Canaccord sont cycliques et peuvent connaître d'importantes variations des produits et du bénéfice d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs indépendants de la volonté de Canaccord, et, par conséquent, les produits et le bénéfice net devraient fluctuer comme ils l'ont toujours fait. Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions nord-américains, européens et asiatiques, y compris les variations saisonnières sur ces marchés. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs au cours de la première moitié de notre exercice, période au cours de laquelle nous générons habituellement de 40 % à 50 % de nos produits annuels. Au cours du deuxième semestre de l'exercice, alors que l'activité reprend sur les marchés, la Société génère habituellement plus de la moitié de ses produits pour l'exercice.

La date de constatation des produits peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. Les produits tirés des opérations de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, les produits ont augmenté de 6,1 % par rapport au trimestre précédent, en grande partie du fait de l'acquisition de Genuity et de l'accroissement de notre part de marché des activités de négociation au Canada. Les produits du premier trimestre de 2011 ont augmenté de 10,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2010, notre volume d'activités s'étant amélioré en raison de nombreuses occasions d'affaires et de l'acquisition de Genuity. Bien que les marchés se soient améliorés pendant la première moitié du trimestre, le Krach éclair du 6 mai 2010 a entraîné une hausse de la volatilité au cours de la seconde moitié. Par conséquent, bon nombre des principaux marchés ont subi des pertes au cours du T1/11, la Bourse de Toronto ayant reculé de 6,2 %, la Bourse de croissance TSX, de 10,2 %, le NASDAQ, de 12,0 % et la Bourse de Londres, de 12,6 % en regard du trimestre précédent.

Le deuxième trimestre de l'exercice est habituellement le moins actif pour Canaccord. Le deuxième trimestre de l'exercice 2011 a suivi ce modèle, les produits ayant baissé d'environ 1,7 % par rapport à ceux du premier trimestre de 2011. Par contre, les produits se sont accrues de 20,6 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice 2010.

Le trimestre le plus solide de l'exercice 2011 pour Canaccord a été le troisième trimestre. Les produits ont grimpé de 70,7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 pour s'établir à 254,8 millions \$, et de 47,1 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. Cette forte hausse est largement attribuable à l'activité accrue sur les marchés des capitaux, à un rendement solide de nos secteurs cibles et à des produits additionnels découlant de notre acquisition de Genuity. Les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 127,8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011, et de 42,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés des services de consultation ont progressé pour s'établir à 25,3 millions \$ au troisième trimestre, soit une progression de 299,4 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2010. Canaccord a participé à 138 opérations à l'échelle mondiale, dont 44 à titre de chef de file.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011, Canaccord a comptabilisé des produits de 247,6 millions \$, en baisse de 2,8 % par rapport aux produits record du trimestre précédent, mais en hausse de 73,0 % en regard du quatrième trimestre de l'exercice 2010. Cette diminution par rapport au troisième trimestre de 2011 s'explique surtout par le recul des produits des marchés des capitaux au cours du trimestre, l'activité des services de financement de sociétés ayant ralenti par rapport à la grande intensité qu'elle avait connue au cours du troisième trimestre. Les produits tirés des services de consultation sont restés relativement stables à 25,7 millions \$, en hausse de 0,4 million \$ par rapport au trimestre précédent. Le quatrième trimestre a été le plus solide de Gestion de patrimoine Canaccord pour l'exercice, les produits étant en hausse de 32,2 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice 2010. Les marchés n'ont enregistré que de modestes gains au cours du T4/11, la Bourse de Toronto a grimpé de 5,0 % et le NASDAQ, de 4,8 %, tandis que la Bourse de croissance TSX et la Bourse de Londres sont demeurées stables.

### Rendement du quatrième trimestre de 2011

Les produits pour le quatrième trimestre ont été de 247,6 millions \$, en hausse de 104,5 millions \$, ou 73,0 %, en regard de la même période de l'exercice précédent, du fait de la croissance des produits tirés du financement de sociétés, des honoraires de consultation et des commissions. Les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 49,5 millions \$ en regard du quatrième trimestre de l'exercice 2010 et les produits tirés des commissions ont augmenté de 19,1 millions \$. Les honoraires tirés des services de consultation ont bondi de 208,8 % en regard de l'exercice précédent, pour s'établir à 25,7 millions \$. Nos deux secteurs d'exploitation, Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord, ont vu leurs produits augmenter respectivement de 80,3 millions \$ et 17,7 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de 2010. La croissance des produits découle de l'effervescence des activités sur le marché au cours du quatrième trimestre de 2011 ainsi que de l'acquisition de Genuity.

Les charges se sont établies à 189,8 millions \$, en hausse de 52,2 millions \$, ou 37,9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse tient principalement à l'augmentation de la charge de rémunération au rendement, laquelle s'explique par la croissance des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage des produits, la charge de rémunération totale a reculé de 7,3 points de pourcentage pour s'établir à 55,2 % au T4/11. Les frais de négociation ont augmenté de 1,2 million \$ en raison de la hausse des produits et du volume de négociation.

La Société a commencé à recouvrer certaines charges des comptes de rémunération au premier trimestre de 2011 qui étaient déduites des frais connexes aux périodes précédentes. Au cours du quatrième trimestre de 2011, les recouvrements de charges ont entraîné une diminution de la charge de rémunération au rendement et contribué à la hausse des frais de promotion et de déplacement de 2,5 millions \$ et à l'augmentation des frais liés aux communications et à la technologie de 1,0 million \$ par rapport au trimestre correspondant de 2010.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,1 millions \$, ou 27,4 %. Outre les frais de promotion et de déplacement susmentionnés qui se sont accrus de 2,5 millions \$, les frais d'administration ont aussi augmenté de 1,6 million \$ en raison de la politique de la Société en matière de constitution de provisions à l'égard des soldes non garantis.

Les activités du groupe Revenu fixe ont entraîné une hausse de 1,9 million \$ des intérêts débiteurs par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 1,2 million \$, ou 19,6 %, par rapport au quatrième trimestre de 2010, la Société ayant pris en charge des contrats de location additionnels par suite de l'acquisition de Genuity au cours de l'exercice écoulé. La dotation aux amortissements s'est accrue de 1,1 million \$ principalement du fait de l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre a été de 40,9 millions \$, en hausse de 33,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Le RPA dilué pour le trimestre considéré a été de 0,48 \$ comparativement à 0,14 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RCP annualisé s'est établi à 22,4 % par rapport à 7,6 % il y a un an, et la valeur comptable par action diluée a monté de 26,3 % pour s'établir à 8,79 \$ contre 6,96 \$, surtout du fait de l'accroissement de la rentabilité au cours de l'exercice.

Des coûts liés aux acquisitions de 0,9 million \$ et de 5,0 millions \$ dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont inclus respectivement aux quatrième trimestres de 2011 et de 2010. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le bénéfice net pour le T4/2011 s'est établi à 41,9 millions \$ par rapport à 11,1 millions \$ au T4/2010, et le RPA dilué a été de 0,50 \$ par rapport à 0,21 \$ au T4/2010.

## RÉSULTATS DES SECTEURS D'ACTIVITÉ <sup>1,2</sup>

	Exercices clos les 31 mars							
	2011				2010			
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
<b>Produits</b>								
Canada	338 520 \$	228 098 \$	31 938 \$	598 556 \$	177 581 \$	184 258 \$	26 933 \$	388 772 \$
Royaume-Uni et autres établissements étrangers	93 905	—	—	93 905	88 348	—	—	88 348
États-Unis	106 219	4 951	—	111 170	97 629	2 788	—	100 417
<b>Total des produits</b>	<b>538 644</b>	<b>233 049</b>	<b>31 938</b>	<b>803 631</b>	<b>363 558</b>	<b>187 046</b>	<b>26 933</b>	<b>577 537</b>
<b>Charges</b>	<b>393 468</b>	<b>184 070</b>	<b>85 647</b>	<b>663 185</b>	<b>292 596</b>	<b>159 263</b>	<b>74 037</b>	<b>525 896</b>
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>145 176 \$</b>	<b>48 979 \$</b>	<b>(53 709) \$</b>	<b>140 446 \$</b>	<b>70 962 \$</b>	<b>27 783 \$</b>	<b>(47 104) \$</b>	<b>51 641 \$</b>
<b>Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions <sup>3</sup></b>								
<b>Charges</b>	<b>375 602</b>	<b>184 070</b>	<b>85 647</b>	<b>645 319</b>	<b>287 596</b>	<b>159 263</b>	<b>74 037</b>	<b>520 896</b>
<b>Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>163 042 \$</b>	<b>48 979 \$</b>	<b>(53 709) \$</b>	<b>158 312 \$</b>	<b>75 962 \$</b>	<b>27 783 \$</b>	<b>(47 104) \$</b>	<b>56 641 \$</b>
<b>Nombre d'employés</b>	<b>627</b>	<b>684</b>	<b>373</b>	<b>1 684</b>	<b>505</b>	<b>680</b>	<b>364</b>	<b>1 549</b>

<sup>1)</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des éléments liés aux acquisitions et du nombre d'employés. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 15 des états financiers consolidés audités, à la page 91.

<sup>2)</sup> Canaccord Genuity inclut les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, soit le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

<sup>3)</sup> Les données de l'exercice 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$, l'amortissement des actifs incorporels de 5,1 millions \$ relatifs à l'acquisition de Genuity et des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de TBG. Les données de l'exercice 2010 tiennent compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les activités de Canaccord sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord sont les principaux secteurs d'activité, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres établissements étrangers. Les produits de Canaccord Genuity proviennent des commissions et des honoraires tirés des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Pour l'exercice 2011, le total des produits s'est établi à 538,6 millions \$, en hausse de 175,1 millions \$, ou 48,2 %, par rapport à l'exercice précédent. Les charges de Canaccord Genuity pour l'exercice 2011 se sont élevées à 393,5 millions \$, en hausse de 100,9 millions \$, ou 34,5 %, par rapport à l'exercice 2010. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, les charges se sont établies à 375,6 millions \$, soit une augmentation de 30,6 % par rapport à l'exercice 2010.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux particuliers surtout au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Les produits de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des opérations de financement de sociétés et des opérations mettant en jeu du capital de risque pour des particuliers. Pour l'exercice 2011, le total des produits a atteint 233,0 millions \$, en hausse de 24,6 % par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice, les charges de Gestion de patrimoine Canaccord ont été de 184,1 millions \$, en hausse de 15,6 % par rapport à l'exercice 2010.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Canaccord Genuity ou Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Pour l'exercice 2011, les produits du secteur Non sectoriel et autres se sont élevés à 31,9 millions \$, en hausse de 18,6 %. Les charges ont également augmenté de 15,7 % pour atteindre 85,6 millions \$ pour l'exercice par rapport à l'exercice 2010.

### **Canaccord Genuity**

#### *Vue d'ensemble*

Les produits de Canaccord Genuity proviennent des commissions et des honoraires tirés des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Par conséquent, ces produits sont directement touchés par le niveau des activités des entreprises et des institutions, la situation économique générale, la conjoncture du marché et le contexte commercial au Canada et à l'échelle internationale. Les produits pour ce secteur proviennent de trois régions géographiques : le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni et autres établissements étrangers. Canaccord Genuity possède 18 établissements dans le monde entier, dont 13 établissements à l'extérieur du Canada.

Les activités se sont considérablement améliorées sur les marchés des capitaux en comparaison de l'exercice 2010, surtout par suite de l'augmentation de la demande de capitaux et de l'accroissement de l'activité de fusions et acquisitions au cours du deuxième semestre de l'exercice. Canaccord Genuity a participé à 426 opérations à l'échelle mondiale pour des clients. Parmi ces opérations qui ont permis de réunir un produit brut de 11,1 milliards \$, Canaccord Genuity a agi comme chef de file dans 138 opérations à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 5,3 milliards \$. Au sein de notre division des marchés des capitaux, Canaccord Genuity au Canada a dirigé ou codirigé plus d'opérations que tout autre maison de courtage au Canada durant l'exercice 2011, soit 104 opérations, qui ont apporté 3,0 milliards \$.

La diversification du secteur Canaccord Genuity fait partie intégrante de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 72 % du total des produits de Canaccord Genuity à l'exercice 2011 contre 61 % à l'exercice 2010. À des fins de comparaison, les opérations liées aux ressources ont constitué 47 % du total des opérations de Canaccord Genuity à l'exercice 2011, contre 43 % à l'exercice 2010. Le cycle favorable des marchandises qui s'est poursuivi tout au long de l'exercice 2011 a permis de tirer parti des forces traditionnelles de Canaccord Genuity dans le secteur des ressources, ce qui est confirmé par le nombre d'opérations dans ce secteur pour lesquelles Canaccord a été chef de file ou co-chef de file au cours de l'exercice. L'acquisition de Genuity au début de l'exercice a renforcé considérablement les secteurs autres que de ressources.

Au cours de l'exercice 2011, Canaccord Genuity a étendu sa couverture de recherche et accru ses activités de financement de sociétés afin d'y inclure un plus grand nombre de sociétés dans les secteurs suivants :

- Mines et minéraux
- Énergie
- Technologie
- Sciences de la vie
- Produits de consommation
- Immobilier
- Infrastructures
- Développement durable et technologies propres
- Services financiers
- Agriculture et fertilisants
- Médias/télécommunications
- Transport et produits industriels
- Fiducies de placement
- Services de soutien
- Produits structurés
- Papier et produits forestiers

#### *Profil de l'industrie*

Canaccord Genuity est active dans les actions inscrites ou cotées sur sept Bourses à l'échelle internationale – la Bourse de Toronto (TSX), la Bourse de croissance TSX, la Bourse de Londres (LSE), l'AIM, le NASDAQ, la Bourse de New York (NYSE) et l'AMEX. Notre expertise sur ces marchés nous permet de baisser les coûts des capitaux, d'augmenter le nombre d'actionnaires et d'offrir une meilleure exécution et une plus grande liquidité à nos clients. Pour l'exercice 2011, les valeurs de financement ont diminué à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, de même que sur le NASDAQ, mais augmenté à l'AIM par rapport à l'exercice précédent. Malgré la diminution des valeurs de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et sur le NASDAQ, la plupart des secteurs cibles de Canaccord ont progressé.

Le regroupement continue d'être un thème dominant du secteur des services financiers, qui connaît une activité soutenue de fusions et acquisitions. Une plus grande importance est aussi accordée aux activités internationales et à l'expansion sur de nouveaux marchés, les sociétés des marchés des capitaux décelant des occasions dans les pays où la croissance économique est la plus forte. De nombreuses sociétés offrant des services de financement de sociétés spécialisés étendent également leurs activités afin de devenir des entreprises de plein exercice, souhaitant miser sur leurs relations clients existantes.

Alors que certains participants du secteur ont accru leur capacité de placements à revenu fixe afin de tirer profit de la dislocation du marché au cours du dernier exercice, bon nombre d'entre eux ont été soumis à des pressions lorsque les marchés sont revenus à la normale.

La multiplication continue des systèmes de négociation électroniques et parallèles améliore la liquidité, mais entraîne une réduction des commissions et des marges de négociation. Nous nous attendons à ce que cette tendance prenne de l'ampleur au cours des prochaines années.

#### *Perspectives*

L'essor qu'a pris le marché pendant le dernier semestre de l'exercice 2011 s'est poursuivi au début de l'exercice 2012. Le cycle des ressources à long terme et un marché à tendance haussière continuent d'offrir de nombreuses possibilités à Canaccord Genuity de tirer parti de sa force dans le secteur des ressources.

Les bilans des sociétés continuent de détenir une solide trésorerie, ce qui offre de nombreuses occasions de maintenir les activités de fusions et acquisitions à des niveaux élevés. Grâce à ses capacités élargies de consultation, Canaccord est en bonne position pour miser sur une solide activité de fusions et acquisitions.

Tandis que les économies de l'Amérique du Nord continuent de croître à un rythme plus lent que prévu, de nombreux participants du secteur cherchent à s'établir en Asie et dans d'autres marchés émergents. L'expansion de Canaccord en Chine lui a procuré un effet de levier plus efficace pour profiter de la croissance des économies asiatiques. Nous continuons d'explorer les occasions de croissance afin d'établir nos activités sur les marchés des capitaux des économies à forte croissance de l'Asie et de l'Amérique latine.

**RENDEMENT FINANCIER** <sup>1, 2</sup>

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)

	Exercices clos les 31 mars								Variation 2011/ 2010
	2011				2010				
	Canada	Royaume-Uni et autres établisse- ments étrangers	États-Unis	Total	Canada	Royaume-Uni et autres établisse- ments étrangers	États-Unis	Total	
Produits	338 520 \$	93 905 \$	106 219 \$	538 644 \$	177 581 \$	88 348 \$	97 629 \$	363 558 \$	48,2 %
Charges									
Rémunération au rendement	148 319	48 026	57 339	253 684	93 132	48 246	53 826	195 204	30,0 %
Charges de personnel	5 760	5 701	4 921	16 382	4 484	6 479	4 346	15 309	7,0 %
Autres charges indirectes	53 802	26 366	30 494	110 662	24 229	20 649	32 205	77 083	43,6 %
Coûts liés aux acquisitions	12 740	—	—	12 740	5 000	—	—	5 000	154,8 %
Total des charges	220 621	80 093	92 754	393 468	126 845	75 374	90 377	292 596	34,5 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices <sup>3</sup>	117 899 \$	13 812 \$	13 465 \$	145 176 \$	50 736 \$	12 974 \$	7 252 \$	70 962 \$	104,6 %
<b>Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions <sup>4</sup></b>									
Total des charges	202 755	80 093	92 754	375 602	121 845	75 374	90 377	287 596	30,6 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	135 765 \$	13 812 \$	13 465 \$	163 042 \$	55 736 \$	12 974 \$	7 252 \$	75 962 \$	114,6 %
Nombre d'employés	268	184	175	627	203	139	163	505	24,2 %

<sup>1)</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des éléments liés aux acquisitions et du nombre d'employés.

<sup>2)</sup> Les données du Canada incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG sont également inclus à la colonne Royaume-Uni et autres établissements étrangers depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011.

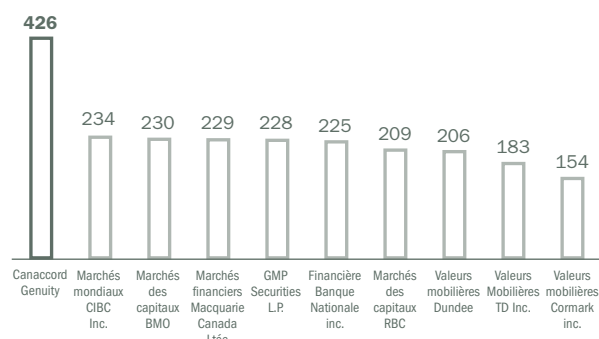
<sup>3)</sup> Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 50.

<sup>4)</sup> Les données de l'exercice 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$, l'amortissement des actifs incorporels de 5,1 millions \$ relatifs à l'acquisition de Genuity et des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de TBG. Les données de l'exercice 2010 tiennent compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

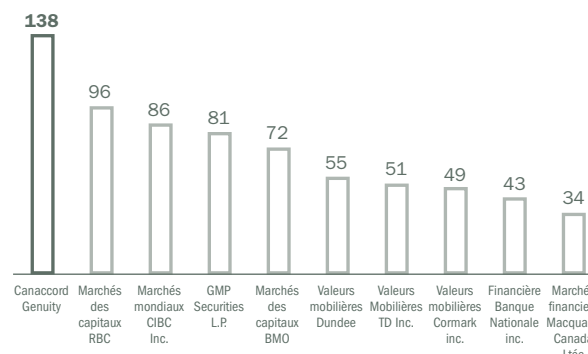
## Produits

L'expansion de notre groupe des marchés des capitaux grâce à l'acquisition de Genuity, de même que le regain de confiance et l'accroissement de l'appétit pour le risque dans le contexte économique de l'exercice 2011 a permis à notre secteur Canaccord Genuity de dégager des produits record. Pour l'exercice 2011, les produits se sont établis à 538,6 millions \$, en hausse de 48,2 %, ou 175,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent.

### PARTICIPATION EN NOMBRE D'OPÉRATIONS – PLACEMENTS EN ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS AU COURS DE L'EXERCICE 2011 <sup>1</sup>



### NOMBRE D'OPÉRATIONS EN TANT QUE CHEF DE FILE – PLACEMENTS D'ACTIIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS AU COURS DE L'EXERCICE 2011 <sup>1</sup>



<sup>1</sup> Les opérations de Canaccord incluent les opérations exécutées dans le cadre de ses activités au Royaume-Uni et dans d'autres établissements étrangers et aux États-Unis.

Source : FP Infomart au 31 mars 2011 et données de la Société.

#### Produits tirés des activités au Canada

L'acquisition de Genuity de même que l'activité accrue sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord s'est traduite par des produits record tirés des activités de Canaccord Genuity au Canada à l'exercice 2011. Malgré la diminution des valeurs de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX de 7,3 % au cours de l'exercice 2011, les valeurs de financement de la plupart des secteurs cibles de Canaccord ont progressé, si bien que la Société a enregistré des produits record de 338,5 millions \$, en hausse de 90,6 % par rapport à l'exercice 2010.

Le groupe Opérations internationales de Canaccord tire ses produits des services qu'il fournit principalement à des maisons de courtage américaines, de l'exécution d'ordres en leur nom sur des actions canadiennes cotées et de la négociation d'actions américaines au nom des clients canadiens. Les produits dans ce secteur se sont établis à 14,4 millions \$, en hausse de 2,8 millions \$, ou 24,2 %, par rapport à l'exercice 2010 surtout du fait de l'accroissement des activités dans ce groupe.

Le rôle des négociateurs inscrits de Canaccord consiste à prendre des positions sur des actions, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation dont la liquidité est restreinte, à négocier de tels titres et à maintenir des marchés pour ceux-ci. Les produits d'exploitation proviennent des gains et des pertes découlant de la négociation de stocks. Les produits tirés de ces activités se sont établis à 4,9 millions \$, en baisse de 1,0 million \$, ou 16,6 %, par rapport à l'exercice 2010.

Canaccord négocie également des titres à revenu fixe, dont elle dégage des produits sous forme d'intérêts créditeurs et de gains et pertes liés à la négociation. Les activités de Canaccord dans ce secteur se limitent généralement aux titres de créance de sociétés et de gouvernements de première qualité. L'accent mis par Canaccord sur l'expansion de ces activités a porté ses fruits puisque les produits se sont accrus de 52,9 % pour s'établir à 18,3 millions \$ au cours de l'exercice.

#### Produits tirés des activités du Royaume-Uni et des autres établissements étrangers

Les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services des ventes et de négociation, de financement des entreprises et de recherche à l'intention de ses clients institutionnels et de sociétés. Canaccord est courtier, promoteur et conseiller désigné (Nomad) autorisé pour les sociétés de l'AIM et de la Bourse de Londres. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autres établissements étrangers, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd et de Canaccord Genuity Asia. Les produits tirés de ces activités se sont établis à 93,9 millions \$, en hausse de 5,6 millions \$, ou 6,3 %, par rapport à l'exercice 2010. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste et de la consultation.

#### Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités de Canaccord Genuity aux États-Unis comprennent également l'offre de services de ventes et de négociation, de financement des entreprises et de recherche à l'intention de clients institutionnels et de sociétés. Les produits tirés des activités de Canaccord Genuity aux États-Unis se sont élevés à 106,2 millions \$ pour l'exercice 2011, en hausse de 8,6 millions \$, ou 8,8 %, par rapport à l'exercice 2010 sous l'effet de l'amélioration des marchés des capitaux aux États-Unis.

*Activités de financement de sociétés*

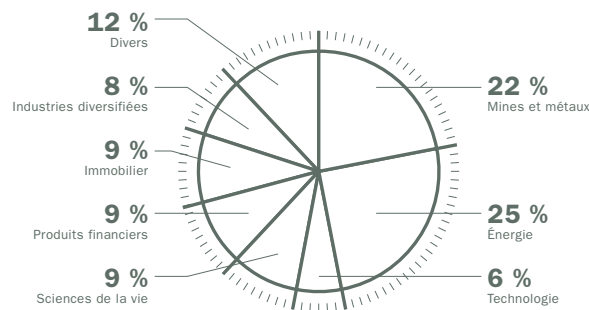
Au cours de l'exercice 2011, Canaccord a participé à un total de 426 placements en actions de 1,5 million \$ et plus, exclusion faite du capital de risque, représentant un capital de 11,1 milliards \$. La composition des secteurs de Canaccord Genuity au cours de l'exercice 2011 est devenue plus diversifiée, au-delà de 53 % des opérations se produisant dans les secteurs de la technologie, des sciences de la vie, des produits financiers, de l'immobilier, des industries diversifiées et d'autres secteurs. Les secteurs métaux et mines et énergie, traditionnellement les plus solides de Canaccord, ont constitué près de 47 % des opérations auxquelles la Société a participé et généré près de 72 % des produits tirés du financement de sociétés.

Tout au long de l'exercice 2011, nous avons recruté des courtiers productifs spécialisés dans nos secteurs cibles à l'intérieur de toutes nos régions géographiques. L'acquisition de Marchés des capitaux Genuity a accru considérablement les compétences de l'équipe de financement de sociétés et a diversifié davantage nos secteurs cibles. Par suite de l'acquisition, Canaccord Genuity possède maintenant des compétences sectorielles également dans les secteurs agriculture, papier et produits forestiers, transport et produits industriels et médias et télécommunications.

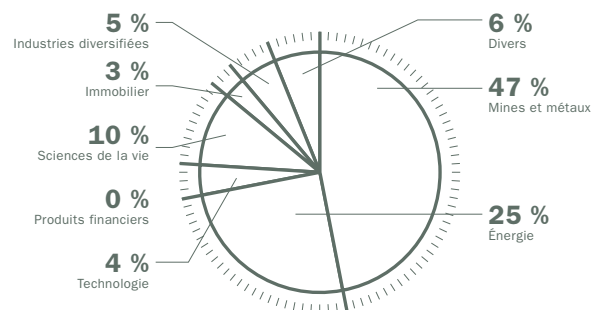
**CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE**

(Note : Les autres secteurs comprennent l'agriculture et les fertilisants, les produits de consommation, les infrastructures, les fiducies de placement, le papier et les produits forestiers, les produits structurés, les services de soutien, le développement durable et les technologies propres, les médias et télécommunications et le transport et les produits industriels)

**Opérations par secteur**



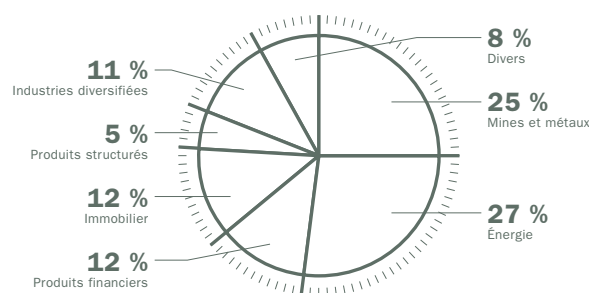
**Produits par secteur**



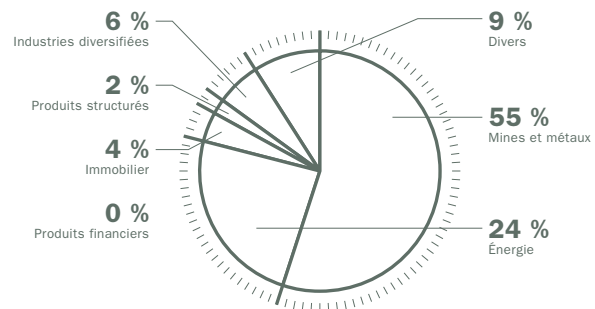
**CANACCORD GENUITY – CANADA**

(Note : Les autres secteurs comprennent les sciences de la vie, la technologie, l'agriculture et les fertilisants, les produits de consommation, les infrastructures, les fiducies de placement, le papier et les produits forestiers, les services de soutien, le développement durable et les technologies propres, les médias et télécommunications et le transport et les produits industriels)

**Opérations par secteur**



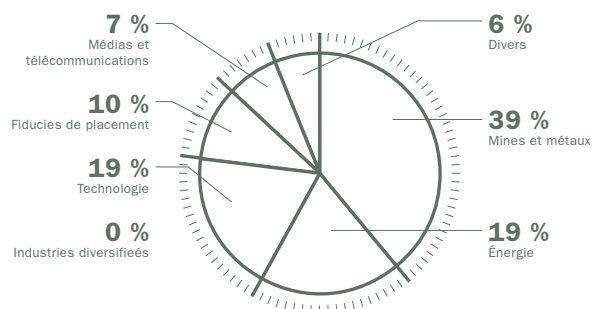
**Produits par secteur**



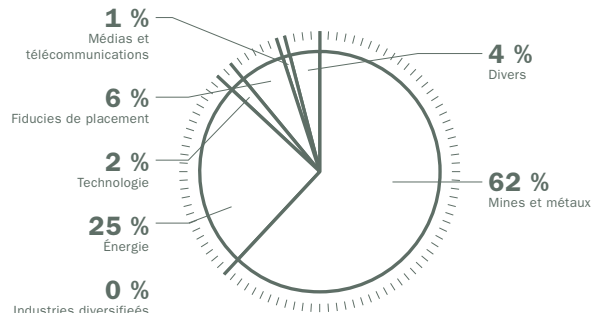
**CANACCORD GENUITY – INTERNATIONAL**

(Note : Les autres secteurs comprennent les sciences de la vie, l'agriculture et les fertilisants, les produits de consommation, les produits financiers, les infrastructures, le papier et les produits forestiers, l'immobilier, les produits structurés, les services de soutien, le développement durable et les technologies propres et le transport et les produits industriels)

**Opérations par secteur**



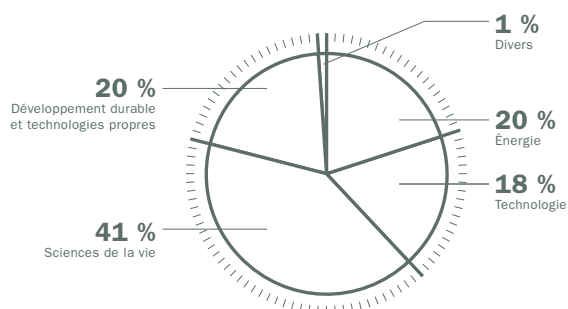
**Produits par secteur**



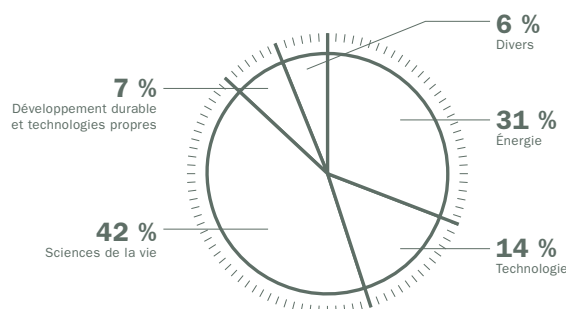
**CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS**

(Note : Les autres secteurs comprennent les mines et métaux, l'agriculture et les fertilisants, les produits de consommation, les produits financiers, les infrastructures, les fiducies de placement, le papier et les produits forestiers, l'immobilier, les produits structurés, les services de soutien, les médias et télécommunications, le transport et les produits industriels et les industries diversifiées)

**Opérations par secteur**



**Produits par secteur**



**PLACEMENTS EN ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS**

Exercices clos les 31 mars

(en milliards \$ CA, sauf le nombre d'opérations)

Marché	2011		2010	
	Nombre d'opérations	Valeur totale des opérations	Nombre d'opérations	Valeur totale des opérations
Canada	352	3,4 \$	273	3,1 \$
Royaume-Uni	13	1,7	21	1,8
États-Unis	61	6,0	42	3,8
Total	426	11,1 \$	336	8,7 \$

Sources : Financial Post Data Group et sources de la Société

**Charges**

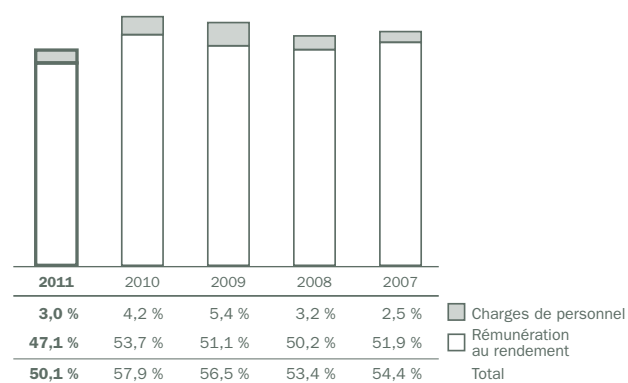
Les charges pour l'exercice 2011 se sont élevées à 393,5 millions \$, en hausse de 34,5 % sur 12 mois. Canaccord Genuity a comptabilisé 16,1 millions \$ d'éléments liés aux acquisitions dans le cadre de l'acquisition de Genuity et 1,8 million \$ dans le cadre de l'acquisition de TBG. Au cours l'exercice précédent, Canaccord Genuity a constaté des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Par conséquent, compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le total des charges s'est élevé à 375,6 millions \$ pour l'exercice 2011, en hausse de 30,6 % ou 88,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2010.



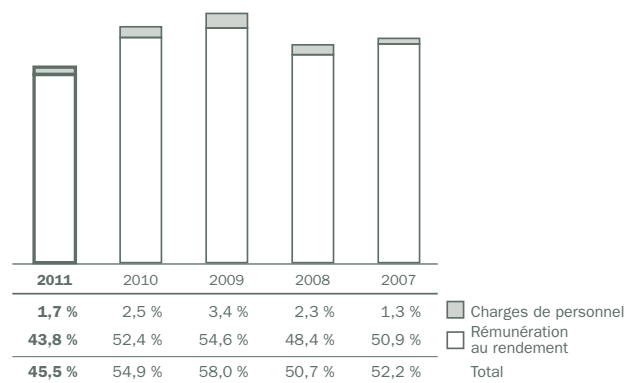
Rémunération au rendement et charges de personnel

La charge de rémunération au rendement pour l'exercice 2011 s'est accrue de 58,5 millions \$, ou 30,0 %, en regard de l'exercice 2010, en grande partie en raison de l'accroissement des produits de 175,1 millions \$, ou 48,2 %. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits s'est établie à 47,1 %, en baisse de 6,6 % par rapport à l'exercice 2010. L'incidence de la hausse des produits a été neutralisée par le reclassement des recouvrements des frais liés aux communications et à la technologie et des frais de promotion et de déplacement dans la rémunération au rendement. Les charges de personnel pour l'exercice 2011 ont légèrement monté de 1,1 million \$, ou 7,0 %, comparativement à l'exercice 2010. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits a baissé de 7,8 points de pourcentage pour s'établir à 50,1 % par rapport à l'exercice 2010 surtout en raison des efforts de la Société pour surveiller la structure de la rémunération au rendement en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires et du reclassement des comptes de rémunération susmentionné.

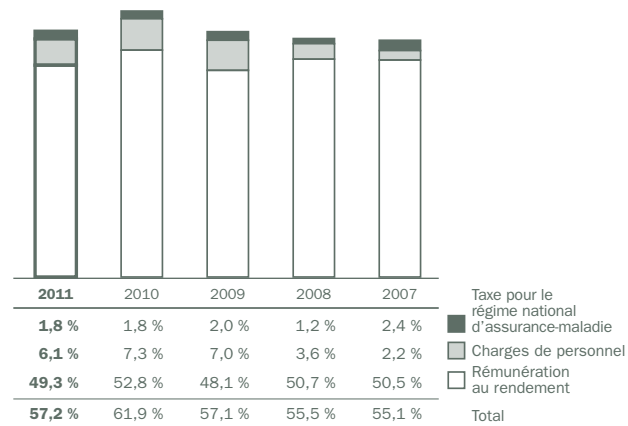
RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE



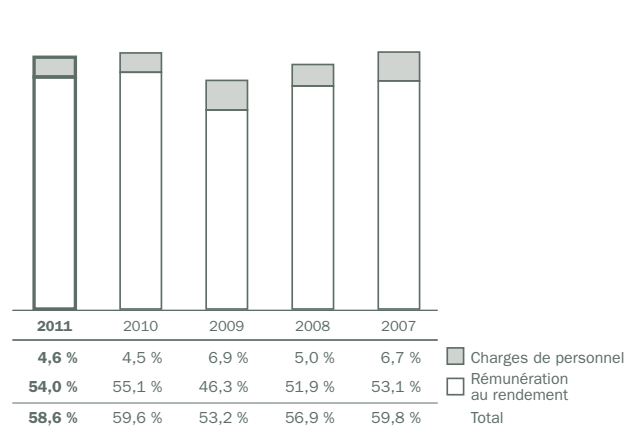
RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE CANACCORD GENUITY – CANADA



RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS – VUE D'ENSEMBLE



RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS



Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont atteint 110,7 millions \$, en hausse de 33,6 millions \$. La plus grande fluctuation des autres charges indirectes est attribuable à une augmentation des frais d'administration de 14,1 millions \$. Les augmentations des éléments suivants sont responsables de la variation des autres charges indirectes : intérêts débiteurs de 5,2 millions \$, dotation aux amortissements de 5,1 millions \$, frais liés aux communications et à la technologie de 4,8 millions \$, et frais de négociation de 3,2 millions \$.

La Société recouvre certaines charges des comptes de rémunération qui ont été déduites des frais précités aux périodes précédentes. À compter du T1/11, ces recouvrements se sont reflétés dans la charge de rémunération au rendement, donnant lieu à une diminution de celle-ci et à une augmentation des frais de promotion et de déplacement ainsi que des frais liés aux communications et à la technologie. Ce reclassement des recouvrements des comptes de rémunération a en grande partie contribué à l'augmentation des frais liés aux communications et à la technologie de 4,8 millions \$, ou 43 %, et à la hausse des frais de promotion et de déplacement de 10,6 millions \$, ou 112,4 %, au cours de l'exercice 2011 en regard de l'exercice précédent.

La recrudescence des activités du groupe Revenu fixe a entraîné une hausse de 5,2 millions \$ des intérêts débiteurs qui se sont établis à 6,0 millions \$. L'accroissement des frais de négociation de 3,2 millions \$ est surtout attribuable à la hausse des produits et des volumes de négociation par rapport à l'exercice 2010. La dotation aux amortissements de la Société pour l'exercice 2011 comprend 5,1 millions \$ d'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de Genuity.

Les frais d'administration ont augmenté de 14,1 millions \$, ou 66,4 %, au cours de l'exercice 2011. Cette augmentation tient surtout à la hausse des frais de promotion et de déplacement susmentionnée. La politique de la Société en matière de constitution de provisions à l'égard des soldes non garantis a entraîné la constatation d'une augmentation de la provision pour pertes sur créances de 3,1 millions \$ pour l'exercice 2011 en comparaison de l'exercice 2010.

#### *Bénéfice avant impôts sur les bénéfices*

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices de l'exercice 2011 s'est élevé à 145,2 millions \$ par rapport à un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 71,0 millions \$ à l'exercice 2010. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'est établi à 163,0 millions \$, contre 76,0 millions \$ à l'exercice 2010. L'acquisition de Genuity de même que l'accroissement des activités sur les marchés des capitaux ont entraîné une hausse du bénéfice avant impôts au cours de l'exercice 2011 par rapport à l'exercice 2010.

### **Gestion de patrimoine Canaccord**

#### *Vue d'ensemble*

Gestion de patrimoine Canaccord offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers. Les produits de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des opérations de financement de sociétés et des opérations mettant en jeu du capital de risque.

Au cours des deux derniers exercices, la Société a mis en œuvre plusieurs initiatives dans le cadre de son plan stratégique quinquennal visant à mieux faire correspondre les solutions et les services de placement offerts par Gestion de patrimoine Canaccord aux besoins et aux préférences en constante évolution des investisseurs canadiens. Ces initiatives comprenaient le lancement des portefeuilles FNB, la poursuite des programmes de formation des conseillers en placement et l'amélioration de bon nombre de nos solutions de courtage de détail. La Société est déterminée à consacrer les fonds nécessaires pour attirer et maintenir en poste des conseillers en placement chevronnés qui offriront des solutions financières complètes aux investisseurs canadiens. Dans le cadre de ce plan stratégique, Canaccord a remanié la structure de rémunération de ses conseillers en placement au cours de l'exercice 2011.

Gestion de patrimoine Canaccord a connu un grand succès en élargissant ses activités au moyen de la plateforme de gestion de patrimoine indépendante (GPI). Cette plateforme permet aux conseillers en placement de mener leurs activités sous la bannière Gestion de patrimoine Canaccord et d'avoir pleinement accès au soutien d'arrière-guichet, aux services de soutien à la conformité et aux produits et services de Canaccord, tout en conservant leur statut de mandataires indépendants de la Société. Grâce à ce modèle d'affaires, les conseillers en placement peuvent gérer leurs affaires courantes plus librement et transférer les dépenses courantes, les risques et la gestion d'une succursale en exploitation à l'équipe de conseillers de la plateforme de GPI. La Société a ajouté cinq nouvelles succursales à la plateforme de GPI et quatre de ses succursales y ont été converties. Gestion de patrimoine Canaccord compte maintenant 32 bureaux au Canada, dont 18 succursales converties à la plateforme de GPI.

*Profil de l'industrie*

La volatilité a tenu bon nombre de particuliers à l'écart des marchés au cours du premier semestre de l'exercice de Canaccord, tendance qui s'est accentuée après le krach éclair du 6 mai 2010. Tous les participants du secteur ont donc vu leurs volumes d'affaires baisser au cours de cette période. Vers la fin de l'été, les courtiers en valeurs mobilières canadiens ont noté un sérieux revirement alors qu'en septembre, les particuliers sont revenus sur les marchés, poussant ainsi les produits à la hausse à la grandeur du secteur.

La croissance des comptes assortis d'honoraires se poursuit partout dans le secteur, les clients choisissant de tirer parti des comptes à frais fixes et les sociétés préférant produire des sources de revenus plus constantes. Dans l'ensemble du secteur, les produits tirés des honoraires ont atteint 2,7 milliards \$ au cours de l'année civile 2010, une hausse de 14 % par rapport à l'année précédente et un nouveau sommet record.

Le regroupement demeure un thème dominant étant donné que de nombreux courtiers en valeurs mobilières canadiens tentent de poursuivre leur expansion, ce qui a accentué la concurrence en matière de recrutement de conseillers en placement chevronnés et fait augmenter considérablement les frais de recrutement.

*Perspectives*

Les placements effectués pour améliorer l'efficacité de la technologie, de la formation et des secteurs au cours des dernières années donnent des résultats puisque le secteur Gestion de patrimoine connaît son premier exercice rentable depuis la crise financière mondiale. Si les marchés restent solides et stables, nous prévoyons que ce secteur continuera à bien se porter. Toutefois, les clients de Gestion de patrimoine Canaccord sont sensibles aux fluctuations des marchés, si bien que l'instabilité de ces derniers pourrait avoir une incidence sur les niveaux d'activités de même que sur la constance des produits et du rendement du secteur.

Le fait que Gestion de patrimoine Canaccord se soit concentrée sur la compression des coûts a amélioré notre ratio d'efficacité qui est à son niveau le plus bas depuis la crise financière mondiale. Les produits plus élevés générés par ce secteur ont maintenant une incidence sur les résultats, et donnent lieu à un accroissement des ASA et de nos activités d'exploitation qui sera favorable pour nos actionnaires.

Nous continuons à prendre des décisions stratégiques de recrutement, en nous assurant que seuls des conseillers partageant nos attentes en matière d'expérience avec les clients se joignent à la plateforme de gestion de patrimoine de Canaccord. Le contexte de recrutement de conseillers en placement chevronnés est devenu hautement concurrentiel et coûteux. Dans cet esprit, Canaccord s'engage à embaucher des équipes de conseillers uniquement si cela s'avère économiquement avantageux pour la Société. L'essentiel de la croissance des équipes de conseillers en placement devrait survenir au moyen du modèle d'exploitation GPI, étant donné que les conseillers chevronnés gérant de nombreux actifs de clients cherchent à exploiter leur propre succursale au sein d'une grande plateforme nationale comme celle de Canaccord.

Afin d'améliorer l'expérience globale des clients, de nouveaux investissements seront effectués dans les systèmes technologiques de Gestion de patrimoine Canaccord au cours de l'exercice 2012. Même si ces projets nécessiteront des coûts additionnels, nous prévoyons qu'ils contribueront à réduire les charges du secteur dans l'avenir.

**RENDEMENT FINANCIER <sup>1</sup>**

(en milliers \$ CA, sauf les actifs sous gestion et les actifs sous administration, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers en placement et les pourcentages)

	Exercices clos les 31 mars			
	2011	2010	Variation 2011/2010	
Produits	<b>233 049 \$</b>	187 046 \$	46 003 \$	24,6 %
Charges				
Rémunération au rendement	<b>116 021</b>	88 590	27 431	31,0 %
Charges de personnel	<b>17 865</b>	18 194	(329)	(1,8) %
Autres charges indirectes	<b>50 184</b>	52 479	(2 295)	(4,4) %
Total des charges	<b>184 070</b>	159 263	24 807	15,6 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices <sup>2</sup>	<b>48 979 \$</b>	27 783 \$	21 196 \$	76,3 %
Actif sous gestion (ASG)	<b>546</b>	445	101	22,7 %
Actif sous administration (ASA)	<b>16 985</b>	12 922	4 063	31,4 %
Nombre d'équipes de conseillers	<b>271</b>	303	(32)	(10,6) %
Nombre d'employés	<b>684</b>	680	4	0,6 %

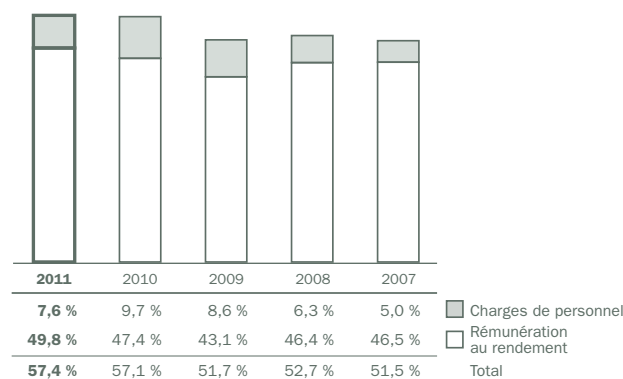
<sup>1</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés et d'équipes de conseillers en placement, et les ASA et les ASG.

<sup>2</sup> Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 50.

Pour l'exercice 2011, les produits tirés des activités de Gestion de patrimoine Canaccord se sont établis à 233,0 millions \$, en hausse de 24,6 % ou 46,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2010. Ce secteur a été en mesure de tirer parti de la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux, comme en témoigne l'augmentation des produits tirés du financement de sociétés au cours de l'exercice écoulé. La croissance des produits est également attribuable aux initiatives stratégiques de la Société dans ce secteur.

Les charges pour l'exercice 2011 ont atteint 184,1 millions \$, en hausse de 15,6 % ou 24,8 millions \$ par rapport à l'exercice 2010. D'un exercice à l'autre, les charges ont augmenté, surtout du fait de la hausse de la rémunération au rendement de 27,4 millions \$, laquelle est conforme à la croissance des produits et de la rentabilité au cours de l'exercice 2011.

#### RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD



L'augmentation de l'ensemble des charges a été compensée par une baisse des frais de développement de 1,1 million \$ et des frais liés aux communications et à la technologie de 0,9 million \$. Cette baisse est le fait des efforts de réduction des coûts. Reflétant notre stratégie de réduction des dépenses, les charges autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits ont glissé de 6,6 points de pourcentage, passant de 28,1 % à 21,5 %.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices de Gestion de patrimoine Canaccord pour les exercices 2011 et 2010 s'est établi respectivement à 49,0 millions \$ et 27,8 millions \$. La croissance des produits ainsi que des efforts de compression des coûts ont fait en sorte que ce secteur est redevenu rentable.

#### Non sectoriel et autres

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services (la division des services de courtage de correspondance de Canaccord), les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity et à Gestion de patrimoine Canaccord. Pinnacle offre des services d'exécution, de compensation, de règlement, de garde ainsi que de guichet et d'arrière-guichet à des remisiers. Le groupe commercial Pinnacle a été créé en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que Canaccord a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Canaccord compte environ 373 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de Canaccord sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Le groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des opérations sur titres, dont l'exécution des ordres d'achat et de vente, le règlement des opérations sur titres ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il veille sur la solvabilité de la clientèle et est responsable de la surveillance des comptes conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de Canaccord incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de Canaccord à tout moment.

**RENDEMENT FINANCIER <sup>1</sup>**

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	Exercices clos les 31 mars			
	<b>2011</b>	2010	Variation 2011/2010	
Produits	<b>31 938 \$</b>	26 933 \$	5 005 \$	18,6 %
Charges				
Rémunération au rendement	<b>21 345</b>	15 290	6 055	39,6 %
Charges de personnel	<b>30 173</b>	25 912	4 261	16,4 %
Autres charges indirectes	<b>34 129</b>	32 835	1 294	3,9 %
Total des charges	<b>85 647</b>	74 037	11 610	15,7 %
Perte avant impôts sur les bénéfices <sup>2</sup>	<b>(53 709) \$</b>	(47 104) \$	(6 605) \$	14,0 %
Nombre d'employés	<b>373</b>	364	9	2,5 %

<sup>1)</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

<sup>2)</sup> Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-dessous.

Les produits pour l'exercice 2011 ont totalisé 31,9 millions \$, en hausse de 5,0 millions \$, ou 18,6 %, en regard de l'exercice 2010. La variation est principalement attribuable à une augmentation de 2,3 millions \$ des autres produits et de 3,4 millions \$ des intérêts créditeurs. Les autres produits ont augmenté du fait de la hausse des gains de change liée aux fluctuations des taux de change alors que les intérêts créditeurs ont grimpé en raison des taux d'intérêt plus élevés.

Les charges de l'exercice 2011 se sont établies à 85,6 millions \$, en hausse de 11,6 millions \$, ou 15,7 %. L'augmentation de 6,1 millions \$ de la charge de rémunération au rendement a découlé de la hausse de la rentabilité du groupe consolidé de sociétés. Les charges de personnel ont également augmenté de 4,3 millions \$ en regard de l'exercice 2010 principalement du fait de l'accroissement de l'effectif et du reclassement de la charge de personnel liée au développement des systèmes dans les charges de personnel. Ce reclassement explique également la baisse de 2,0 millions \$ des frais de développement. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 47,5 %, en raison de l'ajout de locaux pour bureaux en vue de soutenir la croissance de la Société.

La perte avant impôts sur les bénéfices s'est élevée à 53,7 millions \$ pour l'exercice 2011 en regard d'une perte avant impôts sur les bénéfices de 47,1 millions \$ pour l'exercice précédent.

*Faits saillants de l'exploitation*

La force de l'équipe d'arrière-guichet de Canaccord a été évidente au cours de l'intégration de Genuity et de TBG au cours de l'exercice 2011. La transition sans heurt des activités de Genuity et de TBG vers la plateforme de Canaccord a permis à la Société de se concentrer sur la création de valeur pour les clients et les actionnaires au moyen des acquisitions. Toute l'intégration a été gérée en interne, et son succès est entièrement attribuable aux compétences et à l'engagement de l'équipe de soutien et d'arrière-guichet de Canaccord.

Les résultats de la division Pinnacle Correspondent Services de Canaccord sont aussi présentés dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette division nous permet d'optimiser nos investissements dans l'infrastructure et nos capacités technologiques. Grâce à son propre portail Web, Pinnacle donne accès à des services de guichet et d'arrière-guichet de pointe à ses clients du courtage de correspondance. Canaccord a pris un engagement à long terme important envers cette ligne d'affaires et continue de la considérer comme une composante importante de nos services interentreprises.

*Frais intersectoriels imputés*

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des gains et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que les frais imputables par le secteur Non sectoriel et autres à Gestion de patrimoine Canaccord étaient de 36,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011 et de 10,9 millions \$, à Canaccord Genuity.

## SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Actif</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	731 852 \$	701 173 \$	435 649 \$	506 640 \$
Titres détenus à la valeur du marché	947 185	362 755	133 691	92 796	348 764
Débiteurs	2 828 812	1 972 924	1 061 161	1 422 917	1 672 035
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	—	—	23 771	11 083	—
Impôts futurs	15 309	13 190	15 680	28 207	11 021
Placements	5 000	5 000	5 000	5 000	—
Placement dans des titres de PCAA	—	—	35 312	29 860	—
Matériel et améliorations locatives	40 818	38 127	46 311	40 686	37 549
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	319 180	—	—	32 520	33 933
<b>Total de l'actif</b>	<b>5 110 372 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 022 099 \$</b>	<b>2 098 718 \$</b>	<b>2 609 942 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>					
Dette bancaire	13 580 \$	29 435 \$	75 600 \$	15 038 \$	— \$
Titres vendus à découvert à la valeur du marché	722 613	364 137	79 426	13 757	41 176
Créditeurs et charges à payer	3 557 275	2 308 146	1 469 369	1 687 479	2 156 540
Impôts sur les bénéfices à payer	23 977	5 385	—	—	15 035
Impôts futurs	21 404	—	—	—	—
Dette subordonnée	15 000	15 000	25 000	25 000	25 000
Capitaux propres	756 523	401 745	372 704	357 444	372 191
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>5 110 372 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 022 099 \$</b>	<b>2 098 718 \$</b>	<b>2 609 942 \$</b>

### Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 954,1 millions \$ au 31 mars 2011, contre 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement ».

La valeur des titres détenus était de 947,2 millions \$ par rapport à 362,8 millions \$ au 31 mars 2010, du fait surtout d'une hausse des activités à revenu fixe, d'une augmentation des positions dans des actions et des débentures convertibles et des conventions de financement de sociétés par prise ferme. Cette hausse des titres à revenu fixe est le résultat d'une initiative soutenue de la Société visant à élargir le groupe Revenu fixe, lequel conclut des opérations dans les marchés primaires et secondaires de divers produits à revenu fixe.

Les débiteurs totalisaient 2,8 milliards \$ au 31 mars 2011, contre 2,0 milliards \$ au 31 mars 2010, hausse qui s'explique par une augmentation des montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières découlant de l'expansion du groupe Revenu fixe.

L'écart d'acquisition a atteint 245,3 millions \$ et les actifs incorporels, 73,9 millions \$, ce qui représente l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity et de TBG.

Les autres actifs totalisaient 61,1 millions \$ au 31 mars 2011 comparativement à 56,3 millions \$ au 31 mars 2010. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des impôts futurs et du matériel et des améliorations locatives.

### **Passif et capitaux propres**

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2011, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 434,6 millions \$ (411,4 millions \$ au 31 mars 2010). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2011, la dette bancaire de la Société s'établissait à 13,6 millions \$, en comparaison de 29,4 millions \$ au 31 mars 2010.

Les crédateurs se sont élevés à 3,6 milliards \$, contre 2,3 milliards \$ au 31 mars 2010, une hausse de 1,3 milliard \$ attribuable surtout à l'augmentation des soldes à payer aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières. Comme il est indiqué ci-dessus à la rubrique « Actif », cette augmentation est due à la croissance dans le groupe Revenu fixe.

Les titres vendus à découvert se sont établis à 722,6 millions \$, une hausse de 358,5 millions \$ en comparaison de 364,1 millions \$ au 31 mars 2010. Cette augmentation résulte de l'initiative de la Société visant à faire prendre de l'expansion au groupe Revenu fixe.

Le passif d'impôts futurs à long terme a atteint 21,4 millions \$ du fait principalement de la constatation d'un passif d'impôts futurs associé aux actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les autres passifs s'élevaient à 39,0 millions \$ au 31 mars 2011 et à 20,4 millions \$ au 31 mars 2010. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des impôts sur les bénéfices à payer.

### **ARRANGEMENTS HORS BILAN**

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,2 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2010] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco.

### **SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT**

La structure du capital de Canaccord englobe les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu, auxquels vient s'ajouter la dette subordonnée. Au 31 mars 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'inscrivaient à 954,1 millions \$, en hausse de 222,2 millions \$ par rapport à 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, 50,8 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, surtout du fait de l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme, de la variation de la dette bancaire et des dividendes de 17,9 millions \$ versés au cours de l'exercice. Un montant de 48,6 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement par suite de l'acquisition de Genuity et de TBG. Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 323,7 millions \$, provenant de la hausse du bénéfice net et des variations nettes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Une baisse additionnelle de la trésorerie de 2,1 millions \$ est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 31 mars 2011.

<i>Obligations contractuelles – paiements exigibles par période (en milliers \$ CA)</i>	Total	Exercice 2012	Exercice 2013 – Exercice 2014	Exercice 2015 – Exercice 2016	Par la suite
Contrats de location–exploitation relatifs aux locaux et au matériel	151 738 \$	25 243 \$	44 362 \$	36 426 \$	45 707 \$

## DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

<i>Actions en circulation aux 31 mars</i>	2011	2010
Actions émises et en circulation, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis <sup>1</sup>	<b>75 403 640</b>	48 867 709
Nombre d'actions émises et en circulation <sup>2</sup>	<b>82 809 623</b>	55 571 133
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué <sup>3</sup>	<b>85 655 328</b>	57 766 970
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	<b>72 989 655</b>	48 698 163
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué <sup>4</sup>	<b>81 716 618</b>	55 662 420

<sup>1</sup> Ne tient pas compte de 4 501 992 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis ayant trait aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement ni de 2 903 991 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT).

<sup>2</sup> Comprend 4 501 992 actions dont les droits ne sont pas acquis ayant trait aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 2 903 991 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

<sup>3</sup> Comprend des engagements visant l'émission de 2 845 705 actions.

<sup>4</sup> S'entend du nombre dilué d'actions utilisé pour calculer le RPA dilué.

Au 17 mai 2011, la Société avait 82 868 282 actions ordinaires émises et en circulation, soit 27 297 149 actions ordinaires de plus qu'au 31 mars 2010, en raison de l'émission d'actions dans le cadre de l'acquisition de Genuity et des régimes de rémunération à base d'actions. Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de Genuity.

### Émission de capital social

	Exercice 2011
<b>Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2010</b>	<b>55 571 133</b>
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity	26 500 000
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions	823 144
Actions annulées	(84 654)
<b>Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2011</b>	<b>82 809 623</b>

## RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

### Programme de maintien en fonction

Par suite de l'acquisition de TBG, la Société a mis sur pied un programme de maintien en fonction, dans le cadre duquel des paiements pouvant totaliser quelque 13,6 millions \$ seront versés sous forme d'actions aux principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Le programme prévoit l'émission de jusqu'à concurrence de 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits de cinq ans. Le nombre total d'actions dont les droits seront acquis est fonction des produits tirés de Canaccord Genuity Asia au cours de la période d'acquisition des droits. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis correspondra aux produits tirés de Canaccord Genuity Asia pendant la période d'acquisition des droits, divisés par 100,0 millions \$ US et multipliés par le nombre d'actions ordinaires visé par le programme de maintien en fonction. À mesure que ces niveaux de produits seront atteints pendant la période d'acquisition des droits, la proportion connexe du paiement de maintien en fonction sera constatée à titre de frais de développement, et le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction sera inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

### Options sur actions

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Au 31 mars 2011, ces derniers détenaient 2 541 334 options d'achat d'actions ordinaires de la Société en cours. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,82 \$ l'action.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance le 17 mars 2017 ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur.



### Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, un fonds en fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constitué et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

### CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL

Canaccord est membre de l'International Financial Centre British Columbia Society et exploite un centre financier international au Québec, les deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

### CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 31 mars 2011, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 5,0 millions \$ US, une baisse de 3,3 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 25,1 millions \$ US, une augmentation de 8,1 millions \$ US par rapport à il y a un an. La juste valeur de ces contrats était nominale. Toutes les opérations de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en monnaie locale.

### OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations, de même que les intérêts créditeurs gagnés et les intérêts débiteurs engagés à l'égard des soldes des parties liées, ne sont pas importants par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

### ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

### Constatation des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les bons de souscription d'actions et les options d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA), et sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des rajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant des produits ou des pertes comptabilisés pour une position particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des justes valeurs comptabilisées sont raisonnables.

### Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de fautes commises par un employé de Canaccord et les précédents. Habituellement, les soldes des débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en règle générale évaluée après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont généralement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation dans le cadre de la participation d'un consortium.

### Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différentes administrations fiscales et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps en cas de différend ou de nouvelles cotisations émises par les autorités fiscales. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie d'un actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas garantie, Canaccord est d'avis que, selon l'ensemble des éléments probants, il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

### Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Lorsque l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

### Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En raison de l'acquisition de Genuity et de TBG, Canaccord a acquis l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur est calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser des jugements touchant le choix des modèles d'évaluation ainsi que les hypothèses et les estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeurs. Ces jugements influent sur l'établissement de la juste valeur et sur toute imputation pour dépréciation qui en découle.

La durée de vie utile des actifs incorporels fait l'objet d'une appréciation, à savoir si elle est limitée ou indéfinie. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées chaque année. Les actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif peut avoir perdu de sa valeur.

## MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

### Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société a adopté de manière anticipée les chapitres 1582, « Regroupements d'entreprises », 1601, « États financiers consolidés », et 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, « Regroupements d'entreprises », et 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec la norme internationale d'information financière (IFRS) 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. Par conséquent, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société a appliqué parallèlement ces trois normes aux acquisitions de Genuity et de TBG.

#### *Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010*

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état des résultats.

Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités d'exploitation de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

#### *Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> avril 2010*

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les nouvelles conventions comptables.

## PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

### Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation d'information du public. La Société présentera ses premiers états financiers consolidés annuels et intermédiaires préparés selon les IFRS respectivement pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012 et le trimestre prenant fin le 30 juin 2011 et retraitera l'information correspondante présentée.

#### *Plan de conversion aux IFRS*

Les trois phases du plan de conversion de la Société sont comme suit : diagnostic, conception et planification, et mise en œuvre et examen après mise en œuvre.

La Société a terminé la phase du diagnostic au cours de l'exercice 2010 et la phase de conception et de planification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011. Voici les tâches qui ont été achevées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011 :

- identifier les principales différences pertinentes entre les PCGR du Canada et les IFRS;
- choisir des méthodes comptables en vertu des IFRS et en discuter avec les auditeurs;
- préparer des états financiers modèles selon les IFRS, qui soulignaient les différences liées aux informations à fournir par voie de notes et à la présentation, et les présenter au comité d'audit;
- déterminer les exceptions et les exemptions choisies par la Société en vertu de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*;
- passer en revue les modifications liées aux exigences en matière de capital réglementaire;
- évaluer l'incidence de la conversion sur la technologie de l'information, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la formation et la communication aux parties prenantes en interne et à l'externe; en date d'aujourd'hui, aucune incidence n'est attendue.

La Société en est actuellement à la phase de mise en œuvre de son plan de conversion. La préparation du bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2010 a été achevée. En outre, la Société a donné de la formation continue aux principaux membres de son personnel et a apporté les changements nécessaires à ses contrôles et processus de communication de l'information afin de soutenir la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS. À l'heure actuelle, la Société prépare les états financiers de l'exercice 2011 selon les IFRS, lesquels seront présentés comme des états financiers comparatifs dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels selon les IFRS de l'exercice 2012.

La phase d'après mise en œuvre comporte le maintien de données financières et de processus selon les IFRS à long terme, pour l'exercice 2012 et par la suite. En outre, la Société surveillera les modifications aux IFRS qui pourraient avoir une incidence sur toute décision ayant été prise à ce jour. Il convient de noter que le CNC et l'IASB ont des plans de travail importants en vue de la modification de certaines normes comptables. Par exemple, l'IASB a publié des documents de travail et des exposés-sondages qui proposent des modèles comptables considérablement différents qui pourraient avoir une incidence importante sur les éléments suivants des états financiers consolidés de la Société : comptabilisation des contrats de location, instruments financiers et constatation des produits. La Société continuera de surveiller de près l'évolution de ces modifications et d'évaluer leur incidence sur la Société.

La Société a préparé un bilan d'ouverture consolidé provisoire selon les IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2010. Les montants provisoires établis reposent sur les méthodes comptables que la Société prévoit appliquer dans la préparation de ses premiers états financiers consolidés selon les IFRS. Le bilan d'ouverture consolidé définitif selon les IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2010 pourrait différer des montants provisoires en raison des changements continus qui sont apportés aux normes IFRS.

*Sommaire des principales différences*

Voici un résumé des principales différences pertinentes relevées à ce jour entre les IFRS et les PCGR du Canada.

Méthode comptable	Principales différences dans le traitement comptable	Incidences potentielles importantes
<b>Paiements à base d'actions</b>	<p><b>PCGR du Canada</b>  <i>Constatation des charges</i> : L'amortissement des paiements à base d'actions peut être passé en charges sur une base linéaire ou selon un calendrier d'acquisition graduelle.</p> <p><i>Taux d'extinction</i> : Les PCGR du Canada permettent d'estimer le taux d'extinction à la date d'attribution ou de constater l'extinction au fur et à mesure.</p> <p><b>IFRS</b>  <i>Constatation des charges</i> : Le paiement fondé sur des actions doit être amorti selon un calendrier d'acquisition graduelle.</p> <p><i>Taux d'extinction</i> : Un taux d'extinction doit être évalué à la date d'attribution.</p> <p><b>Analyse</b>                      L'amortissement de nos paiements à base d'actions doit être constaté selon le calendrier d'acquisition graduelle au taux d'extinction évalué à la date d'attribution. Le taux d'extinction sera revu annuellement.</p>	<p><b>Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</b>                      La différence entre la charge de rémunération au rendement après avoir utilisé la méthode d'acquisition graduelle et l'estimation du taux d'extinction pour tous les paiements à base d'actions dont les droits ne sont pas acquis a donné lieu à une diminution des bénéfices non répartis d'ouverture de 0,8 million \$ et à une augmentation équivalente du surplus d'apport.</p>
<b>Instruments financiers</b>	<p><b>PCGR du Canada</b>                      Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés au coût.</p> <p><b>IFRS</b>                      Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable.</p> <p><b>Analyse</b>                      Selon les PCGR du Canada, l'investissement de la Société dans un système de négociation parallèle Alpha est désigné disponible à la vente et est comptabilisé au coût. Selon les IFRS, l'investissement doit être comptabilisé à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable, et les gains et les pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.</p>	<p><b>Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</b>                      Par suite de la comptabilisation à la juste valeur du placement dans le système de négociation parallèle Alpha, le solde du placement a enregistré une augmentation de 1,7 million \$, qui a été contrebalancée par une hausse des autres éléments du résultat étendu de 1,3 million \$, déduction faite des impôts.</p>

**Dépréciation d'actifs****PCGR du Canada***Écart d'acquisition*

Un écart d'acquisition doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur. Une perte de valeur ne peut être reprise.

*Actif incorporel dont la durée de vie est indéfinie*

Un actif incorporel dont la durée de vie est indéfinie doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.

*Actif incorporel dont la durée de vie est limitée*

Les actifs incorporels doivent être soumis à un test de dépréciation si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.

**IFRS***Goodwill*

Le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Selon les IFRS, un test de dépréciation comportant une seule étape est effectué pour détecter et évaluer les dépréciations, pour comparer la valeur comptable d'un actif à sa valeur d'utilité ou à sa juste valeur diminuée des frais de vente, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur ne peut être une reprise au cours de périodes ultérieures.

*Actif incorporel à durée indéterminée*

Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, et elle est testée annuellement ou plus fréquemment si des circonstances indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.

*Actif incorporel à durée déterminée*

Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable, et elle est testée seulement si des circonstances indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.

**Analyse**

Ces différences peuvent donner lieu à des moins-values additionnelles selon les IFRS.

**Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS**

La Société a acquis des écarts d'acquisition et des actifs incorporels dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Des écarts d'acquisition ont aussi été acquis dans le cadre de l'acquisition de TBG. Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels étant survenus après le 1<sup>er</sup> avril 2010, il n'y a aucune incidence sur le bilan d'ouverture selon les IFRS.

La Société a préparé son test de dépréciation annuel selon les PCGR du Canada et selon les IFRS au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011 afin d'évaluer toute dépréciation liée aux écarts d'acquisition acquis de Genuity. Aucune dépréciation n'a été relevée ni selon les PCGR du Canada ni selon les IFRS; aucune différence quantitative n'a donc été relevée.

Les écarts d'acquisition acquis dans le cadre de l'acquisition de TBG n'ont pas été soumis à un test de dépréciation, l'acquisition ayant été réalisée au cours du dernier trimestre de l'exercice 2011. Aucun événement ou circonstance indiquant qu'un test de dépréciation était nécessaire n'est survenu pendant cette période.

Méthode comptable	Principales différences dans le traitement comptable	Incidences potentielles importantes
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<p><b>PCGR du Canada</b> Les actifs et les passifs d'impôts futurs peuvent être classés au bilan comme des actifs ou des passifs à court terme ou à long terme.</p> <p><b>IFRS</b> Les actifs ou les passifs d'impôts futurs doivent être classés au bilan comme des éléments non courants.</p> <p><b>Analyse</b> La présentation du bilan sera différente du fait que l'ensemble des actifs ou des passifs d'impôts futurs seront classés comme des éléments non courants selon les IFRS. Les impôts pourraient aussi subir l'incidence de tout rajustement transitoire résultant de la conversion aux IFRS.</p>	<p><b>Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</b> La Société a comptabilisé l'incidence des impôts futurs sur les rajustements transitoires.</p> <p>Le solde de 13,2 millions \$ des impôts futurs selon les PCGR du Canada a été reclassé à titre d'actif d'impôts reportés à long terme, porté en réduction des incidences fiscales de 0,3 million \$ découlant des rajustements transitoires.</p>

*IFRS 1 – Première application*

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, précise que les IFRS devront être appliquées de façon rétrospective, cette exigence faisant l'objet de certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires. Les exemptions facultatives importantes qui seront appliquées sont résumées dans le tableau ci-dessous.

<b>Regroupements d'entreprises</b>	La Société choisira de ne pas appliquer l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> , à tous les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant le 1 <sup>er</sup> avril 2010. Elle a adopté par anticipation le chapitre 1582 du <i>Manuel de l'ICCA</i> , lequel est harmonisé avec l'IFRS 3 pour ce qui est de tous les regroupements d'entreprises ultérieurs au 1 <sup>er</sup> avril 2010. La Société choisira cette exemption facultative qui lui permet de ne pas retraiter l'ensemble des regroupements d'entreprises antérieurs au 1 <sup>er</sup> avril 2010.
<b>Paiements fondés sur des actions</b>	La Société choisira de ne pas appliquer l'IFRS 2, <i>Paiement fondé sur des actions</i> , de manière rétrospective aux paiements fondés sur des actions dont les droits étaient acquis à la date du basculement aux IFRS.
<b>Écarts de conversion</b>	Au moment du basculement, la Société choisira de reclasser dans les bénéfices non répartis tous les écarts de conversion cumulatifs pour les filiales étrangères autonomes qui sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. La Société a estimé que le reclassement de tous les écarts de conversion cumulatifs pour les filiales étrangères autonomes dans les bénéfices non répartis représentait 35,3 millions \$ en date du 1 <sup>er</sup> avril 2010.

En résumé, le passage des PCGR du Canada aux IFRS devrait avoir l'incidence suivante sur les capitaux propres en date du basculement aux IFRS :

	1 <sup>er</sup> avril 2010
Augmentation du surplus d'apport – incidence des paiements fondés sur des actions	752 \$
Diminution des bénéfices non répartis – incidence des paiements fondés sur des actions et des écarts de conversion cumulatifs, avant impôts sur les bénéfices	(36 056)
Augmentation des bénéfices non répartis – incidence fiscale sur les rajustements susmentionnés	187
Diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu – incidence des écarts de conversion cumulatifs	35 304
Augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu – incidence des instruments financiers, déduction faites des impôts et taxes	1 301
<b>Incidence nette sur les capitaux propres</b>	<b>1 488 \$</b>

**Contrôles internes à l'égard de l'information financière**

La Société a conçu des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui fonctionnent efficacement. Nous avons déterminé que le passage aux IFRS n'aura pas une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière ni sur nos contrôles et procédures de communication de l'information.

**Activités commerciales**

La Société a conclu que la conversion aux IFRS n'aura aucune incidence importante sur ses activités commerciales.

**Processus financier et systèmes d'information**

La Société a apporté des changements mineurs au processus financier servant à calculer l'amortissement des paiements à base d'actions. Nous avons également mis en œuvre un processus pour calculer la juste valeur des actifs disponibles à la vente de même qu'un processus pour déterminer toute dépréciation d'actifs selon les IFRS. Outre ces changements mineurs, aucun changement important n'a été apporté au processus financier ni aux systèmes d'information de la Société.

**Expertise en matière d'information financière**

L'équipe de mise en œuvre des IFRS se compose de hauts dirigeants, de membres du personnel des finances et de conseillers externes. L'équipe de mise en œuvre des IFRS assiste régulièrement à des conférences et à des séances de formation et surveille continuellement les mises à jour sur les IFRS afin d'évaluer les modifications à venir qui auront une incidence sur la Société.

Le comité d'audit a reçu des mises à jour sur les IFRS chaque trimestre des exercices 2010 et 2011. Le comité d'audit a été tenu au fait de la progression de la conversion et de toute incidence importante. Le comité d'audit est appelé à donner son approbation sur le choix des méthodes comptables et les exemptions facultatives selon l'IFRS 1, sur les ajustements au bilan d'ouverture et sur les modifications à apporter à la présentation et à la communication de l'information dans les états financiers au cours de l'exercice 2011.

**REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES***i) Marchés des capitaux Genuity*

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, entreprise de services de consultation et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme en espèces de 30,0 millions \$. Le cours de l'action de 10,26 \$ a été établi d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28,0 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée selon le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », du *Manuel de l'ICCA*, suivant la méthode de l'acquisition. La Société a passé en charges des coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011, lesquels comprennent des coûts liés aux indemnités de départ, des frais de résiliations de baux ainsi que des honoraires professionnels et de consultation. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés audités.

*ii) The Balloch Group*

Le 22 novembre 2010, la Société a annoncé qu'elle consentait à acquérir la totalité de TBG, société chinoise indépendante de premier plan offrant des services de financement de sociétés dont le siège social se trouve à Beijing. Le prix d'acquisition s'est établi à 3,0 millions \$, plus un montant additionnel de 1,0 million \$ à titre de rajustement du fonds de roulement après la réalisation de l'acquisition. L'acquisition a été conclue le 17 janvier 2011.

Sous la bannière Canaccord Genuity Asia, les activités de Canaccord en Chine seront axées sur la prestation, à des clients en Asie, de services de consultation relatifs aux fusions et acquisitions, aux partenariats stratégiques, aux placements sur les marchés internationaux et au financement par emprunts en Chine.

Dans le cadre de l'acquisition, des paiements de maintien en fonction pouvant atteindre environ 13,6 millions \$ seront versés aux principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Les paiements de maintien en fonction comprendront l'émission de jusqu'à environ 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits de cinq ans. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis dépend également des produits qui seront dégagés par Canaccord Genuity Asia après la date de l'acquisition.



Cette opération a été comptabilisée conformément au chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, « Regroupements d'entreprises », selon la méthode d'acquisition. La Société a passé en charges des coûts liés aux acquisitions d'un montant de 1,8 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Ces coûts comprenaient des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés à l'égard de cette acquisition. Ils comprenaient également des paiements liés à la restructuration du personnel qui a résulté de cette acquisition.

La Société a déterminé la répartition du prix d'acquisition à l'égard de cette acquisition. La répartition provisoire est présentée dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés audités.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

En date du 31 mars 2011, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2011 et pendant l'exercice clos à cette date.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les PCGR du Canada. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement au 31 mars 2011 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### **Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

## **GESTION DES RISQUES**

### **Vue d'ensemble**

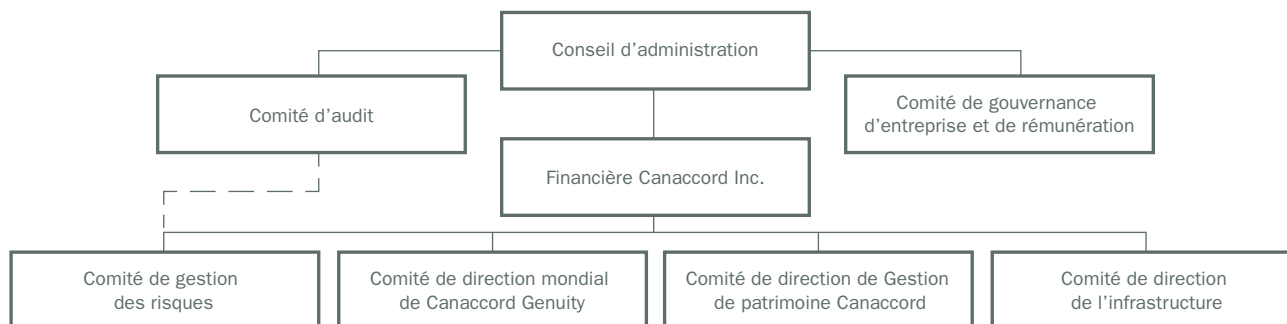
L'incertitude et le risque sont inhérents à toute activité sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, Canaccord s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de Canaccord sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de Canaccord. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Canaccord.

### **Structure de gestion des risques et gouvernance**

Le processus de gestion des risques rigoureux de Canaccord s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques et des rapports pour lesquels il faut appliquer des procédures et des mesures administratives précises afin d'évaluer et de maîtriser certains risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Selon la philosophie de Canaccord en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques repose sur les directeurs de succursale, les chefs de service et les directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de Canaccord sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de Canaccord comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (le conseil) a surveillé le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité incombe aux comités d'audit et de gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. Également, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances, et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef de l'exploitation et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Canaccord. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du processus de gestion des risques de Canaccord. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, les contrôles internes et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que ses positions sont prudentes par rapport au risque de marché. En outre, Canaccord a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Canaccord est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque d'illiquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. Elle est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque d'illiquidité précis à l'égard de ses opérations comme contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Canaccord atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites quant aux concentrations de contrôle, à la répartition et à l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. Canaccord gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Canaccord exploite un système de mesure de la VaR à l'échelle de l'entreprise pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille le niveau des stocks et les positions, les résultats des opérations de négociation, l'âge des comptes et les niveaux de concentration. Par conséquent, Canaccord s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction. Pour une description détaillée de la méthodologie de la VaR de Canaccord, se reporter à la rubrique « Risque de marché » de la notice annuelle 2011 de Canaccord.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Canaccord. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, Canaccord applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

Canaccord fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une opération sur marge, Canaccord consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande d'une opération sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, Canaccord est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si Canaccord est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, Canaccord a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables.

Canaccord court aussi un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. Canaccord a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les opérations par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

Canaccord se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, Canaccord court un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie et/ou de l'émetteur de l'instrument. Canaccord gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché une garantie sur certaines opérations et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

Canaccord comptabilise une provision pour créances douteuses dans le calcul des frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

**Risque opérationnel**

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de Canaccord, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

Canaccord exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé d'opérations. Pour atténuer ce risque, Canaccord a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des opérations au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement de même que des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des opérations et des comptes. De plus, Canaccord a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques ») qui aide la Société à mesurer, gérer, signaler et surveiller les questions concernant le risque opérationnel. Canaccord a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, Canaccord conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des vérifications de sécurité, le cas échéant.

*Contrôle et autoévaluation des risques*

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but de :

- recenser et évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise;
- évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- fournir à la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

Canaccord a établi un processus visant à déterminer quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, évaluer et quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Le programme a démarré en octobre 2009, et des procédures de contrôle et d'autoévaluation des risques ont été exécutées dans l'ensemble des régions géographiques, à l'exception de l'Asie, et dans tous les principaux secteurs d'activité. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour Canaccord au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions géographiques. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

**Autres risques**

Les autres risques englobent les risques qui ont une incidence importante néfaste sur les activités, mais qui ne correspondent pas au risque de marché, de crédit ou au risque opérationnel.

*Risque réglementaire et risque juridique*

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. Canaccord a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, les conflits d'intérêt et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre Canaccord qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. Canaccord compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour la défendre dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans le calcul des frais d'administration dans les états financiers consolidés de Canaccord.

*Risque de réputation*

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des affaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements ou de l'entrée en bourse d'une société inapte à exercer ses activités. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses diverses politiques, contrôles et procédures en matière de gestion des risques, Canaccord s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

**FACTEURS DE RISQUE**

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de Canaccord et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2011 de Canaccord. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que Canaccord juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

### **Risques de contrôle**

En date du 31 mars 2011, des cadres supérieurs et des administrateurs de Canaccord étaient propriétaires, dans l'ensemble, d'environ 31,0 % des actions ordinaires émises et en circulation de Financière Canaccord Inc. Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions et la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Canaccord de conclure des opérations qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société. En outre, en date du 31 mars 2011, l'actionnaire le plus important connu de la direction était Franklin Templeton Investments Corp., par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs de ses fonds communs de placement ou autres comptes sous gestion. Au 31 mars 2011, il détenait 5 843 973 actions ordinaires de Financière Canaccord Inc., soit 7,05 % des actions ordinaires en circulation au 31 mars 2011. Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres, des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre d'opérations de gré à gré pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques commerciaux, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Canaccord.

#### *Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires*

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Canaccord pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

### **POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES**

Le conseil d'administration déterminera le montant des dividendes et le moment de leur versement à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil juge pertinents.

### **DÉCLARATION DE DIVIDENDES**

Le 17 mai 2011, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action payable le 15 juin 2011 aux actionnaires inscrits le 3 juin 2011.

### **INFORMATION ADDITIONNELLE**

Des informations additionnelles sur Canaccord, y compris la notice annuelle de Canaccord, ont été déposées sur le site Web de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de  
**Financière Canaccord Inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Financière Canaccord Inc.**, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2011 et 2010, et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RESPONSABILITÉ DES AUDITEURS

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## OPINION

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Financière Canaccord Inc.** aux 31 mars 2011 et 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Ernst & Young* S.N.R./S.E.N.C.R.L.

Vancouver, Canada  
Le 17 mai 2011  
Comptables agréés

# Bilans consolidés

Aux 31 mars (en milliers de dollars)

	2011	2010
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	731 852 \$
Titres détenus [note 3]	947 185	362 755
Débiteurs [notes 5 et 14]	2 828 812	1 972 924
Impôts futurs [note 8]	15 309	13 190
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>4 745 374</b>	<b>3 080 721</b>
Placement [note 6]	5 000	5 000
Matériel et améliorations locatives [note 7]	40 818	38 127
Actifs incorporels [note 10]	73 923	—
Écart d'acquisition [note 10]	245 257	—
	<b>5 110 372 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>À court terme</b>		
Dette bancaire [note 4]	13 580 \$	29 435 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	722 613	364 137
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 14]	3 557 275	2 308 146
Impôts sur les bénéfiques à payer	23 977	5 385
Dette subordonnée [note 11]	15 000	15 000
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>4 332 445</b>	<b>2 722 103</b>
Impôts futurs [note 8]	21 404	—
	<b>4 353 849</b>	<b>2 722 103</b>
Engagements et éventualités [note 17]		
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires [note 12]	467 050	185 691
Surplus d'apport	53 441	57 351
Bénéfices non répartis	273 007	194 007
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(36 975)	(35 304)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>756 523</b>	<b>401 745</b>
	<b>5 110 372 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>

Voir les notes des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



**PAUL D. REYNOLDS**  
Administrateur



**TERRENCE A. LYONS**  
Administrateur

# États des résultats consolidés

Exercices clos les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2011	2010
<b>PRODUITS</b>		
Commissions	294 650 \$	235 606 \$
Financement de sociétés	327 499	215 237
Honoraires de consultation	84 914	39 200
Négociation à titre de contrepartiste	43 644	45 982
Intérêts	24 040	12 965
Divers	28 884	28 547
	<b>803 631</b>	577 537
<b>CHARGES</b>		
Rémunération au rendement	391 050	299 084
Charges de personnel	64 420	59 415
Frais de négociation	31 507	28 884
Locaux et matériel	27 158	24 402
Communications et technologie	25 466	21 868
Intérêts	7 811	2 581
Frais d'administration	67 882	52 153
Amortissement	12 742	7 609
Frais de développement	22 409	24 900
Coûts liés aux acquisitions [note 9]	12 740	5 000
	<b>663 185</b>	525 896
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	140 446	51 641
Charge d'impôts sur les bénéfices [note 8]		
Exigibles	41 437	10 533
Futurs	775	2 611
	<b>42 212</b>	13 144
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	<b>98 234 \$</b>	38 497 \$
Résultat de base par action [note 12 v]]	<b>1,35 \$</b>	0,79 \$
Résultat dilué par action [note 12 v]]	<b>1,20 \$</b>	0,69 \$

Voir les notes des états financiers consolidés.



## États du résultat étendu consolidés

<i>Exercices clos les 31 mars (en milliers de dollars)</i>	<b>2011</b>	2010
Bénéfice net de l'exercice	<b>98 234 \$</b>	38 497 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes		
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	<b>(1 671)</b>	(19 138)
<b>Résultat étendu de l'exercice</b>	<b>96 563 \$</b>	19 359 \$

## États de la variation des capitaux propres consolidés

<i>Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates (en milliers de dollars)</i>	<b>2011</b>	2010
Actions ordinaires au début de l'exercice	<b>185 691 \$</b>	183 619 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity [note 9]	<b>271 900</b>	—
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions	<b>7 969</b>	5 306
Actions annulées	<b>(546)</b>	(171)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	<b>(17 979)</b>	(11 691)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés	<b>20 752</b>	12 997
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	<b>(737)</b>	(4 369)
<b>Actions ordinaires à la fin de l'exercice</b>	<b>467 050</b>	185 691
Surplus d'apport au début de l'exercice	<b>57 351</b>	44 383
Prime au rachat d'actions ordinaires	<b>(638)</b>	(240)
Rémunération à base d'actions	<b>(4 452)</b>	8 958
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	<b>1 180</b>	4 250
<b>Surplus d'apport à la fin de l'exercice</b>	<b>53 441</b>	57 351
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	<b>194 007</b>	160 868
Bénéfice net de l'exercice	<b>98 234</b>	38 497
Dividendes	<b>(19 234)</b>	(5 358)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>273 007</b>	194 007
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de l'exercice	<b>(35 304)</b>	(16 166)
Autres éléments du résultat étendu	<b>(1 671)</b>	(19 138)
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice</b>	<b>(36 975)</b>	(35 304)
<b>Capitaux propres</b>	<b>756 523 \$</b>	401 745 \$

Voir les notes des états financiers consolidés.

# États des flux de trésorerie consolidés

Exercices clos les 31 mars (en milliers de dollars)

	2011	2010
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net de l'exercice	98 234 \$	38 497 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	12 742	7 609
Charge d'impôts futurs	775	2 611
Charge de rémunération à base d'actions	26 179	23 986
Gain découlant de la cession de titres de papier commercial adossé à des actifs et rajustements à la juste valeur	—	(5 481)
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Augmentation des titres détenus	(579 283)	(230 407)
Augmentation des débiteurs	(844 557)	(950 760)
Augmentation des impôts sur les bénéfices à payer	17 263	27 842
Augmentation des titres vendus à découvert	358 425	285 809
Augmentation des créditeurs et charges à payer	1 233 944	891 731
Juste valeur des actifs nets d'Intelli	—	5 837
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>323 722</b>	<b>97 274</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Variation de la dette bancaire	(15 855)	(46 165)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(17 979)	(11 691)
Dividendes versés	(17 943)	(5 358)
Émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions	555	—
Augmentation des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	443	(119)
Remboursement d'une dette subordonnée	—	(10 000)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>(50 779)</b>	<b>(73 333)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition de Marchés des capitaux Genuity [note 9]	(37 997)	—
Acquisition de The Balloch Group Limited [note 9]	(2 472)	—
Achat de matériel et améliorations locatives	(8 109)	(1 737)
Acquisition d'Intelli	—	(7 036)
Produit tiré de la cession d'un placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	—	54 413
Achat d'un placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	—	(14 470)
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(48 578)</b>	<b>31 170</b>
<b>Incidence du change sur les soldes de trésorerie</b>	<b>(2 149)</b>	<b>(24 432)</b>
<b>Augmentation de la situation de trésorerie</b>	<b>222 216</b>	<b>30 679</b>
Situation de trésorerie au début de l'exercice	731 852	701 173
<b>Situation de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>954 068 \$</b>	<b>731 852 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>		
Intérêts payés	8 337 \$	2 331 \$
Impôts sur les bénéfices payés	27 699 \$	3 603 \$

Voir les notes des états financiers consolidés.

# Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2011 et 2010 et pour les exercices clos à ces dates  
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, la Financière Canaccord Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Chine et à la Barbade. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et la Gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains, européens et asiatiques, y compris les variations saisonnières.

## NOTE 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Société, de ses filiales et des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dont la Société ou une de ses filiales est le principal bénéficiaire.

La Société consolide les EDDV conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 (NOC-15), *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). La NOC-15 définit une EDDV comme une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué un fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 13] afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent du régime de rémunération à base d'actions. Le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidé conformément à la NOC-15, puisqu'il satisfait à la définition d'une EDDV et qu'une filiale de la Société est le principal bénéficiaire du fonds de fiducie.

Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants ont été éliminés.

### Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan, ainsi que sur les montants constatés des produits et des charges de la période. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations importantes comprennent les impôts sur les bénéfices, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, les passifs éventuels, la rémunération à base d'actions, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels, la provision pour créances douteuses et la juste valeur des instruments financiers.

### Instruments financiers

La Société classe les instruments financiers dans l'une des catégories suivantes selon le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente et autres passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents en découlant étant constatés dans le bénéfice net. Selon le chapitre 3855, une entité peut désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction au moment de la comptabilisation initiale, pourvu que la juste valeur puisse être établie de façon fiable. Les instruments financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les titres vendus à découvert, les bons de souscription de courtiers et les contrats de change à terme.

Les actifs disponibles à la vente sont généralement évalués à la juste valeur, et la différence entre la juste valeur et le coût après amortissement est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes, jusqu'à ce que les actifs soient vendus, auquel moment la différence est comptabilisée dans le bénéfice net de l'exercice. Les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de valeur à la cote sur un marché actif sont évalués au coût. Les baisses de valeur durables des actifs financiers disponibles à la vente sont constatées dans le bénéfice net lorsqu'elles se produisent. Le placement de la Société décrit à la note 6 est classé comme disponible à la vente et est évalué au coût.

Les actifs et passifs financiers classés comme prêts et créances, détenus jusqu'à leur échéance, et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement, déduction faite de la provision pour moins-value. La Société classe les débiteurs comme prêts et créances, et la dette bancaire, les créditeurs et charges à payer et la dette subordonnée, comme autres passifs financiers. La valeur comptable des prêts et créances et des autres passifs financiers se rapproche de leur juste valeur.

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à la date de transaction. Les coûts de transaction relatifs aux instruments financiers de la Société sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat.

#### **Titres détenus et titres vendus à découvert**

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont constatés à la juste valeur d'après le cours du marché sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation s'il n'y a pas de cours disponible. Les gains et pertes latents sont présentés dans les résultats. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les opérations d'emprunt de titres.

#### **Prêt et emprunt de titres**

Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties au comptant livrées et reçues dans le cadre des opérations. Les opérations d'emprunt de titres exigent que la Société dépose une somme au comptant, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'une somme au comptant ou sous une autre forme dont le montant est généralement supérieur à la valeur marchande des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres empruntés et prêtés par rapport à la garantie au comptant et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que ces opérations sont assorties d'une sûreté suffisante.

#### **Constatation des produits**

Les produits des commissions se composent de produits générés par les services de courtage à commission, constatés à la date de l'opération, et la vente de produits et services tarifés, constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les gains et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des opérations liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés déduction faite des produits des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les opérations de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres opérations de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque l'opération sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque l'opération sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des opérations de négociation de capital et sont constatés à la date de l'opération.

Les intérêts créditeurs sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société et de l'intérêt net gagné sur les espèces livrées à l'appui des activités d'emprunt de titres. Les intérêts créditeurs sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits divers comprennent les gains ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

**Matériel et améliorations locatives**

Le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	30 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	20 %, solde dégressif
Améliorations locatives	Méthode linéaire, sur la durée des baux respectifs

**Écart d'acquisition**

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat payé pour l'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels et incorporels identifiables nets acquis. Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur.

**Actifs incorporels**

Le coût des actifs incorporels identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La durée de vie utile des actifs incorporels fait l'objet d'une appréciation, à savoir si elle est limitée ou indéfinie. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées chaque année. Les actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif peut avoir perdu de sa valeur.

**Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie**

Selon le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », du *Manuel de l'ICCA*, la Société doit chaque année évaluer l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie pour établir s'il y a eu perte de valeur. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie doivent également faire l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'une perte de valeur risque de survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie ont été attribués est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur de l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie sera comptabilisée à titre de charge pendant la période de dépréciation, et les reprises subséquentes de perte de valeur sont interdites.

**Contrats de location**

La Société est seulement partie à des contrats de location qui s'apparentent à des contrats de location-exploitation. Les paiements au titre des contrats de location-exploitation sont comptabilisés comme charge à l'état des résultats à mesure qu'ils sont engagés.

**Conversion des opérations en devises et des comptes des filiales étrangères**

La monnaie de fonctionnement de la Société est le dollar canadien. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes ayant une autre monnaie de fonctionnement que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date du bilan, et les produits et charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur pendant la période. Les gains latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont constatés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les résultats de la période où ils surviennent.

**Impôts sur les bénéfices**

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode axée sur le bilan. Cette méthode exige que les impôts sur les bénéfices reflètent l'incidence fiscale future prévue des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés pour chaque écart temporaire aux taux censés être en vigueur lorsque les actifs ou passifs seront réglés. Une provision pour moins-value est établie, au besoin, pour ramener l'actif d'impôts futurs à un montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable.

**Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat dilué par action reflète l'effet dilutif des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis, l'engagement à l'égard de l'émission d'actions en rapport avec les régimes de rémunération à base d'actions, les actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés, et l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme basé sur la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

**Régime de retraite**

La Société offre à ses employés actifs un régime de retraite à cotisations déterminées. Ce régime est offert à certains employés administratifs après une période déterminée de service. La Société est tenue de verser une contribution égale aux cotisations des employés jusqu'à concurrence d'un certain pourcentage maximal du salaire de base des employés. Les coûts du régime à cotisations déterminées représentant la contribution obligatoire de la Société sont imputés aux résultats de l'exercice. La charge pour l'exercice s'est établie à 1,2 million \$ (0,4 million \$ en 2010).

La Société offrait auparavant un régime fin de carrière à prestations déterminées à certains membres du personnel administratif. Le régime est fermé et compte 22 membres actifs et à la retraite. L'actif du régime, les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite correspondante de la Société n'ont pas une incidence importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

**Régimes de rémunération à base d'actions**

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Lorsque l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

**Prises de position comptables récentes***Normes internationales d'information financière (IFRS)*

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation d'information du public devront utiliser les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société commencera à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées. Au cours de l'exercice prenant fin le 31 mars 2012, la Société présentera des états financiers en IFRS comparatifs intermédiaires dressés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, pour les périodes prenant fin les 30 juin 2011, 30 septembre 2011 et 31 décembre 2011 et retraitera les chiffres correspondants de l'exercice 2011.

**NOTE 2. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES****Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés**

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société a adopté de manière anticipée les chapitres 1582, « Regroupements d'entreprises », 1601, « États financiers consolidés », et 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, « Regroupements d'entreprises », et 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. Par conséquent, en date du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société a appliqué ces trois normes en même temps à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity) [note 9] et de The Balloch Group (TBG) [note 9].

*Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010*

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités d'exploitation de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

L'adoption de ces normes a eu une incidence importante sur la comptabilisation par la Société du regroupement d'entreprises avec Genuity, qui se présente comme suit :

- Les coûts de transaction n'ont pas été inclus dans le prix d'acquisition et ont plutôt été passés en charges à mesure qu'ils ont été engagés. Par conséquent, la Société a passé en charges environ 5,0 millions \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2010 et 11,0 millions \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011.
- La date d'évaluation des instruments de capitaux propres émis par la Société en contrepartie de l'acquisition correspond à la date d'acquisition (cours de clôture en date du 22 avril 2010) et non à la date correspondant à la moyenne des quelques jours avant et après la date à laquelle ont été convenues et annoncées les conditions de l'acquisition (4 mars 2010). Ainsi, la Société a utilisé un cours de 10,26 \$ l'action contre un cours de 9,49 \$ l'action pour évaluer la contrepartie, ce qui a accru le prix d'acquisition relatif au regroupement d'entreprises de 20,3 millions \$ et a augmenté d'un montant équivalent l'écart d'acquisition comptabilisé au bilan consolidé.

L'adoption de ces normes a aussi donné lieu à des coûts liés aux acquisitions additionnels de 1,8 million \$ qui ont été comptabilisés relativement à l'acquisition de TBG, qui a été conclue le 17 janvier 2011 [note 9].

*Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> avril 2010*

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les conventions comptables décrites ci-dessus.

**NOTE 3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT**

	2011		2010	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	816 363 \$	689 509 \$	282 686 \$	342 916 \$
Actions et débetures convertibles	130 822	33 104	80 069	21 221
	<b>947 185 \$</b>	<b>722 613 \$</b>	362 755 \$	364 137 \$

Au 31 mars 2011, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2011 à 2060 (de 2010 à 2060 au 31 mars 2010) et portaient intérêt à des taux allant de 0,50 % à 14,00 % (de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2010).

**NOTE 4. INSTRUMENTS FINANCIERS**

Dans le cours normal des affaires, la Société est exposée au risque de crédit, au risque d'illiquidité et au risque de marché, qui comprend le risque de juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux autres débiteurs. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable de ces instruments financiers présentée dans les états financiers consolidés aux 31 mars 2011 et 2010.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux opérations, et elle exige le règlement au comptant des opérations sur titres ou le règlement à la livraison. Les opérations sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des débiteurs et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. La politique de la Société exige qu'elle établisse une provision à l'égard des soldes non garantis réputés irrécouvrables. Au 31 mars 2011, la provision pour créances douteuses était de 12,0 millions \$ (11,6 millions \$ au 31 mars 2010).

La Société court aussi le risque que les contreparties aux opérations ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés dans le marché. La Société gère également ce risque en imposant à chaque contrepartie des limites de position individuelle et de position collective, en surveillant le respect de ces limites, en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines opérations et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2011 et 2010, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. Les opérations sous-jacentes se font dans le cours normal des affaires et la direction ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.



**Risque d'illiquidité**

Le risque d'illiquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. En raison de ses activités, la Société est tenue de détenir des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant au bilan de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les débiteurs sont généralement garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 16.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 31 mars 2011 :

Passif financier	Valeur comptable	Échéance contractuelle
Dette bancaire	13 580 \$	Remboursable à vue
Créditeurs et charges à payer	3 557 275	Remboursable à moins d'un an
Impôts sur les bénéfices à payer	23 977	Remboursable à moins d'un an
Dette subordonnée	15 000	Remboursable à vue*

\* Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

*Risque lié à la juste valeur*

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe à titre de contrepartiste. Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués aux cours du marché, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des prix du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge de particuliers. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau ci-après présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le bénéfice net au 31 mars 2011. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2011			31 mars 2010		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net
Instruments financiers						
Actions et débetures convertibles détenues	130 822 \$	4 231 \$	(4 231) \$	80 069 \$	2 100 \$	(2 100) \$
Placement <sup>1</sup>	5 000	s. o.	(294)	5 000	s. o.	(262)
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	(33 104)	(1 071)	1 071	(21 221)	(557)	557

<sup>1</sup> Le placement [note 6] est classé comme disponible à la vente et est comptabilisé au coût puisque le cours de marché n'est pas disponible, de sorte que les variations temporaires du cours du marché du placement n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toute diminution durable de la valeur du placement est constatée dans le bénéfice net (la perte nette). Le tableau présente l'incidence qu'une réduction de 10 % de la valeur du placement aurait sur le bénéfice net (la perte nette).

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur les cours; le niveau 2, à des données observables autres que les cours; et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	31 mars 2011	Juste valeur estimative 31 mars 2011		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	954 068 \$	— \$	— \$
Titres détenus <sup>1</sup>	947 185	932 073	14 321	791
Titres vendus à découvert	722 613	722 613	—	—

<sup>1</sup>) Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de PCAA de 791 \$ et des bons de souscription de courtiers de 14 321 \$.

	31 mars 2010	Juste valeur estimative 31 mars 2010		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	731 852 \$	— \$	— \$
Titres détenus <sup>1</sup>	362 755	358 621	3 163	971
Titres vendus à découvert	364 137	364 137	—	—

<sup>1</sup>) Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de PCAA de 971 \$ et des bons de souscription de courtiers de 3 163 \$.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses propres soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à sa dette bancaire, au montant net des soldes de clients et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à ses titres à revenu fixe. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, de ses activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société ne couvre pas son exposition au risque de taux d'intérêt parce qu'elle est d'avis qu'il est minime.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes au 31 mars 2011 aurait sur le bénéfice net pour l'exercice clos à cette date. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables sont constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2011			31 mars 2010		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	940 488 \$	5 529 \$	(5 538) \$	702 417 \$	3 686 \$	(3 686) \$
Titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus	816 363	4 799	(4 799)	282 686	1 483	(1 483)
Titres de créance de sociétés et de gouvernements vendus à découvert	(689 509)	(4 053)	4 053	(342 916)	(1 799)	1 799
Créditeurs des clients, montant net	(852 636)	(5 012)	(4 161)	(684 812)	(3 593)	(2 331)
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	553 802	3 256	(3 256)	475 220	2 493	(2 493)
Montant à payer aux courtiers en valeurs mobilières, montant net	(223 596)	(1 293)	65	(17 187)	(1 002)	50
Dette subordonnée	(15 000)	(88)	88	(15 000)	(79)	79

*Risque de change*

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation du cours des monnaies étrangères entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Chine. Ces filiales sont considérées comme autonomes et, par conséquent, leurs comptes sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au renminbi entraînera une variation des gains latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes, constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

L'ensemble des filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie de fonctionnement, et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les gains et les pertes de change.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence qu'une variation de 10 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu, si l'exposition à ces monnaies étrangères était importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2011 :

Monnaie	Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu	Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu
Dollar américain	(3 169) \$	3 169 \$	8 499 \$	(8 499) \$
Livre sterling	(260)	260	7 135	(7 135)

Au 31 mars 2010 :

Monnaie	Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu	Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu
Dollar américain	(3 611) \$	3 611 \$	8 737 \$	(8 737) \$
Livre sterling	(275)	275	6 320	(6 320)

**Instruments financiers dérivés**

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

*Contrats de change à terme*

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les gains et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont constatés dans le bénéfice net au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2011 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	5,0 \$	0,98 \$	5 avril 2011	néant
Pour acheter des dollars américains	25,1	0,97	5 avril 2011	néant

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2010 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	8,3 \$	1,02 \$	6 avril 2010	néant
Pour acheter des dollars américains	17,0	1,02	6 avril 2010	néant

**Contrats à terme sur obligations**

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'obligations gouvernementales, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appel de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque d'illiquidité. Le notional des contrats à terme standardisés en cours au 31 mars 2011 s'élevait à 0,1 million \$ (96,9 millions \$ en 2010). La juste valeur de ces contrats à terme sur obligations est négligeable.

Le risque de crédit des contrats à terme sur obligations est minime, car la contrepartie de chaque contrat négocié est une chambre de compensation qui agit à titre de tiers qui apparie les opérations et recouvre et maintient les marges.

**Prêt et emprunt de titres**

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les espèces sont livrées et des intérêts étant versés lorsque les espèces sont reçues. Ces opérations sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur marchande du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces opérations sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du Trésor et des obligations gouvernementales, et sont constatées dans les débiteurs et les créditeurs. La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces opérations et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en espèces est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2011, les taux variables s'échelonnaient entre 0,00 % et 0,67 % (entre 0,00 % et 0,049 % au 31 mars 2010).

	Espèces		Titres	
	Prêtées ou livrées en garantie	Empruntées ou reçues en garantie	Prêtées ou livrées en garantie	Empruntées ou reçues en garantie
<b>2011</b>	<b>117 187 \$</b>	<b>51 364 \$</b>	<b>52 075 \$</b>	<b>119 295 \$</b>
2010	135 690	45 575	50 703	140 124

**Facilités de crédit**

Les filiales de la Société disposent de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 434,6 millions \$. Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2011 et 2010, aucun solde n'était impayé sur les facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties d'une institution financière d'un total de 2,2 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco. En date des 31 mars 2011 et 2010, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

**Dettes bancaires**

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres opérations sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2011, la Société avait un solde impayé de 13,6 millions \$ (29,4 millions \$ au 31 mars 2010). Le taux d'intérêt sur la dette bancaire est à un taux variable de 0,88 % au 31 mars 2011 (1,70 % au 31 mars 2010).

**NOTE 5. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER****Débiteurs**

	2011	2010
Courtiers en valeurs mobilières	<b>1 426 005 \$</b>	932 408 \$
Clients	<b>789 896</b>	503 733
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	<b>553 802</b>	475 220
Divers	<b>59 109</b>	61 563
	<b>2 828 812 \$</b>	1 972 924 \$

**Créditeurs et charges à payer**

	2011	2010
Courtiers en valeurs mobilières	<b>1 649 601 \$</b>	949 595 \$
Clients	<b>1 642 532</b>	1 188 545
Divers	<b>265 142</b>	170 006
	<b>3 557 275 \$</b>	2 308 146 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les espèces sont livrées et des intérêts étant versés lorsque les espèces sont reçues. Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties au comptant livrées et reçues dans le cadre des opérations. Les opérations d'emprunt de titres exigent que la Société dépose une somme au comptant, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'une somme au comptant ou sous une autre forme dont le montant est généralement supérieur à la valeur marchande des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres empruntés et prêtés par rapport à la garantie au comptant et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que ces opérations sont assorties d'une sûreté suffisante.

Les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des opérations de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur marchande de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2011, et respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2010).

**NOTE 6. PLACEMENT**

	2011	2010
Disponible à la vente	<b>5 000 \$</b>	5 000 \$

La Société a investi 5,0 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise en place d'un système de négociation parallèle. Le placement est comptabilisé au coût, car il n'a pas de valeur à la cote sur un marché actif.

**NOTE 7. MATÉRIEL ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
<b>2011</b>			
Matériel informatique	6 536 \$	5 335 \$	1 201 \$
Mobilier et matériel	27 038	16 516	10 522
Améliorations locatives	61 684	32 589	29 095
	<b>95 258 \$</b>	<b>54 440 \$</b>	<b>40 818 \$</b>
<b>2010</b>			
Matériel informatique	5 550 \$	4 676 \$	874 \$
Mobilier et matériel	26 490	16 014	10 476
Améliorations locatives	53 278	26 501	26 777
	<b>85 318 \$</b>	<b>47 191 \$</b>	<b>38 127 \$</b>

**NOTE 8. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Les actifs (passifs) d'impôts futurs se composent de ce qui suit :

	2011	2010
<b>Actif</b>		
Provisions pour litiges	1 488 \$	1 239 \$
Produit constaté d'avance	437	452
Prêts-subventions dont les droits ne sont pas acquis	4 057	4 907
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des améliorations locatives sur leur valeur comptable nette	1 969	1 559
Reports de pertes en avant	1 396	5 204
Frais d'émission d'actions	451	563
Attributions dont les droits ne sont pas acquis dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	8 923	8 336
Dépréciation locative et loyer reporté	1 945	2 585
Divers	2 018	460
	<b>22 684</b>	25 305
Provision pour moins-value	<b>(7 375)</b>	(10 489)
Actifs d'impôts futurs	<b>15 309</b>	14 816
<b>Passif</b>		
Gain latent sur titres négociables	<b>(2 711)</b>	(866)
Charges reportées	<b>(73)</b>	(171)
Actifs incorporels	<b>(18 176)</b>	(321)
Placement dans une société en commandite	<b>(444)</b>	(268)
Passifs d'impôts futurs	<b>(21 404)</b>	(1 626)
Actifs (passifs) d'impôts futurs nets	<b>(6 095) \$</b>	13 190 \$

Les actifs d'impôts futurs sont constatés uniquement dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils se réaliseront.

Des filiales de la Société ont accumulé des pertes autres qu'en capital aux fins des impôts sur les bénéfices d'un total de 0,6 million \$ (12,6 millions \$ en 2010). Ces pertes sont disponibles pour réduire le bénéfice imposable des exercices futurs. Ces pertes arrivent à échéance en 2029.

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition fédéral et provincial combiné ou le taux d'imposition de l'État du fait des éléments qui suivent :

	2011	2010
Impôts sur les bénéfices au taux prévu par la loi (27,9 % en 2011; 29,4 % en 2010)	<b>39 123 \$</b>	15 159 \$
Différence des taux d'imposition des administrations étrangères	<b>1 763</b>	294
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	<b>2 659</b>	2 674
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	<b>2 872</b>	(306)
Variation de l'actif d'impôts futurs – période de résorption des écarts temporaires	<b>1 143</b>	1 157
Variation de la provision pour moins-value	<b>(5 348)</b>	(5 834)
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	<b>42 212 \$</b>	13 144 \$

## NOTE 9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

### ij) Marchés des capitaux Genuity

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, entreprise de services de consultation et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme en espèces de 30,0 millions \$. Les actions émises ont été évaluées à 10,26 \$ l'action d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28,0 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées proportionnellement sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée conformément au chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, « Regroupements d'entreprises » [note 2], selon la méthode de l'acquisition. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. La Société n'a pas présenté l'apport aux produits et au bénéfice net de Genuity pour l'exercice clos le 31 mars 2011 comme l'exige le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, puisque la Société juge qu'il est impraticable de fournir ces informations. La Société a entièrement intégré les activités et les registres comptables de Genuity dans son secteur d'exploitation Canaccord Genuity; de ce fait, la Société n'est pas en mesure de distinguer les produits et le bénéfice net provenant de Genuity depuis l'acquisition du 23 avril 2010.

Les coûts liés à cette opération ont totalisé 11,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Ils comprennent les honoraires professionnels et de consultation, les frais de résiliation de baux et les frais de restructuration liés au personnel engagés dans le cadre de cette acquisition.

### Coûts liés aux acquisitions

	2011	2010
Indemnités de départ	<b>5 968 \$</b>	1 982 \$
Frais de résiliation de baux	<b>2 800</b>	—
Honoraires professionnels et de consultation	<b>869</b>	3 018
Divers	<b>1 353</b>	—
Total	<b>10 990 \$</b>	5 000 \$

Le prix d'acquisition, soit la juste valeur de la contrepartie versée à la date de l'acquisition, et la juste valeur de l'actif net acquis à la date de l'acquisition sont comme suit :

**Contrepartie versée**

Trésorerie	58 000 \$
Actions ordinaires émises (26,5 millions d'actions d'une valeur de 10,26 \$ l'action)	271 900
	329 900 \$

**Actif net acquis**

Actifs corporels nets	28 212 \$
Actifs incorporels identifiables	79 050
Passif d'impôts futurs	(19 436)
Écart d'acquisition	242 074
	329 900 \$

Les actifs corporels nets acquis comprenaient des débiteurs de 8,8 millions \$. L'écart d'acquisition de 242,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

**ii] The Balloch Group Limited**

Le 17 janvier 2011, la Société a acquis la totalité de TBG, société chinoise de premier plan offrant des services de financement de sociétés dont le siège social se trouve à Beijing. Le prix d'acquisition s'est établi à 3,0 millions \$, plus un montant additionnel de 1,0 million \$ à titre de rajustement du fonds de roulement après la réalisation de l'acquisition. La juste valeur des actifs incorporels nets de TBG s'est inscrite à 0,9 million \$, y compris des débiteurs de 0,3 million \$. Un écart d'acquisition de 3,2 millions \$ a été comptabilisé et représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Sous la bannière Canaccord Genuity Asia, les activités de Canaccord en Chine seront axées sur la prestation, à des clients en Asie, de services de consultation relatifs aux fusions et acquisitions, aux partenariats stratégiques, aux placements sur les marchés internationaux et au financement par emprunts en Chine.

Dans le cadre de l'acquisition, des paiements de maintien en fonction pouvant atteindre quelque 13,6 millions \$ seront versées aux principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Les paiements de maintien en fonction comprendront l'émission de jusqu'à environ 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits de cinq ans. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis dépend également des produits qui seront tirés de Canaccord Genuity Asia après la date de l'acquisition [note 13]. À mesure que ces niveaux de produits seront atteints pendant la période d'acquisition des droits, la proportion connexe des paiements de maintien en fonction sera constatée à titre de frais de développement, et le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction sera inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

Cette opération a été comptabilisée conformément au chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, « Regroupements d'entreprises » [note 2], selon la méthode de l'acquisition. La Société a passé en charges des coûts liés aux acquisitions d'un montant de 1,8 million \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011. Ces coûts comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés à l'égard de cette acquisition. Ils comprennent également des paiements liés à la restructuration du personnel qui a résulté de cette acquisition. L'apport de Canaccord Genuity Asia aux produits et au bénéfice net a été négligeable depuis la date d'acquisition du 17 janvier 2011.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers intermédiaires audités et qui reposent sur les renseignements qui étaient alors à sa disposition. Ces montants peuvent être modifiés à mesure que les valeurs faisant l'objet d'estimations sont établies de manière définitive.



**NOTE 10. ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS**

	Écart d'acquisition	Actifs incorporels identifiables				Total
		Marques	Relations clients	Carnet de commandes	Ententes de non-concurrence	
<b>Montant brut</b>						
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Ajouts – Genuity	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Ajouts – TBG	3 183	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	245 257	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
<b>Amortissement</b>						
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010	—	—	—	—	—	—
Amortissement	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	(5 127)
Solde au 31 mars 2011	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	(5 127)
<b>Valeur comptable nette</b>						
31 mars 2011	245 257 \$	44 930 \$	23 278 \$	— \$	5 715 \$	73 923 \$

Les actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients, des carnets de commandes et des ententes de non-concurrence. Les relations clients, les carnets de commandes et les ententes de non-concurrence ont une durée déterminée et sont amortis de manière linéaire sur leur durée de vie utile estimative. Les périodes d'amortissement estimatives résiduelles de ces actifs incorporels amortissables sont comme suit :

Relations clients	11 ans
Carnets de commandes	0,4 an
Ententes de non-concurrence	5 ans

L'amortissement des actifs incorporels est comptabilisé à l'état des résultats dans la dotation aux amortissements. L'amortissement des actifs incorporels a été de 5,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

Les marques sont considérées comme ayant une durée de vie utile indéfinie du fait qu'elles devraient offrir à la Société des avantages sur une période continue.

**Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels**

Aux fins des tests de dépréciation, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été attribués aux activités canadiennes de l'unité d'exploitation Canaccord Genuity. Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie a été effectué au cours de l'exercice, et rien n'indique qu'il y a eu perte de valeur.

L'écart d'acquisition acquis dans le cadre de l'acquisition de TBG n'a pas été soumis à un test de dépréciation, l'acquisition n'ayant été clôturée que récemment, le 17 janvier 2011. Aucun changement de situation ni aucun événement n'indiquait que la valeur comptable de l'écart d'acquisition avait été dépréciée au 31 mars 2011. Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition sera effectué au cours de l'exercice prenant fin le 31 mars 2012.

**NOTE 11. DETTE SUBORDONNÉE**

	2011	2010
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Au 31 mars 2011, la dette subordonnée portait intérêt au taux de 7,00 % (6,25 % en 2010).

**NOTE 12. ACTIONS ORDINAIRES**

	2011		2010	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Capital social				
Actions ordinaires	533 876 \$	82 809 623	254 553 \$	55 571 133
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(36 018)	(4 501 992)	(35 280)	(4 475 468)
Actions détenues par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés	(30 808)	(2 903 991)	(33 582)	(3 201 274)
	<b>467 050 \$</b>	<b>75 403 640</b>	185 691 \$	47 894 391

Le capital social de Financière Canaccord Inc. se compose de ce qui suit :

**i] Autorisé**

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale  
 Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

Le 15 avril 2011, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé les modifications aux statuts constitutifs de la Société afin de modifier le capital autorisé de la Société en créant une catégorie additionnelle d'actions privilégiées [note 18].

**ii] Émis et entièrement libéré**

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2009	55 092 844	249 418 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 13]	519 725	5 306
Actions annulées	(41 436)	(171)
Solde au 31 mars 2010	55 571 133	254 553
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity [note 9]	26 500 000	271 900
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 13]	823 144	7 969
Actions annulées	(84 654)	(546)
<b>Solde au 31 mars 2011</b>	<b>82 809 623</b>	<b>533 876 \$</b>

**iii] Prime au rachat d'actions ordinaires**

La prime au rachat d'actions ordinaires représente l'excédent du montant payé par la Société et ses filiales aux actionnaires au rachat de leurs actions sur la valeur comptable de ces actions au moment du rachat. La prime au rachat d'actions ordinaires a été imputée au surplus d'apport.

	2011	2010
Prix de rachat	1 184 \$	411 \$
Valeur comptable	(546)	(171)
Prime au rachat d'actions ordinaires	<b>638 \$</b>	240 \$

**iv] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires**

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social.

Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

**v) Résultat par action**

	2011	2010
<b>Résultat de base par action</b>		
Bénéfice net de l'exercice	98 234 \$	38 497 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	72 989 655	48 698 163
Résultat de base par action	1,35 \$	0,79 \$
<b>Résultat dilué par action</b>		
Bénéfice net de l'exercice	98 234 \$	38 497 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	72 989 655	48 698 163
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	4 501 992	3 502 150
Effet dilutif des options sur actions (nombre)	481 855	29 855
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 13]	3 334 980	3 137 411
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (nombre) [note 13]	408 136	294 841
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	81 716 618	55 662 420
Résultat dilué par action	1,20 \$	0,69 \$

**NOTE 13. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS****Programme de maintien en fonction**

Comme il est décrit à la note 9 ii), par suite de l'acquisition de TBG, la Société a mis sur pied un programme de maintien en fonction, dans le cadre duquel des paiements pouvant totaliser quelque 13,6 millions \$ seront versés sous forme d'actions aux principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Le programme prévoit l'émission de jusqu'à concurrence de 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits de cinq ans. Le nombre total d'actions dont les droits seront acquis est fonction des produits tirés de Canaccord Genuity Asia au cours de la période d'acquisition des droits. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis correspondra aux produits tirés de Canaccord Genuity Asia pendant la période d'acquisition des droits, divisés par 100,0 millions \$ et multipliés par le nombre d'actions ordinaires visé par le programme de maintien en fonction. À mesure que ces niveaux de produits seront atteints pendant la période d'acquisition des droits, la proportion connexe des paiements de maintien en fonction sera constatée à titre de frais de développement, et le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction sera inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

**Options sur actions**

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance le 31 mars de la septième année suivant la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans après la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un congédiement justifié); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur du marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,82 \$ au 31 mars 2011.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action.

Le tableau ci-dessous présente le sommaire des options sur actions de la Société aux 31 mars 2011 et 2010 et les variations survenues au cours des périodes closes à ces dates.

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 mars 2009	225 000	15,37 \$
Actions attribuées	2 224 993	9,34
Solde au 31 mars 2010	2 449 993	9,91
Actions attribuées	150 000	8,39
Options exercées	(58 659)	9,47
<b>Solde au 31 mars 2011</b>	<b>2 541 334</b>	<b>9,82 \$</b>

Le tableau suivant présente le sommaire des options sur actions en cours au 31 mars 2011 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
23,13 \$	100 000	0 an*	23,13 \$	100 000	23,13 \$
7,21-9,48	2 441 334	2,85 ans	9,27	193 750	8,38
<b>7,21-23,13 \$</b>	<b>2 541 334</b>	<b>2,73 ans</b>	<b>9,82 \$</b>	<b>293 750</b>	<b>13,40 \$</b>

\* Toutes les options sont exerçables en date du 31 mars 2011.

La juste valeur de chaque option sur actions attribuée à l'exercice considéré a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	Mai 2010
Rendement de l'action	2,00 %
Volatilité prévue	44,00 %
Taux d'intérêt sans risque	1,94 %
Durée prévue	4 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Des charges de rémunération de 2,1 millions \$ ont été constatées pour l'exercice clos le 31 mars 2011 (1,1 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2010) relativement aux options sur actions susmentionnées.

**Régime d'intéressement à long terme**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Il y a eu 2 713 726 UATI (2 649 832 UATI au 31 mars 2010) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011. La fiducie a acquis 18,0 millions \$ (11,7 millions \$ au 31 mars 2010) d'actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011.

Le coût des UATI est amorti de façon graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Une charge de rémunération de 24,1 millions \$ a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2011 (22,7 millions \$ au 31 mars 2010).

	2011	2010
Attributions en cours au début de l'exercice	<b>5 317 945</b>	4 602 385
Attributions	<b>2 713 726</b>	2 649 832
Actions dont les droits sont acquis	<b>(2 680 631)</b>	(1 711 779)
Frappées d'extinction	<b>(95 212)</b>	(222 493)
Attributions en cours à la fin de l'exercice	<b>5 255 828</b>	5 317 945
	<b>2011</b>	2010
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de l'exercice	<b>3 201 274</b>	3 075 300
Actions acquises	<b>1 695 553</b>	1 328 700
Actions libérées à l'acquisition des droits	<b>(1 992 836)</b>	(1 202 726)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de l'exercice	<b>2 903 991</b>	3 201 274

**NOTE 14. OPÉRATION ENTRE PARTIES LIÉES**

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Globalement, le revenu de commissions comptabilisé sur ces opérations ainsi que les intérêts créditeurs et débiteurs sur les soldes avec les parties liées ne sont pas importants par rapport à l'ensemble des activités de la Société.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprenaient les soldes suivants avec les parties liées :

	2011	2010
Débiteurs	<b>33 361 \$</b>	39 534 \$
Créditeurs et charges à payer	<b>99 985</b>	82 299

**NOTE 15. INFORMATION SECTORIELLE**

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni, dans les États-Unis et dans les autres établissements étrangers.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement des actifs incorporels est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le sommaire des principales conventions comptables. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
<b>2011</b>				
Produits	538 644 \$	233 049 \$	31 938 \$	803 631 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	361 158	172 390	81 746	615 294
Amortissement	8 738	2 422	1 582	12 742
Frais de développement	10 832	9 258	2 319	22 409
Coûts liés aux acquisitions [note 9]	12 740	—	—	12 740
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	145 176 \$	48 979 \$	(53 709) \$	140 446 \$
<b>2010</b>				
Produits	363 558 \$	187 046 \$	26 933 \$	577 537 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	278 663	146 449	68 275	493 387
Amortissement	3 633	2 506	1 470	7 609
Frais de développement	10 300	10 308	4 292	24 900
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	70 962 \$	27 783 \$	(47 104) \$	51 641 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	2011	2010
<b>Canada</b>		
Produits	598 556 \$	388 772 \$
Matériel et améliorations locatives	30 843	27 712
Actifs incorporels	73 923	—
Écart d'acquisition	242 074	—
<b>Royaume-Uni</b>		
Produits	92 678	82 454
Matériel et améliorations locatives	4 079	4 936
<b>États-Unis</b>		
Produits	111 170	100 417
Matériel et améliorations locatives	5 896	5 479
<b>Autres établissements étrangers</b>		
Produits	1 227	5 894
Écart d'acquisition	3 183	—

#### NOTE 16. GESTION DU CAPITAL

La Société a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Les tableaux ci-dessous présentent le sommaire de notre capital aux 31 mars 2011 et 2010 :

Type de capital	Valeur comptable	Pourcentage du capital
<b>2011</b>		
Actions ordinaires	467 050 \$	60,6 %
Surplus d'apport	53 441	6,9 %
Bénéfices non répartis	273 007	35,4 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(36 975)	(4,8) %
Capitaux propres	756 523	98,1 %
Dette subordonnée	15 000	1,9 %
	<b>771 523 \$</b>	<b>100,0 %</b>
<b>2010</b>		
Actions ordinaires	185 691 \$	44,6 %
Surplus d'apport	57 351	13,8 %
Bénéfices non répartis	194 007	46,6 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(35 304)	(8,5) %
Capitaux propres	401 745	96,5 %
Dette subordonnée	15 000	3,5 %
	416 745 \$	100,0 %

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRCVM.
- Canaccord Genuity Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire minimums.

## NOTE 17. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2012	25 243 \$
2013	22 679
2014	21 683
2015	19 783
2016	16 643
Par la suite	45 707
	<hr/>
	151 738 \$

### Éventualités

Dans le cours normal des affaires, la Société, à titre de maison de courtage, est partie à des litiges et, au 31 mars 2011, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a inscrit des charges à payer pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société. Les poursuites décrites ci-après ont été intentées contre la Société et, bien que celle-ci ait nié les allégations et ait l'intention de se défendre avec vigueur dans chaque cas, l'issue de chaque poursuite ne peut être prédite avec certitude. Les sommes réclamées à l'égard des poursuites, ou qui pourraient être réclamées, sont importantes et, par conséquent, ces poursuites sont décrites dans les présents états financiers consolidés.

i] En 2002, deux poursuites ont été intentées devant la Cour supérieure du Québec contre La Corporation Canaccord Genuity et d'autres défenderesses, y compris un autre courtier en valeurs mobilières. Dans les deux cas, il s'agit de recours collectifs qui comportent des allégations de pratiques illicites de négociation et de déclaration par la Société et un autre défendeur et des allégations que la Société a fait preuve de négligence dans le cadre d'un placement privé en 2000. Les enquêtes préalables sont terminées et les parties procèdent actuellement à l'échange de rapports d'experts. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.



**ii]** La Corporation Canaccord Genuity a été l'un des preneurs fermes d'un appel public à l'épargne de billets garantis de premier rang à 13 % de Redcorp Ventures Ltd. aux termes d'un prospectus daté du 5 juillet 2007. Le placement était pour un total de 142,0 millions \$, et Canaccord a participé à hauteur de 12,5 % de ce montant (17,8 millions \$). Un certain nombre d'entités ont donné avis aux preneurs fermes (y compris Canaccord) alléguant que les énoncés dans le prospectus qui décrivaient la sûreté relative aux obligations de Redcorp en vertu des billets étaient incorrects et constituaient, entre autres, des déclarations inexactes négligentes, auxquelles ces entités s'étaient raisonnablement fiées à leur détriment en décidant d'acheter les billets et que, par conséquent, les preneurs fermes (y compris Canaccord) étaient responsables de dédommager ces entités pour toutes les pertes ayant découlé de ces déclarations inexactes. Les arguments de défense opposables à ces allégations, à ces mises en cause et à la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.

**iii]** La Corporation Canaccord Genuity, entre autres, est codéfenderesse désignée dans un recours collectif présenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario en 2010. La demanderesse réclame notamment des dommages-intérêts en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) s'élevant à 50 millions \$ ainsi que des dommages-intérêts punitifs d'un montant de 5 millions \$, alléguant certaines informations trompeuses présentées dans un prospectus déposé par Allen-Vanguard Inc., dans le cadre duquel Canaccord, parmi d'autres, a agi à titre de preneur ferme. Les arguments de défense opposables à ces allégations, à ces mises en cause et à la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.

**iv]** Genuity a été désignée à titre de codéfenderesse dans le cadre d'un recours collectif présenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario par Marchés mondiaux CIBC Inc. en 2005, alléguant la sollicitation inappropriée auprès d'employés de la demanderesse, le complot, l'incitation à la rupture de contrat, l'ingérence dans des relations commerciales, le manquement à des obligations fiduciaires, l'utilisation inappropriée de renseignements confidentiels et l'appropriation indue de possibilités favorables pour l'entreprise. La demanderesse réclame à Genuity des dommages-intérêts généraux devant être déterminés par la cour ainsi qu'un compte rendu des avantages reçus par l'ensemble des partis dans le cadre de ces activités alléguées. Une poursuite a également été intentée contre l'ensemble des partis à l'égard de dommages-intérêts punitifs d'un montant de 10,0 millions \$. La direction croit pouvoir opposer une défense à ces poursuites et qu'aucun passif n'en résultera pour Genuity. Comme la Corporation Canaccord Genuity a pris en charge la totalité des actifs et des passifs de Genuity, elle peut être assujettie à toute décision qui pourrait être défavorable pour Genuity relativement à ce litige.

## **NOTE 18. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN**

### **i] Modifications aux statuts constitutifs**

Le 15 avril 2011, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé les modifications aux statuts constitutifs de la Société, qui visent à clarifier les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions se rattachant aux actions de la Société et à modifier le capital autorisé de la Société en créant une catégorie additionnelle d'actions privilégiées. Ces modifications procurent à la Société un plus vaste choix d'options de financement.

### **ii] Dividendes**

Le 17 mai 2011, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action payable le 15 juin 2011 aux actionnaires inscrits le 3 juin 2011.

## **NOTE 19. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour les états financiers consolidés de l'exercice 2011.

# Informations supplémentaires

Nota : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS <sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les actifs sous gestion, les actifs sous administration, l'information sur les actions ordinaires et les mesures financières)

Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates

	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Résultats financiers</b>					
Produits	<b>803 631 \$</b>	577 537 \$	477 721 \$	731 539 \$	756 914 \$
Charges	<b>663 185</b>	525 896	524 920	680 008	618 717
Impôts sur les bénéfices	<b>42 212</b>	13 144	452	20 197	44 741
Bénéfice net (perte nette)	<b>98 234</b>	38 497	(47 651)	31 334	93 456
<b>Secteur d'activité</b>					
Bénéfice (perte) avant frais intersectoriels imputés et impôts sur les bénéfices					
Canaccord Genuity <sup>2</sup>	<b>145 176 \$</b>	70 962 \$	(21 129) \$	88 575 \$	111 270 \$
Gestion de patrimoine Canaccord	<b>48 979</b>	27 783	22 707	1 205	70 529
Non sectoriel et autres	<b>(53 709)</b>	(47 104)	(48 777)	(38 249)	(43 602)
<b>Région géographique</b>					
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices					
Canada <sup>3</sup>	<b>110 796 \$</b>	30 036 \$	(9 799) \$	24 846 \$	99 218 \$
Royaume-Uni et autres établissements étrangers <sup>4</sup>	<b>13 812</b>	12 974	4 600	34 044	42 609
États-Unis <sup>5</sup>	<b>15 838</b>	8 631	(42 000)	(7 359)	(3 630)
<b>Information sur les actifs des clients (en millions \$)</b>					
Actifs sous gestion	<b>546 \$</b>	445 \$	393 \$	730 \$	807 \$
Actifs sous administration	<b>16 985</b>	12 922	9 184	14 295	15 014
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Par action (en \$)					
Résultat de base	<b>1,35 \$</b>	0,79 \$	(0,97) \$	0,70 \$	2,03 \$
Résultat dilué	<b>1,20</b>	0,69	(0,97)	0,64	1,94
Valeur comptable par action diluée <sup>6</sup>	<b>8,79</b>	6,96	6,51	7,21	7,74
Cours de l'action (en \$)					
Haut	<b>16,41 \$</b>	11,87 \$	11,75 \$	25,92 \$	27,50 \$
Bas	<b>7,95</b>	5,30	2,87	8,60	15,80
Clôture	<b>14,00</b>	11,10	5,40	9,80	22,12
Actions en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	<b>75 404</b>	48 868	49 343	43 873	45 973
Nombre d'actions émises et en circulation	<b>82 810</b>	55 571	55 093	47 835	47 832
Actions diluées	<b>85 655</b>	57 767	57 251	49 556	48 084
Nombre moyen de base	<b>72 990</b>	48 698	48 929	44 778	45 969
Nombre moyen dilué	<b>81 717</b>	55 662	54 189	48 727	48 081
Capitalisation boursière (en milliers)	<b>1 199 170</b>	640 259	309 155	485 649	1 063 625
<b>Mesures financières</b>					
Dividendes par action	<b>0,275 \$</b>	0,15 \$	0,125 \$	0,50 \$	0,36 \$
Rendement des actions (cours de clôture)	<b>2,0 %</b>	0,3 %	2,3 %	5,1 %	1,6 %
Ratio dividendes/bénéfice	<b>23,1 %</b>	22,4 %	(15,1) %	78,3 %	18,5 %
Rendement total des capitaux propres <sup>7</sup>	<b>28,6 %</b>	108,3 %	(44,2) %	(55,5) %	8,3 %
RCP <sup>8</sup>	<b>14,0 %</b>	9,8 %	(12,4) %	7,9 %	28,4 %
Multiple cours-bénéfice <sup>9</sup>	<b>12,0</b>	16,1	5,7	15,8	11,4
Ratio cours/valeur comptable <sup>10</sup>	<b>1,6</b>	1,6	0,8	1,4	2,9

<sup>1</sup> Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, mentionnons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la valeur comptable par action diluée, le rendement des actions, le ratio dividendes/bénéfice, le rendement total des capitaux propres, le multiple cours-bénéfice, le ratio cours/valeur comptable, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).

<sup>2</sup> Inclut la division internationale des marchés des capitaux de La Corporation Canaccord Genuity au Canada, Canaccord Genuity Limited au Royaume-Uni, Canaccord Genuity Inc. aux États-Unis, Canaccord Genuity Asia en Chine, de même que Canaccord International Ltd. à la Barbade.

<sup>3</sup> La région géographique du Canada inclut les activités de Canaccord Genuity (division de La Corporation Canaccord Genuity) et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres.

<sup>4</sup> Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Genuity Limited, qui œuvre sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés au poste Autres établissements étrangers, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd et de Canaccord Genuity Asia.

<sup>5</sup> Les activités d'exploitation de Canaccord aux États-Unis comprennent les activités des marchés des capitaux aux États-Unis, qui sont menées par Canaccord Genuity Inc., les activités de gestion de patrimoine et les activités du secteur Autres aux États-Unis, qui sont fournies par Canaccord Wealth Management (USA), Inc.

<sup>6</sup> La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

<sup>7</sup> Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action, y compris l'incidence du réinvestissement des dividendes et les distributions spéciales à leur date de versement.

<sup>8</sup> Le RCP est calculé en divisant le bénéfice net annuel par les capitaux propres moyens.

<sup>9</sup> Le multiple cours-bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de l'exercice et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

<sup>10</sup> Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de l'exercice et de la valeur comptable par action diluée.

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS CONDENSÉS <sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les mesures financières)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Produits</b>					
Commissions	294 650 \$	235 606 \$	233 104 \$	296 047 \$	303 672 \$
Financement de sociétés	327 499	215 237	117 916	295 787	319 240
Honoraires de consultation	84 914	39 200	51 453	41 087	31 033
Négociation à titre de contrepartiste	43 644	45 982	18 319	7 443	31 638
Intérêts	24 040	12 965	38 287	63 168	57 908
Divers	28 884	28 547	18 642	28 007	13 423
	<b>803 631</b>	<b>577 537</b>	<b>477 721</b>	<b>731 539</b>	<b>756 914</b>
<b>Charges</b>					
Rémunération au rendement <sup>2</sup>	391 050	299 084	222 006	347 079	382 897
Charges de personnel	64 420	59 415	56 771	54 294	47 608
Frais de négociation	31 507	28 884	26 311	27 090	27 452
Locaux et matériel	27 158	24 402	24 695	22 745	25 173
Communications et technologie	25 466	21 868	25 228	23 228	21 472
Intérêts	7 811	2 581	11 220	24 527	20 538
Frais d'administration	67 882	52 153	69 689	69 463	64 182
Amortissement	12 742	7 609	8 994	8 536	8 151
Frais de développement	22 409	24 900	28 773	32 049	21 244
Coûts liés aux acquisitions	12 740	5 000	—	—	—
Rajustement à la juste valeur des titres de PCAA	—	—	6 700	12 797	—
Programme de secours de Canaccord	—	—	5 347	54 200	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	—	31 524	—	—
Frais de restructuration	—	—	7 662	4 000	—
	<b>663 185</b>	<b>525 896</b>	<b>524 920</b>	<b>680 008</b>	<b>618 717</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	140 446	51 641	(47 199)	51 531	138 197
Impôts sur les bénéfices	42 212	13 144	452	20 197	44 741
<b>Bénéfice net (perte nette) de l'exercice</b>	<b>98 234 \$</b>	<b>38 497 \$</b>	<b>(47 651) \$</b>	<b>31 334 \$</b>	<b>93 456 \$</b>
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	194 007	160 868	222 597	213 659	136 463
Dividendes	(19 234)	(5 358)	(14 078)	(22 396)	(16 260)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>273 007 \$</b>	<b>194 007 \$</b>	<b>160 868 \$</b>	<b>222 597 \$</b>	<b>213 659 \$</b>
Charges de rémunération au rendement en % des produits	48,7 %	51,8 %	46,5 %	47,4 %	50,6 %
Total des charges de rémunération en % des produits <sup>3</sup>	56,7 %	62,1 %	58,4 %	54,9 %	56,9 %
Charges autres que de rémunération en % des produits	25,8 %	29,0 %	51,5 %	38,1 %	24,8 %
Charges totales en % des produits	82,5 %	91,1 %	109,9 %	93,0 %	81,7 %
Marge bénéficiaire avant impôts	17,5 %	8,9 %	(9,9) %	7,0 %	18,3 %
Taux d'imposition réel	30,1 %	25,5 %	(1,0) %	39,2 %	32,4 %
Marge bénéficiaire nette	12,2 %	6,7 %	(10,0) %	4,3 %	12,3 %
Résultat de base par action	1,35 \$	0,79 \$	(0,97) \$	0,70 \$	2,03 \$
Résultat dilué par action	1,20 \$	0,69 \$	(0,97) \$	0,64 \$	1,94 \$
Valeur comptable par action diluée <sup>4</sup>	8,79 \$	6,96 \$	6,51 \$	7,21 \$	7,74 \$
<b>Informations sectorielles supplémentaires</b>					
Canaccord Genuity	538 644 \$	363 558 \$	277 351 \$	431 642 \$	449 717 \$
Gestion de patrimoine Canaccord	233 049	187 046	172 484	249 127	272 619
Non sectoriel et autres	31 938	26 933	27 886	50 770	34 578
	<b>803 631 \$</b>	<b>577 537 \$</b>	<b>477 721 \$</b>	<b>731 539 \$</b>	<b>756 914 \$</b>

<sup>1</sup> Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux PCGR comprennent la charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits et la valeur comptable par action diluée.

<sup>2</sup> La charge de rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au Royaume-Uni.

<sup>3</sup> Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges de personnel, à l'exception des primes à l'embauche qui sont incluses dans les frais de développement. À compter de l'exercice 2011, les charges de personnel liées au groupe de développement ont été incluses à titre de charge de rémunération, alors qu'elles étaient auparavant classées comme frais de développement.

<sup>4</sup> La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

**BILANS CONSOLIDÉS CONDENSÉS**

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Actif</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	731 852 \$	701 173 \$	435 649 \$	506 640 \$
Titres détenus à la valeur du marché	947 185	362 755	133 691	92 796	348 764
Débiteurs	2 828 812	1 972 924	1 061 161	1 422 917	1 672 035
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	—	—	23 771	11 083	—
Impôts futurs	15 309	13 190	15 680	28 207	11 021
Placements	5 000	5 000	5 000	5 000	—
Placement dans des titres de PCAA	—	—	35 312	29 860	—
Matériel et améliorations locatives	40 818	38 127	46 311	40 686	37 549
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	319 180	—	—	32 520	33 933
	<b>5 110 372 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 022 099 \$</b>	<b>2 098 718 \$</b>	<b>2 609 942 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>					
Dette bancaire	13 580 \$	29 435 \$	75 600 \$	15 038 \$	— \$
Titres vendus à découvert à la valeur du marché	722 613	364 137	79 426	13 757	41 176
Créditeurs et charges à payer	3 557 275	2 308 146	1 469 369	1 687 479	2 156 540
Impôts sur les bénéfices à payer	23 977	5 385	—	—	15 035
Impôts futurs	21 404	—	—	—	—
Dette subordonnée	15 000	15 000	25 000	25 000	25 000
Capitaux propres	756 523	401 745	372 704	357 444	372 191
	<b>5 110 372 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 022 099 \$</b>	<b>2 098 718 \$</b>	<b>2 609 942 \$</b>

**STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES DIVERSES <sup>1</sup>**

Aux 31 mars	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Nombre d'employés au Canada</b>					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	268	203	209	253	246
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord	684	680	700	762	728
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	373	364	356	380	360
Total au Canada	1 325	1 247	1 265	1 395	1 334
<b>Nombre d'employés au Royaume-Uni</b>					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	144	139	114	125	93
<b>Nombre d'employés aux États-Unis</b>					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	175	163	151	163	163
<b>Nombre d'employés en Chine</b>					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity Asia	40	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
<b>Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société</b>	1 684	1 549	1 530	1 683	1 590
Nombre d'équipes de conseillers <sup>2</sup>	271	303	338	354	368
Nombre de spécialistes autorisés	645	718	790	852	817
Actif sous gestion (en millions \$)	546 \$	445 \$	393 \$	730 \$	807 \$
Actif sous administration (ASA) (en millions \$)	16 985 \$	12 922 \$	9 184 \$	14 295 \$	15 014 \$
ASA par équipe de conseillers en placement (en millions \$) <sup>2</sup>	63 \$	43 \$	27 \$	40 \$	41 \$
<b>Nombre de sociétés ayant</b>					
<b>Canaccord Genuity Limited comme courtier</b>					
London Stock Exchange (LSE)	26	23	9	5	1
Alternative Investment Market (AIM)	39	43	51	60	58
Total comme courtier	65	66	60	65	59
<b>Nombre de sociétés ayant</b>					
<b>Canaccord Genuity Limited comme Nomad <sup>3</sup></b>					
LSE	1	1	—	1	—
AIM	30	35	42	51	50
Total comme Nomad	31	36	42	52	50

<sup>1</sup>) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux PCGR.

<sup>2</sup>) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

<sup>3</sup>) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément « Nomad ») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Le Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

**FAITS SAILLANTS FINANCIERS TRIMESTRIELS <sup>1</sup>**

(en milliers \$ CA, sauf les actifs sous gestion, les actifs sous administration, l'information sur les actions ordinaires et les ratios financiers)

	Exercice 2011				Exercice 2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Résultats financiers</b>								
Produits	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$
Charges	189 817	193 338	135 346	144 684	137 658	150 887	115 883	121 468
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	16 834	18 792	4 228	2 358	(2 051)	7 197	1 115	6 883
Bénéfice net	40 944	42 704	9 711	4 875	7 526	15 113	6 746	9 112
<b>Secteur d'activité</b>								
Bénéfice (perte) avant frais intersectoriels imputés et impôts sur les bénéfices								
Canaccord Genuity <sup>2</sup>	53 766 \$	58 635 \$	19 401 \$	13 374 \$	12 160 \$	27 980 \$	14 457 \$	16 365 \$
Gestion de patrimoine								
Canaccord	18 564	17 491	5 420	7 504	8 155	9 686	4 925	5 017
Non sectoriel et autres	(14 552)	(14 630)	(10 882)	(13 645)	(14 840)	(15 356)	(11 521)	(5 387)
<b>Région géographique</b>								
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices								
Canada <sup>3</sup>	44 437 \$	51 997 \$	11 295 \$	3 067 \$	245 \$	17 106 \$	3 518 \$	9 167 \$
Royaume-Uni et autres établissements étrangers <sup>4</sup>	8 626	3 220	1 770	196	3 882	4 612	(107)	4 587
États-Unis <sup>5</sup>	4 715	6 279	874	3 970	1 348	592	4 450	2 241
<b>Actifs des clients (en millions \$)</b>								
Actifs sous gestion	546 \$	514 \$	473 \$	431 \$	445 \$	423 \$	453 \$	443 \$
Actifs sous administration	16 985	16 006	13 895	12 571	12 922	12 210	11 386	10 341
<b>Information sur les actions ordinaires</b>								
Par action (en \$)								
Résultat de base	0,54 \$	0,57 \$	0,13 \$	0,07 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$
Résultat dilué	0,48	0,51	0,12	0,06	0,14	0,27	0,12	0,16
Valeur comptable par action diluée <sup>6</sup>	8,79	8,42	8,03	7,84	6,96	7,00	6,78	6,73
Cours de l'action (en \$)								
Haut	16,41 \$	14,42 \$	10,89 \$	11,48 \$	11,34 \$	11,87 \$	10,71 \$	8,41 \$
Bas	13,03	10,09	8,77	7,95	8,27	9,50	6,70	5,30
Clôture	14,00	14,16	10,37	9,39	11,10	10,37	10,20	6,95
Actions en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	75 404	75 055	74 552	74 961	48 868	48 106	48 681	49 118
Nombre d'actions émises et en circulation	82 810	82 626	82 553	82 308	55 571	55 405	55 359	55 234
Actions diluées	86 080	85 938	84 565	85 357	57 814	57 267	57 226	57 245
Nombre moyen de base	75 194	74 947	74 235	67 931	48 697	48 147	48 536	48 165
Nombre moyen dilué	84 571	83 643	82 976	76 217	56 052	56 274	55 590	55 331
Capitalisation boursière (en milliers)	1 205 121	1 216 882	876 939	801 503	641 735	593 859	583 705	397 853
<b>Mesures financières</b>								
Dividendes par action	0,10 \$	0,075 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	— \$
Rendement des actions (cours de clôture)	2,9 %	2,1 %	1,9 %	2,1 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	—
Ratio dividendes/bénéfice	20,2 %	14,5 %	42,5 %	84,4 %	38,4 %	18,9 %	42,4 %	—
Rendement total des capitaux propres <sup>7</sup>	(0,4) %	37,3 %	11,0 %	(15,0) %	7,5 %	1,7 %	46,8 %	28,7 %
RCP annualisé <sup>8</sup>	22,4 %	24,2 %	5,7 %	3,7 %	7,6 %	15,2 %	6,9 %	9,7 %
Multiple cours-bénéfice <sup>9</sup>	12,0	17,1	17,6	15,9	16,1	16,7	(11,1)	(6,0)
Ratio cours/valeur comptable <sup>10</sup>	1,6	1,7	1,3	1,2	1,6	1,5	1,5	1,0

<sup>1</sup> Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, mentionnons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), les actifs sous administration (ASA), les actifs sous gestion (ASG), la valeur comptable par action diluée, le rendement des actions, le ratio dividendes/bénéfice, le rendement total des capitaux propres, le multiple cours-bénéfice et le ratio cours/valeur comptable.

<sup>2</sup> Inclut la division internationale des marchés des capitaux de La Corporation Canaccord Genuity au Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Chine sont présentés au poste Autres établissements étrangers, le rendement des actions, le ratio dividendes/bénéfice, le rendement total des capitaux propres, le multiple cours-bénéfice et le ratio cours/valeur comptable.

<sup>3</sup> La région géographique du Canada inclut les activités de Canaccord Genuity (division de La Corporation Canaccord Genuity) et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres.

<sup>4</sup> Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Genuity Limited, qui œuvre sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Chine sont présentés au poste Autres établissements étrangers, qui comprend les activités de Canaccord International Limited.

<sup>5</sup> Les activités d'exploitation de Canaccord aux États-Unis comprennent les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, qui sont menées par Canaccord Genuity Inc., les activités de gestion de patrimoine et les activités du secteur Autres aux États-Unis, qui sont fournies par Canaccord Wealth Management (USA), Inc.

<sup>6</sup> La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

<sup>7</sup> Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action, y compris l'incidence du réinvestissement des dividendes et les distributions spéciales à leur date de versement.

<sup>8</sup> Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP annualisé trimestriel est calculé en divisant le bénéfice net annualisé pour la période de trois mois par les capitaux propres moyens.

<sup>9</sup> Le multiple cours-bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

<sup>10</sup> Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de l'exercice et de la valeur comptable par action diluée.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS <sup>1</sup>

(en milliers \$ CA sauf  
les montants par action  
et les mesures financières)

	Exercice 2011				Exercice 2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Produits</b>								
Commissions	81 959 \$	87 433 \$	63 002 \$	62 256 \$	62 826 \$	60 696 \$	56 628 \$	55 456 \$
Financement de sociétés	103 646	116 716	51 236	55 901	54 191	82 089	32 366	46 590
Honoraires de consultation	25 702	25 276	13 215	20 721	8 323	6 328	15 254	9 296
Négociation à titre de contrepartiste	17 431	10 658	9 597	5 958	7 278	15 645	11 589	11 470
Intérêts	7 707	7 753	5 436	3 144	3 269	3 099	3 121	3 476
Divers	11 150	6 998	6 799	3 937	7 246	5 340	4 786	11 175
	<b>247 595</b>	<b>254 834</b>	<b>149 285</b>	<b>151 917</b>	<b>143 133</b>	<b>173 197</b>	<b>123 744</b>	<b>137 463</b>
<b>Charges</b>								
Rémunération au rendement <sup>2</sup>	119 103	127 033	71 823	73 091	72 783	93 872	63 966	68 463
Charges de personnel	17 543	14 739	16 322	15 816	16 685	14 945	13 983	13 802
Frais de négociation	8 624	7 937	7 241	7 705	7 418	7 140	7 002	7 324
Locaux et matériel	7 403	7 077	6 640	6 038	6 188	6 228	6 104	5 882
Communications et technologie	6 307	6 111	6 779	6 269	5 296	5 838	5 245	5 489
Intérêts	2 485	3 037	1 673	616	613	631	492	845
Frais d'administration	19 052	17 049	15 990	15 791	14 958	13 609	11 698	11 888
Amortissement	2 966	2 786	3 706	3 284	1 878	1 904	1 906	1 921
Frais de développement	6 334	5 819	5 172	5 084	6 839	6 720	5 487	5 854
Coûts liés aux acquisitions	—	1 750	—	10 990	5 000	—	—	—
	<b>189 817</b>	<b>193 338</b>	<b>135 346</b>	<b>144 684</b>	<b>137 658</b>	<b>150 887</b>	<b>115 883</b>	<b>121 468</b>
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	57 778	61 496	13 939	7 233	5 475	22 310	7 861	15 995
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	16 834	18 792	4 228	2 358	(2 051)	7 197	1 115	6 883
<b>Bénéfice net de la période</b>	<b>40 944 \$</b>	<b>42 704 \$</b>	<b>9 711 \$</b>	<b>4 875 \$</b>	<b>7 526 \$</b>	<b>15 113 \$</b>	<b>6 746 \$</b>	<b>9 112 \$</b>
Charges de la rémunération au rendement en % des produits	48,1 %	49,8 %	48,1 %	48,1 %	50,8 %	54,2 %	51,7 %	49,8 %
Total des charges de rémunération en % des produits <sup>3</sup>	55,2 %	55,6 %	59,0 %	58,5 %	62,5 %	62,8 %	63,0 %	59,8 %
Charges autres que de rémunération en % des produits	21,5 %	20,2 %	31,6 %	36,7 %	33,7 %	24,3 %	30,7 %	28,5 %
Charges totales en % des produits	76,7 %	75,9 %	90,7 %	95,2 %	96,2 %	87,1 %	93,7 %	88,3 %
Marge bénéficiaire avant impôts	23,3 %	24,1 %	9,3 %	4,8 %	3,8 %	12,9 %	6,4 %	11,6 %
Taux d'imposition réel	29,1 %	30,6 %	30,3 %	32,6 %	(37,5) %	32,3 %	14,2 %	43,0 %
Marge bénéficiaire nette	16,5 %	16,8 %	6,5 %	3,2 %	5,3 %	8,7 %	5,5 %	6,6 %
Résultat de base par action	0,54 \$	0,57 \$	0,13 \$	0,07 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$
Résultat dilué par action	0,48 \$	0,51 \$	0,12 \$	0,06 \$	0,14 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$
Valeur comptable par action diluée <sup>4</sup>	8,79 \$	8,42 \$	8,03 \$	7,84 \$	6,96 \$	7,00 \$	6,78 \$	6,73 \$
<b>Informations sectorielles supplémentaires</b>								
Canaccord Genuity	163 771 \$	177 758 \$	96 963 \$	100 152 \$	83 496 \$	116 090 \$	78 475 \$	85 497 \$
Gestion de patrimoine								
Canaccord	72 704	68 599	44 539	47 207	54 990	51 733	40 138	40 185
Non sectoriel et autres	11 120	8 477	7 783	4 558	4 647	5 374	5 131	11 781
	<b>247 595 \$</b>	<b>254 834 \$</b>	<b>149 285 \$</b>	<b>151 917 \$</b>	<b>143 133 \$</b>	<b>173 197 \$</b>	<b>123 744 \$</b>	<b>137 463 \$</b>

<sup>1</sup> Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux PCGR comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits, le total des charges autres que de rémunération en pourcentage des produits et la valeur comptable par action diluée.

<sup>2</sup> La charge de rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au Royaume-Uni.

<sup>3</sup> Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges de personnel, à l'exception des primes à l'embauche qui sont incluses dans les frais de développement. À compter du T1/11, les charges de personnel liées au groupe de développement ont été incluses à titre de charge de rémunération, alors qu'elles étaient auparavant classées comme frais de développement.

<sup>4</sup> La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

**BILANS CONSOLIDÉS CONDENSÉS**

(en milliers \$ CA)	Exercice 2011				Exercice 2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Actif</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	713 117 \$	636 908 \$	569 953 \$	731 852 \$	782 576 \$	709 455 \$	734 268 \$
Titres détenus à la valeur du marché	947 185	1 098 154	1 268 897	835 261	362 755	404 537	517 070	169 030
Débiteurs	2 828 812	2 383 057	2 987 415	2 185 305	1 972 924	1 311 144	2 085 356	1 166 610
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	—	—	5 567	5 287	—	—	2 107	17 740
Impôts futurs	15 309	16 473	15 136	13 418	13 190	11 890	12 019	13 358
Placements	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Placement dans des titres de PCAA	—	—	—	—	—	28 239	34 280	34 418
Matériel et améliorations locatives	40 818	36 860	37 463	39 001	38 127	40 471	41 718	44 366
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	319 180	316 928	317 858	319 685	—	—	—	—
	<b>5 110 372 \$</b>	<b>4 569 589 \$</b>	<b>5 274 244 \$</b>	<b>3 972 910 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 583 857 \$</b>	<b>3 407 005 \$</b>	<b>2 184 790 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>								
Dette bancaire	13 580 \$	34 914 \$	64 733 \$	82 992 \$	29 435 \$	44 600 \$	85 600 \$	105 788 \$
Titres vendus à découvert à la valeur du marché	722 613	853 869	1 236 229	702 976	364 137	324 877	382 209	56 318
Créditeurs et charges à payer	3 557 275	2 910 424	3 257 737	2 483 250	2 308 146	1 794 123	2 535 971	1 622 288
Impôts sur les bénéfices à payer	23 977	8 668	—	—	5 385	4 590	—	—
Impôts futurs	21 404	23 120	21 273	19 083	—	—	—	—
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Capitaux propres	756 523	723 594	679 272	669 609	401 745	400 667	388 225	385 396
	<b>5 110 372 \$</b>	<b>4 569 589 \$</b>	<b>5 274 244 \$</b>	<b>3 972 910 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 583 857 \$</b>	<b>3 407 005 \$</b>	<b>2 184 790 \$</b>

**STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES DIVERSES <sup>1</sup>**

	Exercice 2011				Exercice 2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Nombre d'employés au Canada</b>								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	268	276	276	273	203	204	200	204
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord	684	671	665	689	680	707	698	688
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	373	365	369	371	364	360	359	352
Total au Canada	1 325	1 312	1 310	1 333	1 247	1 271	1 257	1 244
<b>Nombre d'employés au Royaume-Uni</b>								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	144	141	143	138	139	137	125	118
<b>Nombre d'employés aux États-Unis</b>								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	175	175	178	169	163	162	157	152
<b>Nombre d'employés en Chine</b>								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity Asia	40	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
<b>Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société</b>	1 684	1 628	1 631	1 640	1 549	1 570	1 539	1 514
Nombre d'équipes de conseillers <sup>2</sup>	271	272	280	290	303	327	334	335
Nombre de spécialistes autorisés	645	653	712	684	718	753	763	773
Actif sous gestion (en millions \$)	546 \$	514 \$	473 \$	431 \$	445 \$	423 \$	453 \$	443 \$
Actif sous administration (ASA) (en millions \$)	16 985 \$	16 006 \$	13 895 \$	12 571 \$	12 992 \$	12 210 \$	11 386 \$	10 341 \$
ASA par équipe de conseillers en placement (en millions \$) <sup>2</sup>	63 \$	59 \$	50 \$	43 \$	43 \$	37 \$	34 \$	31 \$
<b>Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier</b>								
London Stock Exchange (LSE)	26	24	20	23	23	23	9	9
Alternative Investment Market (AIM)	39	35	37	39	43	45	44	49
Total comme courtier	65	59	57	62	66	68	53	58
<b>Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme Nomad <sup>3</sup></b>								
LSE	1	1	1	1	1	—	—	—
AIM	30	29	30	32	35	37	36	41
Total comme Nomad	31	30	31	33	36	37	36	41

<sup>1</sup> Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux PCGR.

<sup>2</sup> Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

<sup>3</sup> Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément « Nomad ») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Le Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

# Glossaire

## Actifs sous administration (ASA)

Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

## Actifs sous gestion (ASG)

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par Canaccord, dans le cadre du *Programme de conseils en placement CC* et du programme *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

## Action ordinaire

Type d'action le plus couramment et généralement détenu dans une société. Les dividendes doivent tout d'abord être versés aux actionnaires privilégiés avant de pouvoir être versés aux actionnaires ordinaires.

## Actions privilégiées

Catégorie d'action d'une société dont les droits sur les actifs et le bénéfice sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

## Alternative Investment Marker (AIM)

Branche de la Bourse de Londres (LSE), l'AIM assure un marché mondial pour les petites sociétés émergentes.

## Canaccord Adams

Se reporter à Canaccord Genuity.

## Canaccord Genuity

La division des marchés des capitaux de Canaccord a changé de nom en mai 2010, passant de Canaccord Adams à Canaccord Genuity, par suite de l'acquisition de Marchés des Capitaux Genuity.

## Canaccord Genuity Asia

Canaccord Genuity Asia est la marque utilisée pour les activités de Canaccord Genuity dans la région Asie-Pacifique.

## Centre financier international du Québec

Être membre offre certains avantages fiscaux et financiers, réduisant le taux global d'imposition des sociétés, en vertu de la loi du Québec.

## Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

## Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

## Comptes intégrés

Type de compte de courtage dont les charges administratives, de recherche, de consultation et de gestion sont réglées par un montant forfaitaire.

## Conseiller désigné (Nomad)

Société ayant obtenu l'autorisation de la LSE d'agir comme conseiller auprès d'entreprises qui désirent être admises à l'AIM. Un Nomad garantit à la LSE que l'entreprise répond aux critères d'admissibilité et, une fois qu'elle est admise, l'aide de façon permanente en ce qui a trait à la présentation de l'information et à d'autres questions touchant les marchés.

## Dilution

Variation des résultats et de la valeur comptable par action résultant de l'exercice de tous les bons de souscription et options et de la conversion des titres convertibles.

## Éléments importants

Charges qui ne sont pas considérées comme étant récurrentes ou représentatives du bénéfice d'exploitation. Pour Canaccord, elles comprennent les pertes de valeur de l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels, les coûts de restructuration, les rajustements de la juste valeur des PCAA et les charges pour le programme de secours à l'intention des clients de la Société. Les chiffres qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR.

## Éléments liés aux acquisitions

Les éléments liés aux acquisitions comprennent les coûts d'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et de The Balloch Group Limited, ainsi que l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de Genuity. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux PCGR.

## Équipe de conseillers en placement

Les équipes de conseillers comprennent généralement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos conseillers, car il faut habituellement trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne. Comme les succursales de gestion de patrimoine indépendante sont dirigées par un conseiller en placement (avec une équipe), chacune d'entre elles représente une seule équipe de conseillers.



**Financement de sociétés**

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

**Gestion de patrimoine indépendante**

Plateforme d'exploitation indépendante de Gestion de patrimoine Canaccord, selon laquelle les conseillers indépendants agissent à titre de mandataires indépendants de la Société. Chaque succursale de gestion du patrimoine indépendante est classée comme une équipe de conseillers comprenant un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients.

**Honoraires de consultation**

Les revenus tirés des frais que Canaccord facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

**International Financial Centre British Columbia Society**

Être membre offre certains avantages fiscaux et financiers, réduisant le taux global d'imposition des sociétés, en vertu de la loi de la Colombie-Britannique.

**Liquidité**

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

**London Stock Exchange (LSE)**

L'un des marchés boursiers les plus importants du monde, existant depuis plus de 300 ans et comptant plus de 3 000 sociétés inscrites. La LSE se divise en quatre principaux marchés, soit : le Main Market, l'AIM Market, le Professional Securities Market et le Specialist Fund Market.

**Marchés des capitaux Genuity**

Canaccord a acquis Marchés des capitaux Genuity et certaines de ses sociétés affiliées (également appelées « Genuity ») le 23 avril 2010. Genuity était un courtier indépendant en valeurs mobilières canadien avec une pratique solide en fusions et acquisitions et services de consultation. Par suite de l'acquisition, Canaccord a renommé sa division de marchés des capitaux Canaccord Genuity.

**Méthode de la valeur à risque**

La méthode de la valeur à risque est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui est défini comme la perte la plus défavorable prévue de la valeur marchande d'un portefeuille à un intervalle de confiance précis (p. ex., 95 %) au cours d'une période donnée (p. ex., quotidiennement).

**Négociation à titre de contrepartiste**

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits d'exploitation proviennent des gains et des pertes découlant de la négociation de stocks.

**Négociation à titre de négociateur inscrit**

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock par l'intermédiaire de négociateurs inscrits qui consiste à prendre des positions sur des titres de participation, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation. Les produits d'exploitation proviennent des gains et des pertes découlant de la négociation de stocks.

**Opérations internationales**

Exécution d'ordres sur des titres canadiens pour le compte de maisons de courtage américaines.

**Opérations sur titres à revenu fixe**

Opérations visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débetures convertibles.

**Papier commercial adossé à des actifs (PCAA)**

Véhicule de placement à court terme dont l'échéance varie généralement entre 90 et 180 jours. La Société a reçu des billets de PCAA restructurés en janvier 2009, en raison de problèmes de liquidité dans le marché du PCAA. Les billets de PCAA visés par la restructuration sont évalués à la juste valeur. Se reporter à la définition du rajustement à la juste valeur.

**Participation syndicale**

Groupe de maisons de financement de sociétés coordonnant la commercialisation, la distribution, l'établissement des prix et la stabilisation des opérations de financement en actions.

**Preneur ferme – financement de sociétés**

Achète des titres ou d'autres instruments auprès d'une société émettrice à des fins de revente aux épargnants.

**Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement**

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement. Chez Canaccord, cela comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

**Rajustement à la juste valeur**

Rajustement afin de refléter la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont la valeur de marché ne peut être déterminée, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif. Chez Canaccord, des ajustements ont été effectués pour refléter notre estimation de la valeur des billets de PCAA restructurés d'après l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles au moment de l'évaluation.

**Ratio d'efficience**

Ratio financier visant à évaluer l'efficience, obtenu en divisant le total des charges par le total des produits.

**Régime d'actionariat des employés**

Régime facultatif qui offre aux employés admissibles la possibilité d'acheter des actions de la Société au moyen de déductions à la source, avec contribution additionnelle de la Société.

**Régime d'intéressement à long terme (RILT)**

Système de récompense conçu pour harmoniser les intérêts des employés et ceux des actionnaires externes. En vertu du RILT de Canaccord, une partie de la rémunération annuelle admissible des employés est retenue pour l'achat d'unités d'actions temporairement inaccessibles de la Société. Les unités d'actions temporairement inaccessibles sont bonifiées par la Société, et leurs droits sont acquis sur trois ans.

**Rendement de l'action**

Ratio financier établi entre le montant des dividendes versés chaque année par la Société et le cours de l'action. Le rendement de l'action est égal au montant total annuel des dividendes par action divisé par le cours de l'action de la Société.

**Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)**

Bénéfice net exprimé en pourcentage de l'avoir moyen en actions ordinaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

**Résultat par action (RPA) dilué**

Résultat net divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur les actions et d'autres rémunérations à base d'actions.

**Risque**

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

**Services de courtage de correspondance**

La fourniture, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

**Services de négociation**

Services de cotation, de rapprochement des opérations et de gestion pour l'exécution des opérations, la gestion des registres des ordres et la communication de l'information sur les portefeuilles.

**Taxe pour le régime national d'assurance-maladie (RNAM)**

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

**The Balloch Group**

The Balloch Group était un petit courtier en valeurs mobilières de premier plan en Chine que Canaccord a acquis en janvier 2011. Les activités de Canaccord en Chine ont par la suite été renommées Canaccord Genuity Asia.

**Titres bloqués**

Actions ordinaires de la Société qui sont assujetties à des conditions de libération particulières.

**Valeur comptable par action ordinaire diluée**

Mesure des capitaux propres par action calculés en soustrayant les passifs des actifs et en divisant le montant obtenu par le nombre d'actions diluées en circulation. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

**Ventes et opérations institutionnelles**

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés et d'exécution d'ordres en Bourse ainsi que de consultation aux clients institutionnels.

## Gouvernance d'entreprise

Le conseil d'administration (conseil), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gestion de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (mandat) renfermant un cadre de référence pour le conseil, énonçant ses responsabilités en matière de gestion ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

### COMMUNICATION AVEC LES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

Terence Lyons a été nommé par le conseil de Financière Canaccord Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent être envoyées par écrit par la poste à M. Lyons, à l'adresse 406 – 815 Hornby Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2E6.

### PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

### IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés à l'entreprise de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

### PLANIFICATION ET ÉVALUATION DE LA RELÈVE

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (CGER) reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

## COMMUNICATION ET INFORMATION PUBLIQUE

Les contrôles et politiques en matière de communication (« CPC ») de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que de l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès d'autorités de réglementation en valeurs mobilières et les communiqués de presse sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur le bénéfice de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

## CONTRÔLES INTERNES

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2011, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures à l'égard de la communication de l'information financière selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2011.

## GOUVERNANCE

Le conseil reconnaît la tendance actuelle à nommer une majorité d'administrateurs indépendants. Comme la Société reste en grande partie détenue par les employés, le conseil est d'avis que le nombre de ses membres qui sont des administrateurs indépendants cadre adéquatement avec les perspectives et intérêts des actionnaires sans contrôle.

- Le conseil compte actuellement 15 membres, dont 6 sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières.
- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, y compris un questionnaire confidentiel dont les résultats sont compilés par un consultant externe.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

## SOMMAIRE DES CHARTES ET DES COMITÉS

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Tous les comités du conseil sont composés exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas membres de la direction, dont une majorité sont des administrateurs indépendants.

### Comité d'audit

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de trois administrateurs indépendants. Tous les membres du comité d'audit ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité d'audit sont MM. Lyons (président), Eeuwes et Carello.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit dispose de voies de communication directe avec les auditeurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les auditeurs externes sont embauchés par le comité d'audit dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue hors la présence de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit mis à part la partie de la réunion où les membres de la direction s'absentent pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

### Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et d'y recommander des changements, le cas échéant. Il est composé de trois administrateurs non reliés, MM. Harris (président), Eeuwes et Lyons. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue hors de la présence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

## Conseil d'administration

### Howard Balloch (2011)

Howard Balloch est le président du conseil de Canaccord Genuity Asia, activités sur les marchés des capitaux de Canaccord en Chine. M. Balloch est un dirigeant réputé de l'industrie qui a établi des relations empreintes de respect avec de nombreux intervenants clés partout en Chine. Après y avoir été ambassadeur du Canada pendant presque six ans, il a fondé The Balloch Group en 2001 et en a fait le principal courtier en valeurs mobilières de petite taille de la Chine avant son acquisition par Canaccord en janvier 2011. Avant de passer les 15 dernières années en Chine, M. Balloch a occupé un certain nombre de postes haut placés au sein du gouvernement canadien, à Ottawa. Il est membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés, dont Methanex Corporation, Ivanhoe Mines Ltd. et Ivanhoe Energy Ltd.

### Charles Bralver (2010)

M. Bralver est associé de Massif Partners LLP, société de gestion d'actifs intégrée située à Greenwich, au Connecticut. De mai 2007 à septembre 2010, il a été doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de la Tufts University. M. Bralver a été cofondateur d'Oliver Wyman & Company au sein de laquelle il a occupé plusieurs postes, de 1984 à 2007, y compris ceux de vice-président du conseil, de chef pour l'Europe, de chef pour l'Amérique du Nord et de chef du secteur Marchés des capitaux mondiaux. De 2007 à 2009, il a agi à titre de conseiller stratégique pour le secteur Financial Services Practice de Warburg Pincus LLC. Il a également siégé au conseil consultatif principal d'Oliver Wyman et a été membre du comité de réception (Board of Visitors) de la Fletcher School (où il est président du conseil du Center for Emerging Market Enterprises) et du centre des affaires internationales (Center for International Affairs) John Sloan Dickey du Dartmouth College.

M. Bralver détient une maîtrise ès art (M.A.) et une maîtrise en droit et diplomatie (Master of Arts in Law and Diplomacy) avec très haute distinction en affaires internationales et économie de l'énergie (International Business and Energy Economics) de la Fletcher School de la Tufts University ainsi qu'un baccalauréat en relations et histoire internationales (International Relations and History) du Dartmouth College à Hanover au New Hampshire, où il a été récipiendaire de la bourse d'étude Rufus Choate.

### Peter M. Brown, O.B.C., LL.D. (1997)

M. Brown est président du conseil et administrateur de Financière Canaccord Inc. ainsi que de Financière Canaccord Ltée. En 1968, il s'est joint à Hemsworth, Turton & Co., Ltd., qui est ensuite devenue La Corporation Canaccord Genuity.

Depuis 1968, M. Brown joue un rôle actif dans les marchés financiers canadiens. M. Brown est actuellement membre du conseil d'administration de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM), et est un ancien membre du conseil et du comité de direction de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières. Il a été président du conseil d'administration de l'Université de Colombie-Britannique, de la Bourse de Vancouver, de BC Place Corporation et de BC Enterprise Corporation. Il a aussi été vice-président du conseil d'administration d'Expo '86 Corporation.

Il siège actuellement au conseil des fiduciaires du Fraser Institute, organisme canadien voué à la recherche. Ancien membre de la Chief Executives Organization et de la Young Presidents Organization, du conseil des gouverneurs de l'Institut atlantique des affaires internationales, du Conseil consultatif de recherche comptable de l'ICCA et du Conseil pour le Monde des affaires et des arts du Canada.

M. Brown a déjà reçu le prix de l'homme d'affaires de l'année de la BC Chamber of Commerce. Parmi les autres distinctions qui lui ont été accordées, mentionnons le BC & Yukon Chamber of Mines Financier Award en 2000, le Grand Prix de l'Entrepreneur 2001 d'Ernst & Young pour la région du Pacifique et le Distinguished Service Award de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs en 2002.

En janvier 2003, on a remis à M. Brown une Médaille commémorative du jubilé de Sa Majesté la reine Elizabeth II en reconnaissance de son apport à la communauté. En juin 2003, on lui a décerné l'Order of British Columbia en reconnaissance de son travail de financement au profit de divers organismes de bienfaisance de la Colombie-Britannique ainsi que de son rôle crucial dans la mobilisation de capitaux pour des centaines d'entreprises de cette province.

En février 2004, M. Brown a été nommé personnalité de l'année par le Brotherhood Inter-Faith Society of British Columbia et, en 2007, il a reçu le Distinguished Graduate Award de St. George's Private School. Il a reçu en 2005 un doctorat honorifique en droit de l'Université de Colombie-Britannique. Il a aussi siégé au conseil d'administration du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (COVAN). En 2010, M. Brown a été intronisé au Temple de la renommée du secteur minier canadien et est devenu le premier citoyen à recevoir une Citation d'honneur de la part du chef de police de la ville de Vancouver. Il a également reçu le Prix pour l'ensemble des réalisations lors de l'édition 2010 du Grand Prix de l'Entrepreneur du Pacifique.

**Massimo Carello (2008)**

*Comité d'audit*

M. Carello est administrateur de sociétés et investisseur privé dans des sociétés ouvertes. M. Carello a été président du conseil et chef de la direction du comité de vérification de Fiat UK Ltd, de 1990 à 2001, et président du conseil et chef de la direction de Diners Club UK Ltd., de 2001 à 2004. Il a été membre du comité des présidents de la Confederation of British Industry (CBI) de 1998 à 2003 et membre du comité européen de CBI. Il a été vice-président de la chambre de commerce italienne au Royaume-Uni de 1998 à 2005. Outre Financière Canaccord Inc., M. Carello est administrateur et membre du comité d'audit des sociétés ouvertes suivantes : Canadian Overseas Petroleum Ltd. et Orsu Metals Corporation. Jusqu'en décembre 2010, il a également été administrateur et membre du comité d'audit d'Uranium One Inc.

**William J. Eeuwes (2002)**

*Comité d'audit*

*Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

M. Eeuwes est premier vice-président et directeur général de Capital Manulife, division de La Compagnie d'Assurance-vie Manufacturers. En qualité de dirigeant, il a la responsabilité de quatre équipes d'actifs de placements au Canada, soit Capital Manuvie (souscriptions privées et financement mezzanine), Financement de projets (énergie et infrastructures), Regional Power Inc. et NAL Resource Management Limited (pétrole et gaz). Avant de se joindre à Manuvie en 1999, M. Eeuwes a fait carrière dans le secteur bancaire, comptant 25 ans d'expérience en prise ferme et en gestion d'une vaste gamme d'activités de financement, comme les prises de contrôle par emprunt, les prêts aux entreprises et le financement de projets. M. Eeuwes est diplômé de la Richard Ivey School of Business de l'Université de Western Ontario. Outre Financière Canaccord Inc., il est administrateur de la société ouverte NAL Energy Corporation, cotée à la Bourse de Toronto.

**Philip Evershed (2010)**

M. Evershed était contrepartiste au sein de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne acquise par Financière Canaccord en avril 2010. Avant de cofonder Genuity, il a passé 14 ans au sein de Marchés mondiaux CIBC, plus récemment à titre de co-chef des Services bancaires d'investissement et chef du groupe des fusions et acquisitions. Avant de joindre les rangs de CIBC, M. Evershed agissait à titre de chef de cabinet du vice-premier ministre du Canada. Il siège au conseil d'administration de la Canadian Satellite Radio Holdings Inc. et d'Iogen Corporation. M. Evershed détient une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Toronto et un baccalauréat décerné par l'école de gestion et des sciences économiques (School of Business and Economics) de l'Université Wilfrid-Laurier.

**Matthew Gaasenbeek (2010)**

Matthew Gaasenbeek compte plus de 18 ans d'expérience en valeurs et services financiers. Il a joué un rôle clé dans la mise sur pied de l'équipe des marchés des capitaux d'Amérique du Nord de Canaccord Genuity, où il a participé à plus de 3 000 opérations d'une valeur totale de plus de 15 milliards de dollars.

Avant de se joindre à la Société, M. Gaasenbeek était conseiller en gestion chez Price Waterhouse. Il détient un MBA de l'Ivey School of Business.

**Michael D. Harris, ICD.D (2004)**

*Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

M. Harris est conseiller au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell LLP et président de Steane Consulting Ltd., sa propre société d'experts-conseils. Auparavant, il était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Goodmans LLP. De 1995 à 2002, il a été premier ministre de l'Ontario. M. Harris est aussi administrateur d'un certain nombre d'autres sociétés ouvertes et siège au conseil d'administration de la Fondation Tim Horton pour les enfants et de la Mount Royal College Foundation. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'ISA.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

**Timothy J.D. Hoare (2005)**

M. Hoare est président du conseil et chef de la direction de Canaccord Genuity Limited. En 1990, M. Hoare est devenu administrateur de Crédit Lyonnais Laing International. En 1993, il a fondé T. Hoare & Co. Limited, maison de courtage dont le siège est situé à Londres (Angleterre). En 1996, Canaccord a acquis une participation minoritaire dans T. Hoare & Co. Limited qui est devenue une filiale en propriété exclusive de Canaccord Genuity Limited en 1999.

**David Kassie (2010)**

David Kassie était contrepartiste, président du conseil et chef de l'exploitation de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne acquise par Financière Canaccord Inc. en avril 2010. Avant 2004, il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC. M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration, notamment ceux d'ACE Aviation Holdings Inc. et d'AIM Health Group Inc., et il a été administrateur d'Alliance Atlantis Communications Inc. de 1992 à 2007. Il participe activement à des organismes communautaires et caritatifs en plus de siéger au conseil d'administration du Hospital for Sick Children, de l'Ivey School of Business et du Groupe Festival international du film de Toronto. M. Kassie détient un baccalauréat en commerce avec spécialisation en économie de l'Université McGill ainsi qu'un MBA de l'Université Western Ontario.

**Terrence A. Lyons (2004)**

*Comité d'audit*

*Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

M. Lyons est président du conseil de Northgate Minerals Corporation. Northgate met actuellement sur pied en Ontario le projet Young Davidson portant sur trois millions d'onces d'or, exploite deux mines d'or en Australie et est en voie d'agrandir la mine souterraine Kemess, située dans le nord de la Colombie-Britannique.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de la Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université Western Ontario. Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business et participe activement à des événements sportifs et caritatifs. Il a été gouverneur de la Fondation olympique canadienne et président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique. En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier.

En plus de Financière Canaccord Inc. et de Northgate Minerals Corporation, M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes suivantes : Diamonds North Resources Ltd., Eacom Timber Corporation, Pacific Wildcat Resources Corporation, Polaris Minerals Corporation, Reliable Energy Ltd., Sprott Resource Corp. et TTM Resources Inc. Il est également administrateur de BC Pavilion Corporation (PavCo) ainsi que de plusieurs sociétés fermées.

**Mark G. Maybank (2006)**

M. Maybank est chef de l'exploitation de Financière Canaccord Inc. et président et chef de l'exploitation de Canaccord Genuity Corp. Il s'est joint à Canaccord en 2001 à titre de responsable des activités de recherche. Avant de se joindre à Canaccord, M. Maybank était premier vice-président d'une société de développement de logiciels et de services technologiques. Auparavant, il a été analyste technique pour Yorkton Securities et chef des finances d'une société de téléphonie cellulaire basée aux États-Unis. Il avait aussi déjà occupé divers postes au sein d'un grand cabinet multinational de services-conseils et d'experts-comptables. M. Maybank détient les titres de comptable agréé et d'expert en évaluation d'entreprise.

**Paul D. Reynolds (2005)**

Paul Reynolds a été nommé président de Financière Canaccord Inc. en août 2006, et chef de la direction en août 2007. M. Reynolds est également vice-président du conseil et chef à l'échelle mondiale de Canaccord Genuity depuis avril 2005. Il est très actif au sein des services de financement de sociétés et dirige la Société depuis les bureaux de Canaccord situés à Toronto.

M. Reynolds compte plus de 25 ans d'expérience dans le secteur des valeurs mobilières après avoir commencé comme négociateur sur le parquet d'une Bourse. Il s'est joint à Financière Canaccord Inc. en 1985 à titre de conseiller en placement au bureau de Vancouver. Il s'est spécialisé dans le financement des sociétés émergentes et en développement dans les secteurs des ressources, de la technologie et de la biotechnologie.

De 1999 à 2008, M. Reynolds a dirigé le bureau de Canaccord situé à Londres (Angleterre) à titre de président et de chef de l'exploitation des activités européennes. Il a été un élément clé du développement de l'entreprise de Canaccord en Europe et un artisan d'avant-plan du succès de Canaccord qui s'est positionnée comme un participant actif sur les marchés boursiers européens, spécialisé dans les petites et moyennes entreprises émergentes.



**Michael A. Walker, LL.D., D.S.S. (2006)**

M. Walker est Senior Fellow au Fraser Institute et président de The Fraser Institute Foundation. Depuis sa création en 1974 jusqu'en septembre 2005, M. Walker a dirigé les activités du Fraser Institute, organisme indépendant de politique publique. Auparavant, il a enseigné à l'Université de Carleton et à l'Université Western Ontario. Il a aussi déjà travaillé à la Banque du Canada avant d'être embauché au ministère des Finances du gouvernement fédéral. M. Walker est titulaire d'un doctorat de l'Université Western Ontario et d'un baccalauréat de l'Université St. Francis Xavier, en Nouvelle-Écosse.

**John B. Zaozirny, c.r. (2004)**

M. Zaozirny a joint les rangs de La Corporation Canaccord Genuity en janvier 1996 à titre d'administrateur et de vice-président du conseil. Il fait actuellement partie du groupe Marchés des capitaux. Avant de prendre sa retraite en décembre 2008, il était également avocat au sein du cabinet McCarthy Tétrault s.r.l. et membre de la Law Society of Alberta et de la Law Society of British Columbia. M. Zaozirny a siégé à l'Assemblée législative de l'Alberta, à titre de ministre de l'Énergie, de 1982 à 1986. Il est également administrateur d'un certain nombre d'autres sociétés ouvertes.

*La date figurant après le nom de chaque administrateur indique l'année où il a joint les rangs du conseil d'administration. Le mandat des administrateurs sera assujéti à un vote lors de la prochaine assemblée générale annuelle en 2011.*

# Bureaux

## CANACCORD GENUITY

### Canada

#### Toronto

P.O. Box 516  
Brookfield Place  
Suite 3000  
161 Bay Street  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2S1  
Téléphone : 416-869-7368  
Sans frais (Canada) : 1-800-382-9280  
Sans frais (É.-U.) : 1-800-896-1058

#### Calgary

TransCanada Tower  
Suite 2200  
450 – 1st Street SW  
Calgary (Alberta)  
Canada T2P 5P8  
Téléphone : 403-508-3800  
Sans frais : 1-800-818-4119

#### Montréal

Bureau 2000  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec)  
Canada H3B 4W8  
Téléphone : 514-844-5443  
Sans frais : 1-800-361-4805

#### Vancouver

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-643-7300  
Sans frais (Canada) : 1-800-663-1899  
Sans frais (É.-U.) : 1-800-663-8061

### Barbade

26 Cassia Heights  
Royal Westmoreland  
St. James, Barbade BB 24023  
Téléphone : 246-419-0466

### Royaume-Uni

#### Londres

7th Floor, Cardinal Place  
80 Victoria Street  
Londres, Royaume-Uni  
SW1E 5JL  
Téléphone : 44 20 7050 6500

#### Édimbourg

29 Rutland Square  
Édimbourg, Royaume-Uni  
EH1 2BW  
Téléphone : 44 0 131 222 9400

### États-Unis

#### Boston

Suite 1200  
99 High Street  
Boston, MA  
USA 02110  
Téléphone : 617-371-3900  
Sans frais : 1-800-225-6201

#### New York

2nd Floor  
535 Madison Avenue  
New York, NY  
USA 10022  
Téléphone : 212-849-3900  
Sans frais : 1-800-818-2196

#### San Francisco

Suite 2000  
101 Montgomery Street  
San Francisco, CA  
USA 94104  
Téléphone : 415-229-7171  
Sans frais : 1-800-225-6104

#### Houston

71st floor  
1000 Louisiana Street  
Houston, TX  
USA 77002  
Téléphone : 713-331-9901

#### Chicago

Suite 135  
1880 Oak Avenue  
Chicago, IL  
USA 60201  
Téléphone : 847-864-1137

#### Minneapolis

Plaza VII Suite 2640  
45 7th Street  
Minneapolis, MN  
USA 55402-1648  
Téléphone : 805-205-0589

### Chine

#### Beijing

Suite C700  
Liangmaqiao Rd.  
Beijing 100125  
Chine  
Téléphone : 86 10 8451 5559

#### Shanghai

Suite 1205, Tower 1, Plaza 66  
1266 Nanjing West Road  
Jing'an District  
Shanghai 200040  
Chine  
Téléphone : 86 21 6288 6895

#### Wuhan

Suite 3315, Tower 1  
New World International Trade Centre  
Wuhan, Hubei 430022  
Chine  
Téléphone : 86 27 8536 7549

#### Hangzhou

Suite 1001, Gongyuan North Building  
8 Qiushi Road  
Hangzhou, Zhejiang  
Chine  
Téléphone : 86 571 8992 2216

## GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD

### Succursales

#### Colombie-Britannique

*Vancouver – siège social*  
P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-643-7300  
Sans frais (Canada) : 1-800-663-1899  
Sans frais (États-Unis) : 1-800-663-8061

#### Abbotsford

Suite 200  
32071 South Fraser Way  
Abbotsford (Colombie-Britannique)  
Canada V2T 1W3  
Téléphone : 604-504-1504  
Sans frais : 1-877-977-5677

#### Kelowna

Suite 602  
1708 Dolphin Avenue  
Kelowna (Colombie-Britannique)  
Canada V1Y 9S4  
Téléphone : 250-712-1100  
Sans frais : 1-888-389-3331

#### Victoria

Suite 400  
737 Yates Street  
Victoria (Colombie-Britannique)  
Canada V8W 1L6  
Téléphone : 250-388-5354  
Sans frais : 1-877-666-2288

#### White Rock

Suite 305  
1688 – 152nd Street  
Surrey (Colombie-Britannique)  
Canada V4A 4N2  
Téléphone : 604-538-8004  
Sans frais : 1-800-665-2001

#### Ontario

*Toronto*  
P.O. Box 516  
Brookfield Place  
Suite 2900  
161 Bay Street  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2S1  
Téléphone : 416-869-7368  
Sans frais (Canada) :  
1-800-382-9280  
Sans frais (États-Unis) :  
1-800-896-1058

#### London

One London Place  
Suite 1600  
255 Queens Avenue  
London (Ontario)  
Canada N6A 5R8  
Téléphone : 519-434-6259  
Sans frais : 1-866-739-3386

#### Thunder Bay

Suite 202  
1001 William Street  
Thunder Bay (Ontario)  
Canada P7B 6M1  
Téléphone : 807-476-1750  
Sans frais : 1-877-889-2233

#### Waterloo

Suite 101  
80 King Street South  
Waterloo (Ontario)  
Canada N2J 1P5  
Téléphone : 519-886-1060  
Sans frais : 1-800-495-8071

#### Alberta

*Calgary*  
TransCanada Tower  
Suite 2200  
450 – 1st Street SW  
Calgary (Alberta)  
Canada T2P 5P8  
Téléphone : 403-508-3800  
Sans frais : 1-800-818-4119

#### Edmonton

Manulife Place  
Suite 2700  
10180 – 101st Street  
Edmonton (Alberta)  
Canada T5J 3S4  
Téléphone : 780-408-1500  
Sans frais : 1-877-313-3035

#### Québec

##### Montréal

Bureau 2000  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec)  
Canada H3B 4W8  
Téléphone : 514-844-5443  
Sans frais : 1-800-361-4805

##### Québec

Place de la Cité  
Tour Belle-Cour  
Bureau 1040  
2590, boulevard Laurier  
Québec (Québec)  
Canada G1V 4M6  
Téléphone : 418-658-2924  
Sans frais : 1-866-658-2924

#### Nouvelle-Écosse

##### Halifax

P.O. Box 338 CRO  
Suite 1300  
1701 Hollis Street  
Halifax (Nouvelle-Écosse)  
Canada B3J 2N7  
Téléphone : 902-442-3162  
Sans frais : 1-866-371-2262

**CANACCORD WEALTH  
MANAGEMENT (USA), INC.**

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-684-5992

**SUCCURSALES DE GESTION DE PATRIMOINE INDÉPENDANTE****Ontario**

*Toronto*  
P.O. Box 2039  
Suite 1500  
20 Eglinton Avenue West  
Toronto (Ontario)  
Canada M4R 1K8  
Téléphone : 416-222-7003  
Sans frais : 1-866-852-6740

*Burlington*

Suite 805  
5500 North Service Road  
Burlington, (Ontario)  
Canada L7L 6W6  
Téléphone : 905-335-5223  
Sans frais : 1-855-392-5626

*Cobourg*

7941 County Road #2  
Cobourg (Ontario)  
Canada K9A 4J7  
Téléphone : 905-372-1300  
Sans frais : 1-866-536-3702

*Ottawa*

Suite 201  
1525 Carling Avenue  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1Z 8R9  
Téléphone : 613-233-3158  
Sans frais : 1-888-899-9994

*Ottawa*

Suite 510  
2 Gurdwara Road  
Ottawa (Ontario)  
Canada K2E 1A2  
Téléphone : 613-274-2662  
Sans frais : 1-877-721-1189

*Kingston (sous-succursale)*

Suite 203  
4 Cataraqui Street  
Kingston (Ontario)  
Canada K7K 1Z7  
Téléphone : 613-547-0097

*Kitchener*

Unit E  
4281 Kings Street East  
Kitchener (Ontario)  
Canada N2P 2E9  
Téléphone : 519-219-6611  
Sans frais : 1-866-232-1894

*Simcoe*

49 Robinson Street  
Simcoe (Ontario)  
Canada N3Y 1W5  
Téléphone : 519-428-7525  
Sans frais : 1-800-301-9379

**Colombie-Britannique***Campbell River*

1631 Island Hwy  
Campbell River (Colombie-Britannique)  
Canada V9W 2E6  
Téléphone : 250-287-8807  
Sans frais : 1-800-347-0270

*Nanaimo*

75 Commercial Street  
Nanaimo (Colombie-Britannique)  
Canada V9R 5G3  
Téléphone : 250-754-1111  
Sans frais : 1-800-754-1907

*Prince George*

Suite 101  
1840 Third Avenue  
Prince George (Colombie-Britannique)  
Canada V2M 1G4  
Téléphone : 250-614-0888  
Sans frais : 1-866-614-0888

*Prince George*

1520 – 3rd Avenue  
Prince George (Colombie-Britannique)  
Canada V2L 3G4  
Téléphone : 250-562-7255  
Sans frais : 1-800-667-3205

## BUREAUX

### *Vernon*

3108 – 30th Avenue  
Vernon (Colombie-Britannique)  
Canada V1T 2C2  
Téléphone : 250-558-5431  
Sans frais : 1-800-665-2505

### **Alberta**

#### *Calgary*

Suite 207  
322, 11th Avenue SW  
Calgary (Alberta)  
Canada T2R 0C5  
Téléphone : 403-531-2444  
Sans frais : 1-866-531-2444

#### *Calgary*

Suite 1409 2nd Street SW  
Calgary (Alberta)  
Canada T2R 0W7  
Téléphone : 403-263-7999  
Sans frais : 1-877-263-7999

#### *Calgary (sous-succursale)*

1600  
333 11th Avenue SW  
Calgary (Alberta)  
Canada T2R 1L9  
Téléphone : 403-444-1992

### **Québec**

#### *Gatineau*

Bureau 501  
160, boulevard de l'Hôpital  
Gatineau (Québec)  
Canada J8T 8J1  
Téléphone : 819-568-5025  
Sans frais : 1-800-595-5025

### **Saskatchewan**

#### *Saskatoon*

Suite 100  
333 – 25th Street East  
Saskatoon (Saskatchewan)  
Canada S7K 0L4  
Téléphone : 306-665-2133  
Sans frais : 1-866-665-2121

## AUTRES BUREAUX

### **Pinnacle Correspondent Services**

#### *Vancouver*

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-643-7300

#### *Toronto*

P.O. Box 516  
Brookfield Place  
Suite 3000  
161 Bay Street  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2S1  
Téléphone : 416-869-7368

### **Négociation à titre de contrepartiste<sup>1</sup>**

#### *Ancaster*

Suite 3  
240 Wilson Street East  
Ancaster (Ontario)  
Canada L9G 2B7  
Téléphone : 905-648-7368

<sup>1)</sup> Les activités de négociation à titre de contrepartiste ne sont pas exclusives à ce bureau.

# Renseignements à l'intention des actionnaires

## SIÈGE SOCIAL

### Adresse du bureau

Financière Canaccord Inc.  
Suite 2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada

### Adresse postale

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V7Y 1H2 Canada

## SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

[www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com)

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

### Relations avec les investisseurs

Suite 3000 – 161 Bay Street  
Toronto (Ontario) Canada  
Téléphone : 416-869-7293  
Télécopieur : 416-947-8343  
Courriel : [investor.relations@canaccord.com](mailto:investor.relations@canaccord.com)

## RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

### Scott Davidson

Directeur général et chef mondial,  
Marketing et communications  
Téléphone : 416-869-3875  
Courriel : [scott.davidson@canaccord.com](mailto:scott.davidson@canaccord.com)

Le présent rapport annuel 2011 de Financière Canaccord est disponible sur notre site Web à l'adresse [www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com). Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

## INSCRIPTION EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF  
AIM : CF.

## INFORMATION SUR LA NÉGOCIATION DES ACTIONS ORDINAIRES (EXERCICE 2011)

Bourse	Télescripteur	Actions diluées en circulation au 31 mars 2011	Cours à la fin de l'exercice au 31 mars 2011	Haut	Bas	Total du volume des actions négociées
Toronto TSX	CF	85 655 328	14,00 \$	16,41 \$	7,95 \$	28 445 319
London AIM	CF.	85 655 328	8,98 £	10,53 £	5,10 £	19 017

## DATES ET MONTANTS CONCERNANT LES DIVIDENDES POUR L'EXERCICE 2011

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende
30 juin 2010	27 août 2010	10 septembre 2010	0,050 \$
30 septembre 2010	19 novembre 2010	10 décembre 2010	0,050 \$
31 décembre 2010	4 mars 2011	15 mars 2011	0,075 \$
31 mars 2011	3 juin 2011	15 juin 2011	0,100 \$
Total des dividendes			0,275 \$

## DATE DE PAIEMENT DES DIVIDENDES <sup>1</sup> ET DE PUBLICATION DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE 2012

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres	Date de paiement des dividendes
T1/12	4 août 2011	26 août 2011	15 septembre 2011
T2/12	10 novembre 2011	2 décembre 2011	15 décembre 2011
T3/12	9 février 2012	2 mars 2012	15 mars 2012
T4/12	23 mai 2012	1 <sup>er</sup> juin 2012	15 juin 2012

<sup>1</sup>) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

### **DÉSIGNATION DES DIVIDENDES ADMISSIBLES (LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU (CANADA))**

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'imposition plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Financière Canaccord Inc. (ou son prédécesseur Canaccord Capital Inc.) depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

### **RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES**

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

#### **Services aux investisseurs Computershare Inc.**

100 University Avenue, 9th Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Numéro sans frais

(Amérique du Nord) : 1-800-564-6253

International : 514-982-7555

Télécopieur : 1-866-249-7775

Numéro de télécopieur sans frais

(Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416-263-9524

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

Site Web : [www.computershare.com](http://www.computershare.com)

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le vendredi 24 juin 2011 à 11 h (heure de l'Est) au Design Exchange (parquet) 234 Bay Street Toronto (Ontario) Canada

L'assemblée sera également diffusée en direct sur Internet. Pour plus d'information et un lien direct, consulter le site [www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com) à la rubrique Webémissions.

Pour consulter les dépôts réglementaires de Canaccord sur SEDAR, visiter le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### **INFORMATION FINANCIÈRE**

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse [www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com)

### **AUDITEURS**

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Comptables agréés  
Vancouver (Colombie-Britannique)

### **HONORAIRES VERSÉS AUX AUDITEURS DÉSIGNÉS PAR LES ACTIONNAIRES**

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la page 42 de la notice annuelle 2011.

### **SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE ADMISSIBLE**

CFI est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la loi *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

### **SERVICES DE RÉDACTION**

Tudhope & Company, Inc.  
The Works Design Communications Ltd.